

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES

WARRANTS AGRICOLES

ET LEUR FONCTIONNEMENT

d'après les lois du 18 Juillet 1898 et du 30 Avril 1906

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politique et Economique)

Présentée et soutenue le Vendredi 29 Mai 1908, à 1 heure

PAR

Hervé LÉGUILLON

Président : M. PERREAU, professeur

Suffragants { *MM. TRUCHY, professeur*
HITIER, agrégé

PARIS

BONVALOT-JOUE, Éditeur

15, Rue Racine, 15

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES
WARRANTS AGRICOLES
ET LEUR FONCTIONNEMENT

d'après les lois du 18 Juillet 1898 et du 30 Avril 1906

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences Politique et Economique)

Présentée et soutenue le Vendredi 29 Mai 1908, à 1 heure

PAR

Hervé LÉGUILLON

Président : M. PERREAU, professeur
Suffragants { *MM. TRUCHY, professeur*
HITIER, agrégé

PARIS

BONVALOT-JOUE, Éditeur

15, Rue Racine, 15

1908



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES WARRANTS AGRICOLES

Leur fonctionnement d'après les lois du 18 juillet 1898
et 30 avril 1906

INTRODUCTION

La deuxième moitié du xix^e siècle a été caractérisée en France par une crise d'une durée et d'une gravité exceptionnelles : la crise agricole. La loi du 30 avril 1906 sur les warants agricoles a été comme sa devancière, celle du 18 juillet 1898, inspirée par le désir d'y porter remède et de mettre fin à un mal qui, par son étendue, est de nature à léser singulièrement les intérêts d'un pays profondément agricole, comme le nôtre. Il est incontestable, en effet, que l'une des causes de la crise a été l'inexistence d'une bonne organisation du crédit agricole.

L'insuffisance du crédit agricole se manifeste surtout depuis la concurrence que nous font les pays

neufs, tels que l'Amérique et l'Australie. Longtemps on a dit que pour l'étude du crédit agricole, la France a été le cerveau de l'Europe (V. notamment Joaquim Diaz de Rabago. *El Credito Agricola*, p. 62). Mais, en présence de l'inanité des résultats obtenus par la loi de 1898, on est obligé de reconnaître que pendant quelques années, le crédit agricole n'a pas atteint dans notre pays la perfection de beaucoup d'autres institutions.

Le crédit agricole a été organisé pour la première fois en France par la loi du 18 juillet 1898, qui s'est proposé d'éviter aux cultivateurs la nécessité où ils se trouvent chaque année, à l'époque du paiement des fermages et du renouvellement des engrais, de vendre hâtivement leurs récoltes pour faire face à leurs besoins d'argent ; la loi de 1898 leur permet de se procurer les fonds nécessaires en constituant leurs récoltes en gage, de manière à attendre une occasion favorable pour la vente. Mais, malgré la loi de 1898, il ne semble pas que la crise agricole ait diminué dans les dernières années. On est donc porté à penser que le législateur n'avait pas, en 1898, élaboré une œuvre exempte de défauts.

Pour juger si la loi de 1906 a mieux répondu aux besoins de l'agriculture, il est indispensable d'examiner rapidement quelles sont les causes auxquelles on peut attribuer la crise qui sévit sur les agriculteurs et ensuite se demander à quel point de vue le

crédit agricole apparaît comme un des moyens les plus propices en vue d'ouvrir à la population de nos campagnes une ère plus prospère.

Dès 1897, dans un discours prononcé à la Chambre le 26 juin (*J. O.* du 27), M. Jaurès a dénoncé le malaise dont souffre l'agriculture française. Il en attribue la principale cause au prodigieux développement des pays neufs, tels que l'Amérique, l'Australie et l'Inde. Trois catégories de personnes ont été atteintes par la crise dont souffre l'agriculture française (Cf. Bourguin, « Intensité de la crise agricole d'après la statistique de 1892 ». *Revue politique et parlementaire*, 1868, p. 448) : ce sont les exploitants (propriétaires, fermiers ou métayers), les propriétaires non-exploitants et les ouvriers agricoles. (Cf. la statistique officielle, agricole, dressée en 1892 pour la décade précédente). Les exploitants ont subi une perte, à la fois dans leur capital d'exploitation et dans les profits qu'ils en retiraient. Cette perte est évaluée par la statistique de 1892 à 24,87 0/0 par rapport à 1882. Les éléments du capital d'exploitation qui ont diminué, sont la valeur des animaux de ferme, des semences et des fumiers nécessaires à l'agriculture. (Cf. *Bul. du Ministère de l'Agriculture*, 1896-1897 et 1898.) Les profits de la culture ont été notablement restreints surtout dans le Midi (notamment pour le blé et pour le vin). M. Jaurès a notamment soutenu qu'un certain nombre de proprié-
taires

res-cultivateurs avait disparu et, en effet, d'après la statistique, le chiffre des propriétaires exploitants est passé de 3.525.342 en 1882 à 3.387.245 en 1892, soit une diminution de 138.000 en dix ans, et, parmi ceux qui n'ont pu soutenir les effets de la crise agricole, il faut surtout mentionner les propriétaires à qui leur fonds rapporte juste de quoi vivre en temps normal et qui sont obligés de chercher d'autres moyens d'existence, dès qu'une période de décadence commence.

Ensuite les propriétaires fonciers non exploitants ont souffert également de la crise, car ils ont dû baisser le prix qu'ils demandaient de leurs fermes de 11,15 0/0 d'après la statistique de 1892. Enfin les salariés agricoles eux-mêmes n'ont pas échappé à la crise. D'après la statistique du Ministère de l'Agriculture, le salaire quotidien des ouvriers agricoles non nourris, qui était de 2 fr. 22 en 1882, n'était plus que de 2 fr. 04 en 1892. Quant aux domestiques engagés à l'année, leurs gages n'ont pas été sensiblement réduits, mais il n'ont augmenté que très faiblement, et beaucoup de personnes se sont éloignées de cette profession à raison de la faible rémunération qu'ils y trouvent. Dans la séance du 10 juillet 1897 (*J. O.* du 11 juillet), M. Deschanel déclarait que le machinisme n'a pu se développer aussi rapidement dans nos campagnes que faute d'ouvriers, et que partout les syndicats agricoles récla-

ment des travailleurs. En présence de la cherté de la vie qui s'accroît sans cesse, on conçoit l'exode de la population rurale vers les villes où des salaires industriels plus rémunérateurs l'attendent. Aussi la population agricole, qui dépassait, il y a une trentaine d'années, la moitié du chiffre de la population totale de la France, soit 20.000.000 en 1876, est tombée en 1892, à 7 millions et demi, soit à peine une proportion de 45 o/o des habitants du pays. Le prix de toutes les denrées a été en diminuant ; c'est ainsi que le prix du quintal de blé qui était de 30 fr. 01 en 1877, n'était plus que de 15 fr. 44 en 1901 (*Bull. du Ministère de l'Agriculture de 1902*, p. 596.) Il est aujourd'hui de 21 fr. 75.

Or, les économistes les plus au courant de la pratique de l'agriculture, affirment qu'il y a là des prix beaucoup trop bas, bien qu'il soit impossible, en raison des variations de la production, de fixer une moyenne, entre le prix de revient et la valeur marchande, constituant un écart suffisant pour réaliser un profit agricole. (Grandeau, « Mouvement agricole et production du blé » *Journal des Economistes*, 5^e série, t. XXXVI, p. 182.) M. Grandeau estime que le seul critérium à adopter est le produit de la récolte du blé à l'hectare ; partout où cette récolte est inférieure à 10 quintaux à l'hectare, il y aurait lieu d'abandonner la culture du blé, un pareil rendement n'étant plus rémunérateur avec la concur-

rence étrangère. Or, cette situation paraît des plus inquiétantes, lorsque l'on constate, d'après les statistiques officielles du Ministère de l'Agriculture (*Bulletin du Ministère de l'Agriculture* de 1899, pp. 546 est.), que vingt départements, parmi lesquels l'Ardèche, les Landes, le Lot, la Lozère, le Tarn et la Savoie, ne produisent que 5 à 10 quintaux à l'hectare, c'est-à-dire que la culture du blé a cessé d'y être rémunératrice. D'ailleurs, la production du blé n'est pas la seule en souffrance à l'époque actuelle. La mévente des porcs a amené la suppression presque complète de leur élevage en Vendée après 1896, et les événements du Midi, au cours de l'année 1907, démontrent que la culture du vin n'est pas plus rémunératrice que les autres.

Quelles sont donc les causes de cette crise, de nature à porter préjudice à un si grand nombre de personnes ? On en a indiqué de multiples (Voir notamment Reboul, *Etude sur la crise agricole*, thèse, Aix, 1898). C'est d'abord que la baisse constante des prix de vente a été occasionnée par la surproduction, c'est-à-dire, l'abondance des produits agricoles sur nos marchés, résultant de la concurrence étrangère. D'après la statistique, la France n'arrive qu'au septième rang pour la culture du blé, comme rendement moyen à l'hectare. On a accusé ensuite la spéculation d'avoir exercé sur l'agriculture une influence néfaste ; il s'agit, bien entendu, non

pas de la spéculation honnête et permise, c'est-à-dire de celle qui consiste à s'assurer et à se prémunir dès maintenant, par un contrat ferme, dont la livraison est seulement retardée, contre les risques d'une hausse ou d'une baisse dans l'avenir, mais de la spéculation consistant dans les marchés fictifs passés entre deux parties, dont aucune n'a, à l'échéance, l'intention de réaliser. On sait combien cette pratique est fréquente dans nos bourses de commerce. Certaines personnes qui ne possèdent que de très faibles quantités de blé dans leurs magasins, n'hésitent pas cependant à vendre à terme et en hausse, non seulement le blé dont il s'agit, mais des quantités bien plus considérables qu'elles espèrent se procurer à temps, au moment d'une baisse qu'elles prévoient. Pour provoquer cette baisse, les commerçants qui se lancent dans des combinaisons de ce genre, vendront au besoin tout le blé dont ils disposeront, et ils comptent bien se récupérer de la perte qu'ils subissent alors, par les bénéfices opérés sur les blés qu'ils se procureront dans l'avenir.

D'autre part, la circonstance que dans beaucoup de nos campagnes, les propriétaires se montrent réfractaires au progrès d'une culture scientifique et perfectionnée, n'est pas étrangère à l'entretien de la crise, en ce sens qu'elle maintient le taux élevé du prix de production et diminue par là d'autant le prix retiré par le propriétaire de la vente de ses produits

La dépopulation des campagnes n'est pas une cause proprement dite de la crise ; elle se présente au contraire comme l'un de ses résultats ; mais il est manifeste que, si les bras manquent de plus en plus à l'agriculture, celle-ci se trouvera en mauvaise posture pour se relever de la période de décadence qu'elle traverse actuellement.

Une cause, certainement plus grave, de la crise, c'est l'absentéisme, c'est-à-dire que beaucoup de propriétaires se désintéressent de leurs terres, et, loin d'assister leurs fermiers ou métayers, ne leur fournissent aucune indication sur l'amélioration à apporter à l'élevage, à l'utilisation des engrais, à la mise en culture du sol. Le fermier lui-même n'est pas porté à réaliser sur le sol des transformations durables, car, étant donnée la faible durée des baux en France (3, 6 ou 9 ans), il n'a pas le temps de recueillir l'avantage d'une amélioration apportée par lui à la terre ; que lui importe donc une plus-value dont il ne profitera pas personnellement et qui sera recueillie par son successeur ou par le propriétaire lui-même ? Aussi a-t-il été question à plusieurs reprises, en France, d'établir l'obligation pour le propriétaire de payer au fermier lors de sa sortie, une indemnité proportionnelle à la plus-value dont la terre s'est trouvée accrue par suite des travaux effectués par le preneur. Mais on a jusqu'ici reculé, par le motif qu'une institution de ce genre porterait atteinte aux

droits du propriétaire, qui se verrait contraint de déboursier une somme, à raison d'opérations qu'il n'a pas demandées et qu'il n'aurait peut-être pas conseillées si le fermier avait pris son avis.

Enfin, il ne faut pas se dissimuler que, si l'agriculture française est loin d'être prospère à l'époque actuelle, cet état de langueur doit être attribué, pour une notable part, à l'excès des charges fiscales dont la terre est écrasée. Indépendamment de l'impôt foncier, la terre est soumise, lors de chaque transmission, entre vifs ou par décès, à un impôt très lourd qui augmente à mesure que le degré de parenté entre l'ancien et le nouveau possesseur du sol est plus éloigné, dans la donation et dans la succession, et qui est encore très lourd (7 0/0), lorsqu'il s'agit d'une transmission à titre de vente. L'impôt proprement dit n'est pas la seule charge qu'aient à supporter les transmissions de propriété du sol ; il faut tenir compte des frais des actes notariés qui sont encore très élevés, et des taxes hypothécaires qui s'ajoutent encore à ces frais écrasants pour le paysan. (Cf. Daniel Zolla. *Le fisc et la propriété rurale*. Revue politique et parlementaire, 1897, t. III, p. 151.)

Mais l'une des principales causes de la crise, depuis longtemps signalée par les publicistes, est l'insuffisance du crédit rural. Les capitalistes et les financiers se détournent de plus en plus de la terre, parce qu'ils la trouvent d'une réalisation trop difficile pour leurs

spéculations, et ils apprécient bien davantage les valeurs mobilières, qui sont singulièrement plus mobiles et permettent des opérations plus rapides.

Lorsqu'on parle d'organiser le crédit agricole, il faut éviter avec soin de le confondre avec le crédit foncier. Celui-ci est destiné à l'augmentation ou à l'amélioration du capital foncier, c'est-à-dire du fonds de terre lui-même (Cauwès, *Cours d'économie politique*, 3^e édition, t. II, page 441). Le crédit agricole a un but plus modeste : il est destiné à constituer le capital nécessaire à l'exploitation du sol, tels que les instruments aratoires et les engrais, ou à l'augmenter. Il y a des capitaux qui sont indispensables aux cultivateurs. « Il faut aux cultivateurs, a écrit M. Rostand, des semences bien choisies, du bétail pour labourer, pour transporter, pour utiliser les pâturages, pour faire de l'engrais, pour consommer le foin et la paille et pour tirer profit des reventes après engraissement ou élevage. Il lui faut, en outre de l'engrais naturel, certains engrais chimiques, susceptibles d'accroître son rendement ; des moyens préventifs et curatifs contre les maladies nouvelles ; il lui faut des plants pour reconstituer ses vignes ; il lui faut un matériel bien supérieur à celui de ses devanciers ; des outils et des machines perfectionnés. » (*Le concours des caisses d'épargne au crédit agricole*, 1897, chap. II, p. 13). En d'autres termes, le capital d'exploitation comprend d'abord

un capital inerte (moteurs, outils, machines, animaux de trait, véhicules de toutes sortes, appareils indispensables aux industries annexes qui se trouvent dans la ferme, comme les beurreries, laiteries, fromageries et distilleries). Cette sorte de capital ne peut être facilement engagé, car, à raison de la relation qui existe entre lui et le fonds, les éléments qui le composent présentent le caractère d'immeubles par destination *et ne peuvent pas être engagés séparément du fonds*. Il y a aussi, parmi le capital d'exploitation, un capital mobilier vivant, c'est le bétail. La plupart de ces éléments ne pourront procurer une garantie aux propriétaires que sous forme de crédit hypothécaire. Mais il y en a d'autres, que nous déterminerons par la suite, qui pourront être l'objet, pour le propriétaire, d'un crédit agricole.

Quels étaient, avant les lois de 1898 et de 1906, les moyens qui s'offraient aux agriculteurs, pour se procurer du crédit ? Ils en avaient trois à leur disposition : 1^o Si l'agriculteur ayant besoin de crédit est un fermier ou un métayer, il peut d'abord obtenir des concessions de délais de la part du propriétaire pour le paiement du fermage ou de la moitié du bénéfice d'exploitation du sol dont il lui est redevable (Rostand, chap. III, p. 17). C'est là un moyen de crédit qui a été souvent préconisé, parce que, dit-on, il s'appuie uniquement sur la considération des aptitudes personnelles du fermier ou du métayer et il ne

donne lieu à la constitution d'aucune sûreté (Zolla, *Revue Politique et Parlementaire*, 1898, t. II, p. 209). On a même douté, au début, de l'utilité d'une loi sur les warrants agricoles, précisément par le motif que le crédit consenti au fermier par le propriétaire serait la plupart du temps suffisant pour le tirer d'embarras. « Le meilleur bailleur de fonds du fermier, qui surtout souffre de la crise, car, ne pouvant payer ses fermages, il ne peut *a fortiori* rien épargner, c'est le propriétaire, qui attend deux ou trois ans les fermages arriérés, sans exiger d'intérêts. Où le fermier trouverait-il mieux ? Quant au petit propriétaire, il est rare qu'il ne puisse se maintenir en économisant dans les bonnes années pour les mauvaises (G. Michel. L'Etat et les Banques régionales agricoles, *l'Economiste français*, 12 mars 1898). Mais ce mode de crédit est insuffisant ; il ne s'applique d'abord qu'au fermier et il est étranger au propriétaire ; on prétend que celui-ci doit seulement chercher à se maintenir ; en réalité, il lui est indispensable d'obtenir de plus forts rendements s'il veut lutter avec des concurrents étrangers ou même nationaux sans cesse plus puissants. On a soutenu aussi que le métayage devait être encouragé comme un moyen de faire régner la confiance entre propriétaire et métayer, et par suite de procurer du crédit au cultivateur ; mais là encore n'est pas la solution du problème ; le métayage n'est guère adopté que dans les pays où il

est imposé par une longue tradition et un usage constant. En réalité, les propriétaires n'avancent que le strict nécessaire à leurs métayers, et c'est un crédit forcé plutôt que voulu qu'ils leur consentent. Des difficultés peuvent d'ailleurs naître entre le propriétaire et le métayer ; celui-ci, constatant qu'il n'est pas chez lui sur le sol, ne se prête que difficilement à des améliorations dont il ne comprend pas toujours la portée. Par suite, il ne s'applique pas à l'augmentation de rendement qui serait nécessaire pour conjurer la crise agricole.

Cependant, dans l'ensemble, le métayage est supérieur au fermage, d'abord par le mode de paiement ; en effet les prestations en nature qu'il comporte sont plus conformes aux aléas de l'agriculture ; de plus, il suppose entre les deux parties une confiance réciproque qui augmente la valeur sociale de l'institution ; mais celle-ci n'est répandue que dans une très faible partie de la France ; on ne la rencontre pratiquée que dans les départements du Centre, la Charente, la Haute-Vienne, le Périgord (la Dordogne) et la Corrèze. Dans les autres régions, il est à peu près inconnu. La statistique de 1863 accuse une proportion de métayers qui ne dépasse pas 6,42 o/o par rapport au nombre total des cultivateurs, (p. 377) ; comparez Zolla, *Revue politique et parlementaire* (n° du 10 avril 1903, p. 170). En effet, le recrutement du personnel du métayer devient de plus

en plus difficile ; pour être bon métayer il faut posséder un ensemble de qualités qui se rencontrent rarement, soit chez le métayer lui-même, soit chez les personnes de sa famille. Puis le propriétaire se montre souvent peu disposé à consentir au métayer les avances nécessaires à l'agriculture ; le métayage n'est donc pas un instrument de progrès agricole absolument certain. Très souvent on constate un arriéré considérable dans les prestations qui sont dues par le métayer au propriétaire ; d'autre part on a reproché au métayage d'être pour le cultivateur une cause d'asservissement ou de démoralisation, de maintenir dans nos sociétés une séparation de classes qui rappellerait dans une certaine mesure l'ancien régime. (Cf. Rostand. *Le Concours des caisses d'épargne au Crédit agricole*, p. 18, 1897.)

2° Pour se procurer du crédit l'agriculteur possède la ressource de l'escompte ; mais c'est là un procédé dont il n'use guère, pour deux raisons : d'abord, les agriculteurs vendent le plus souvent au comptant et non à terme ; de plus, l'emploi des effets de commerce dans l'agriculture n'est pas répandu chez nous comme il l'est en Italie dans la vallée du Pô ; d'ailleurs les banquiers hésitent à escompter des effets émis par une personne sur la solvabilité de laquelle ils ne possèdent pas les mêmes moyens d'information que lorsqu'il s'agit d'industriels ou de commerçants. Dans les cas exceptionnels où ils consentent une avance,

les banquiers ne manquent pas d'exiger comme compensation de leurs risque un intérêt et une commission très élevés. Dans la dernière période, les lois du 5 novembre 1894, du 1^{er} avril 1899 ont facilité l'escompte des effets de commerce souscrits par les agriculteurs en instituant des caisses de crédit agricole locaux et régionales ; mais ces établissements de crédit ne paraissent pas présenter encore la perfection désirable, car il est question de modifier et d'améliorer leur organisation et, d'autre part, ils ne sont pas répandus dans toutes les parties de la France.

3° De sorte que la grande ressource du cultivateur est de s'adresser à l'usurier du village qui ne consent à traiter que moyennant de gros intérêts, augmentés, en cas de non paiement à l'échéance lors de la signature d'un nouveau billet, si bien que le débiteur se trouve placé de plus en plus dans une impasse d'où il ne peut sortir et qui le mène insensiblement mais fatalement à l'expropriation de ses biens.

Tels étaient les moyens de crédit, d'un emploi assurément peu efficace, qui se trouvaient à la disposition des cultivateurs avant la loi de 1898.

Parmi les institutions qui avaient pour but d'organiser le crédit agricole, les mieux conçues étaient assurément les caisses de crédit agricole. Malheureusement elles étaient trop peu répandues pour rendre de véritables services ; aussi en présence de la crise dont l'intensité ne diminuait pas, le législateur se

décida à intervenir d'une autre manière ; depuis longtemps on avait remarqué que l'une des principales causes de la gêne qui opprime souvent l'habitant des campagnes, c'est qu'il est tenu à des obligations immédiates avant que soit arrivée l'époque de l'année où il pourra disposer des ressources nécessaires pour s'acquitter. Souvent en effet dès que ses récoltes sont terminées il doit acquitter les frais auxquels elles ont donné lieu et payer ses fermages, se procurer des engrais pour les ensemencements futurs, avant d'avoir trouvé l'occasion de vendre les produits de ses terres. Par suite le cultivateur cherche à se défaire de ses produits à n'importe quel taux ; et l'on remarque fréquemment un avilissement accentué des prix entre l'époque où la récolte est terminée, et celle où la récolte suivante arrive à maturité. C'est ainsi que, de 1891 à 1892, la moyenne des cours du blé de commerce de première qualité a été, sur le marché de Paris, de 22 fr. 08 les 100 kilogrammes. Mais pendant les cinq premiers mois affectués surtout à la vente des produits de la culture, août à décembre, le prix moyen n'a été que de 21 fr. 26, tandis que, pendant les sept autres mois, où l'agriculture écoule ses réserves, il s'est élevé à 22 fr. 53, d'où un écart de 1 fr. 25 par quintal et une différence de 3 fr. 75 0/0 dans la valeur du produit. Il paraît que cette différence serait encore plus accusée pour les avoines, les colzas, etc., dont le marché est plus étroit que celui

des blés (Cf. exposé des motifs de la proposition de M. Delaunay, déposée à la Chambre le 13 mars 1897, *J. off.*, Annexe, n° 231).

C'est précisément pour remédier à cette dépréciation des produits agricoles qu'ont été imaginés les projets de loi sur les warrants dans l'agriculture. M. Delaunay l'indiquait déjà dans sa proposition : « L'auteur de cette proposition a visé un triple but : 1° procurer aux agriculteurs, par la constitution pratique et sans frais d'un gage sérieux, la possibilité d'obtenir plus facilement le crédit qui leur est nécessaire, notamment pour bénéficier réellement des dispositions de la loi du 5 novembre 1894 sur les sociétés de Crédit agricole ; 2° éviter que, sitôt la récolte faite, l'agriculteur ne soit obligé, pour se procurer des fonds, de vendre à tout prix les produits qu'il aurait pu écouler plus tard, en attendant un moment favorable, dans des conditions plus avantageuses ; 3° remédier à l'avisement des cours qui résulte nécessairement, à certaines époques, de l'apport simultané de la production du pays tout entier sur le marché. »

Le 28 octobre 1897, M. Méline, alors ministre de l'agriculture, déclarait à la Chambre que : « Faire profiter l'agriculture des warrants aujourd'hui très largement utilisés par le commerce constitue le problème à résoudre. Le cultivateur a toujours pu, il est vrai, envoyer le produit de ses récoltes dans les

magasins généraux existants ; mais il en a été de fait empêché par les frais que lui imposeraient le transport, le plus souvent à de longues distances, de marchandises lourdes ou encombrantes ainsi que le paiement de droits divers assez élevés... il fallait donc, pour obvier à ces inconvénients, créer, au moyen d'une législation spéciale, le warrant agricole sans déplacement. » (*J. off.*, annexe 2.750).

Mais la difficulté pour réaliser le warrant consistait à adopter la sûreté résultant du gage en droit civil à l'agriculture ; celle-ci ne saurait en effet se servir avec utilité des warrants agricoles qu'à la condition de pouvoir warranter ses produits, qui forment la seule assiette de son crédit, sans en opérer le déplacement dans les magasins spéciaux ; tel est le but qu'a atteint la loi du 18 juillet 1899, qui a créé le gage sans dépossession, c'est-à-dire constitué l'emprunteur gardien de ses produits dans son propre domaine.

CHAPITRE PREMIER

La loi du 18 juillet 1898

Cette loi a organisé le warrant agricole qui se différencie du warrant commercial par le trait distinctif suivant : le warrant commercial est un certificat contenant l'état descriptif et estimatif des marchandises données en gage. Organisé par les lois des 21 mars 1848 et 28 mai 1858, il permet à tout commerçant ou industriel de se procurer du crédit en déposant dans un magasin général des marchandises qui pourront être affectées à la sûreté de l'emprunt, mais le warrant commercial suppose essentiellement que l'emprunteur s'est dépossédé des marchandises en les déposant dans un magasin général. En échange de ce dépôt, le dépositaire reçoit deux titres, l'un, appelé le récépissé, atteste son droit de propriété et est nécessaire en cas de vente ; l'autre, le warrant, suffit pour les engager. Tous les deux sont rédigés sur une seule feuille détachée d'un registre à souche ; la souche reproduit les mentions figurant sur les deux titres précédents,

elle fournit à la fois l'identité du commerçant et celle des marchandises. Le déposant qui veut emprunter en constituant un gage sur ses marchandises ne se dessaisit que du warrant, qu'il endosse au profit du prêteur. Celui-ci fait en outre mentionner le prêt sur les registres du magasin général. Si, au contraire, le commerçant veut vendre les marchandises, il endossera au profit de son acheteur, le récépissé ainsi que le warrant. Dans le cas où le warrant serait déjà en circulation, l'acheteur consignera au magasin général la somme nécessaire pour dégager la marchandise.

Ainsi compris, le warrant commercial se distingue du warrant agricole en ce qu'il nécessite le dessaisissement de l'emprunteur ; le warrant agricole se caractérise, au contraire, en ce qu'il est un instrument de crédit permettant à l'agriculteur de se procurer des ressources, sans dessaisissement des produits de son exploitation, qu'il constitue en gage à son créancier.

Cette institution existait déjà dans d'autres pays, lorsque le législateur s'est préoccupé de l'organiser en France. C'est ainsi qu'en Russie la Banque d'Etat, par ses statuts des 6 et 18 juin 1894, a autorisé le gage à domicile pour venir en aide aux pauvres paysans de la Russie et de la Pologne exploités par les Juifs ; d'après l'article 124 de ces statuts : « A l'égard des personnes qui inspirent toute confiance

à la banque, des prêts sur billets à une signature peuvent être consentis, aux conditions de faveur ci-après : la banque accepte comme gage des marchandises qui peuvent être laissées à la garde de l'emprunteur et le montant du prêt peut être porté à 75 o/o de l'estimation. De même en Allemagne, *les banques qui prêtent aux cultivateurs* peuvent autoriser leurs emprunteurs à conserver dans leurs greniers l'objet du gage, qui sera le plus souvent du blé, mais, à titre de précaution, la banque exige alors du débiteur que ses greniers soient bien installés et aérés, et que la réputation d'honnêteté dont il jouit dans les affaires soit une garantie morale de l'acquittement de sa dette (Instructions des 30 juillet et 1^{er} août 1896). La Banque d'Etat ne peut prêter sur engagement de blé que jusqu'à concurrence de la valeur des deux tiers du produit et pour un terme maximum de trois mois (Descostes. *Les Warrants et l'Agriculture française*, p. 225).

Une institution allemande beaucoup plus importante est celle des Kornhauser, sorte de docks-greniers ou maisons de blé allemandes qui ont été instituées pour remédier à la dépréciation des prix résultant d'une vente précipitée des produits agricoles aussitôt après la moisson. Ce sont des associations coopératives pour la vente du blé, possédant des magasins à proximité des voies ferrées et disposés de manière à recueillir le blé que leur apportent les

agriculteurs des campagnes environnantes. Par suite de leur excellente organisation, ces magasins ont des frais généraux très réduits et en conséquence ils ne perçoivent que des droits de magasinage peu élevés. L'agriculteur qui est pressé de vendre son blé et d'en toucher le prix a un moyen bien facile : il n'a qu'à porter ses céréales au Kornhaus du marché le plus voisin et une avance lui est immédiatement consentie sur le prix de l'aliénation ultérieure de son blé, pour laquelle il attendra le moment le plus opportun. (Souchon. « L'organisation coopérative de la vente du blé. » *Revue politique et parlementaire* du 10 juillet 1901, p. 63 et suiv.)

La pratique du gage sans dessaisissement remonte à une époque plus lointaine en Suisse, où une loi du 12 septembre 1851, confirmée par une autre loi du 21 novembre 1893, spéciales au canton de Thurgovie, autorise les habitants de ce canton à constituer des caisses communales qui prêtent aux habitants, moyennant la concession d'un gage sans dessaisissement sur le bétail acheté avec les fonds qu'elles prêtent. La même pratique existe dans le canton de Zurich, depuis une ordonnance du 31 décembre 1885. (Cf. Durand. *Le Crédit Agricole en France et à l'Etranger*, Paris, 1891, p. 351.)

Mais l'institution du gage agricole paraît s'être répandue surtout en Belgique et en Italie. En Belgique, depuis la loi du 15 avril 1884 sur les prêts

agricoles, la caisse générale d'épargne et de retraites peut employer une partie de ses fonds disponibles en prêts aux agriculteurs. Ces prêts sont consentis par l'intermédiaire de contrats agricoles qui ont été créés par un règlement du 1^{er} mai 1884 ; ce sont des associations formées entre propriétaires, qui, moyennant une faible rémunération, se reconnaissent solidairement responsables des prêts consentis par leur entremise aux cultivateurs. Le privilège du propriétaire se trouve désormais scindé : le fermier emprunteur, à la condition de satisfaire à certaines exigences, peut consentir à son créancier un privilège spécial sur les objets affectés au privilège général du bailleur, c'est-à-dire sur tout ce qui garnit la ferme, sur tout ce qui sert à son exploitation, sur les fruits de la récolte de l'année, et même sur ceux des récoltes antérieures qui ne sont pas vendues. Le créancier possède dès lors avec un semblable privilège une garantie efficace qui lui confère à la fois un droit de préférence et un droit de suite. (Les associations agricoles en Belgique, par Maze-Sencier *Revue Politique et Parlementaire*, 10 janvier 1900, p. 85 et suiv.)

Des garanties spéciales ont été aussi créées au profit des prêteurs par la loi italienne du 23 juin 1887, qui permet aux propriétaires et fermiers ruraux de constituer en faveur de leur prêteur un privilège agricole semblable à celui du bailleur. Pour écarter

les spéculations des usuriers, ce privilège ne peut être établi qu'au profit des établissements de crédit agricole.

Le privilège agricole institué par la loi italienne, est général et frappe l'ensemble des biens de l'agriculteur, c'est-à-dire tous les meubles de la ferme, les récoltes et le bétail ; la sûreté ainsi conférée aux créanciers n'est valable que si elle a été constatée par un acte et inscrite au bureau des hypothèques de l'arrondissement. En cas de conflit avec le privilège du bailleur (qui existe en Italie pour deux années de loyers échus, plus l'année courante), le bailleur a antériorité et c'est seulement après le paiement des sommes dues pour les années de fermage privilégié que le prêteur a le droit d'exiger son remboursement (1).

Un autre pays européen, la Roumanie, connaît une organisation analogue depuis les lois des 29 mai, 10 juin 1892 et 31 mars, 2 avril 1895. Ces lois ont créé la société de crédit agricole qui peut prêter aux agriculteurs sur leurs bêtes de somme, leurs instruments aratoires et leurs récoltes, avec cette particularité que le prêt est autorisé sur leurs récoltes même pendantes (Descostes, *les Warants et l'agriculture française*, p. 281).

En France, les premiers essais de gage agricole

1. *Annuaire de la Société de législation comparée*, 1887, p. 493.

sans dépossession ont été vivement critiqués. Une loi du 18 juillet 1851 vint permettre aux Banques de Crédit agricole et commercial des colonies de prêter sur cession de récoltes même pendantes. Lors de la discussion de cette loi, on s'attacha à montrer les dangers qui pourraient résulter de cette catégorie de prêt : « Lorsqu'on vous demandera le remboursement des billets, qui n'ont pas cours forcé, s'écriait M. de Sainte-Beuve, il faudra payer. Avec quoi paierez-vous ? Vous aurez la récolte, mais il faudra la vendre ; ce sera contre des valeurs qui seront réglées à une époque peut être fort éloignée (en effet plusieurs récoltes tropicales, notamment celle de la canne à sucre, ne viennent à maturité qu'après dix-huit mois) ; il faudra attendre de l'argent, il faudra en attendre d'Europe ; vous serez obligés de payer quand même comptant, quand vous ne recevrez pas, qu'arrive-t-il ? cela s'appelle en français faire banqueroute » (*Moniteur* du 12 juillet 1851). Malgré ces protestations, les planteurs, dont les récoltes constituent le principal élément de crédit, ont retiré cependant un bénéfice réel de l'application de la loi et on a fait remarquer qu'à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion, les prêts se sont élevés, pour l'exercice 1896-1897, à plus de 23 millions (rapport de M. Chastenet, annexe de la séance de la Chambre du 3 déc. 1897. *J. o.* n° 2869).

D'après cette loi de 1851, confirmée par une autre

loi du 5 juillet 1874, il s'agit là d'une mise en gage des récoltes, sans dépossession, pour sûreté du prêt qui a été consenti. Aux termes de ces textes, le planteur qui désire emprunter sur ses récoltes fait connaître son intention par une déclaration que le receveur de l'enregistrement inscrit sur un registre spécialement tenu à cet effet, et où sont mentionnées les oppositions, lesquelles sont reçues dans le délai d'un mois. Après ce délai, la banque procède à la réalisation du prêt, si aucune opposition n'est apparue. Le délai de l'avance est de cent vingt jours, et, en cas de non paiement à l'échéance, la banque peut, sans autorisation de justice, et huit jours après avoir mis en demeure le débiteur, saisir et vendre les récoltes engagées. Tout détournement par l'emprunteur est puni de peines portées à l'article 408 du Code pénal ; la juridiction commerciale est compétente dans un but de rapidité et d'économie.

Les bons résultats produits par cette institution coloniale avaient, à différentes reprises, attiré l'attention du législateur français. Dès 1878, un projet de loi fut présenté par MM. de Mahy, ministre de l'Agriculture et Léon Say, ministre des Finances, en vue d'établir le gage agricole sans déplacement. Mais cette tentative ne put surmonter l'opposition et les répugnances du Conseil d'Etat, des commissions et du Ministère de la Justice, en raison de ce qu'elle apportait une dérogation grave aux principes du

Code civil. Cependant, certains députés n'abandonnaient pas l'idée de fournir à l'agriculture des moyens de crédit faciles. Le 3 décembre 1891, est déposée sur le bureau de la Chambre une proposition de loi émanant de M. Martinon et d'un certain nombre de ses collègues, parmi lesquels M. Méline (*J. off.* du 3 déc. 1891. Doc. parl. Chambre, annexe 1792, p. 2887).

Cette proposition tendait à créer des docks-greniers susceptibles de recevoir les récoltes des cultivateurs contre délivrance d'un certificat de dépôt négociable ; ainsi étaient mobilisées les récoltes avec possibilité pour le propriétaire de choisir le moment le plus favorable pour les vendre. Les auteurs de la proposition citaient l'exemple des élévateurs américains, où les habitants de régions entières viennent déposer leurs récoltes. Ils estimaient que, d'après ces précédents, les frais de magasinage seraient peu élevés et ne dépasseraient pas 0 fr. 03 par hectolitre de blé et par jour. Mais cette intéressante tentative échoua encore devant l'opposition qui lui fut faite. Enfin, le 13 mars 1897, une innovation plus radicale, car l'auteur se servait pour la première fois de l'expression *warrants agricoles*, fut déposée à la Chambre de de M. Delaunay (*J. off.*, annexe, n° 231.)

Cette proposition aboutit à la loi du 18 juillet 1898 ; mais, avant sa promulgation, un essai très heureux avait déjà été tenté dans le même sens par l'initia-

tive privée. Il s'agit du règlement pour le warrantage des blés du Syndicat d'Anjou, élaboré le 23 septembre 1895. En vertu de ce règlement, les cultivateurs membres du Syndicat agricole d'Anjou, qui veulent obtenir une avance sur leurs blés, en font la demande à l'administration du syndicat, l'avance consentie ne peut jamais excéder les deux tiers de la valeur du grain au cours du jour, elle a lieu moyennant le taux de 0 fr. 45 par mois de la valeur de la récolte engagée et pour une durée maxima de six mois. Le blé warranté reste dans le grenier du cultivateur : toute offre de blé warranté doit être accompagnée de la police d'assurance contre l'incendie.

On peut dire que la loi de 1898 a créée une véritable hypothèque mobilière, sous la forme de warrant agricole, en supprimant la nécessité de la possession effective du gage par les créanciers ; il n'est plus besoin d'un dépôt dans un magasin général, comme dans le gage commercial, le grenier de l'emprunteur en tient lieu ; les produits engagés ont leur représentation légale dans le warrant.

D'après la loi de 1898, la première condition pour pouvoir warranter, c'est de posséder la qualité d'agriculteur. Il serait interdit à un commerçant ou à un industriel de se servir des warrants agricoles. En outre les produits agricoles ou industriels sur lesquels l'agriculteur peut emprunter doivent provenir de son exploitation personnelle ; l'agriculteur ne

peut emprunter que s'il est propriétaire des produits qu'il engage ; c'est ainsi que le colon partiaire, qui n'est que co-propriétaire avec le bailleur, ne pourrait warranter que sa quote-part. En outre, l'agriculteur doit être capable d'aliéner dans les termes des articles 2124 et suivants ; mais peu importe qu'il détienne, à titre de propriétaire, de fermier ou d'usufruitier, le fonds qui a produit la récolte à warranter. Toutefois, s'il s'agit d'un fermier, il ne peut donner en gage ses récoltes avant d'avoir obtenu le consentement du bailleur (art. 2. § 3), à la condition que des termes échus soient dus à ce dernier.

Quant aux produits warrantables, ils doivent provenir de l'exploitation personnelle de l'emprunteur ; les animaux sont écartés de la liste des produits warrantables, laquelle ne comprend que les objets suivants : céréales en gerbes ou battues ; fourrages secs, plantes officinales séchées, légumes secs, fruits séchés et féculs, matières textiles animales ou végétales ; graines oléagineuses, graines à ensemercer ; vins, cidres, eaux-de-vie et alcools de natures diverses ; cocons secs et cocons ayant servi au grainage ; bois exploités, résines et écorces à tan ; fromages, miels et cires ; huiles végétales ; sel marin (art. 1). L'idée générale de ce texte, c'est d'abord de permettre le prêt sur gage aux agriculteurs se livrant aux exploitations rurales les plus diverses et, d'autre part, de n'admettre au warrantage que les produits

dont la destination certaine est d'être vendus et dont l'existence est exempte d'aléas. Tout warrant qui ne serait pas compris dans la liste est nul, c'est-à-dire ne conférerait aucun privilège et n'engendrerait qu'un simple contrat de prêt. Les formalités requises par la loi de 1898 pour la constitution des warrants varient suivant que le warrant est demandé par un propriétaire ou un usufruitier, ou par une autre personne telle, par exemple, qu'un fermier.

Il est d'abord des formalités communes à tous les agriculteurs ; il leur est impossible de créer un warrant autrement qu'au greffe de la justice de paix, où l'emprunteur déclare au greffier, qui les inscrit sur les deux parties d'un registre à souche spécialement établi à cet effet, les produits qu'il veut warranter, leur nature, leur qualité et leur valeur (art. 3). Le warrant doit contenir le montant de la somme à emprunter, ainsi que les nom, prénoms, domicile et qualité de l'emprunteur ; l'expertise n'est pas obligatoire. Au cas où le produit serait assuré, le warrant doit indiquer le nom et l'adresse de l'assureur, mais l'assurance est facultative.

Des mentions spéciales concernent le fermier. En vue de permettre au propriétaire d'user de son droit d'opposition, l'article 2 dispose que le cultivateur, lorsqu'il ne sera pas propriétaire ou usufruitier de son exploitation, devra, avant tout emprunt, aviser le propriétaire du fonds loué de la nature, de la

valeur et de la quantité des marchandises qui doivent servir de gage pour l'emprunt. Le propriétaire, touché par une lettre d'avis, est admis à faire opposition par lettre recommandée adressée au greffier dans un délai de douze jours à partir de la mise à la poste de la lettre d'avis recommandé (art. 3). C'est un délai franc. La publicité est assurée par l'article 5, une copie des inscriptions des emprunts faits par l'agriculteur peut être délivrée à toute personne intéressée.

Le propriétaire qui a warranté ses récoltes possède désormais la double qualité d'emprunteur et de dépositaire de sa récolte pour le compte du créancier ; d'où une restriction apportée à ses droits. Comme emprunteur, il doit payer les intérêts et rembourser le capital à l'échéance ; de plus, comme il a constitué une sûreté réelle au profit de son créancier, il lui est défendu de diminuer la garantie conférée ; il est responsable de la marchandise, qui reste confiée à sa garde (art. 1). Bien entendu, il ne peut disposer de la chose donnée en gage.

Malgré, ses obligations, le propriétaire n'en conserve pas moins la propriété des objets engagés : seulement, bien que demeuré propriétaire, il a perdu la faculté de vendre sa récolte. Une fois le warrant constitué, il devient un titre négociable, d'une circulation rendue prompte et facile par voie d'endossement. Seulement, quand le warrant est escompté,

l'escompteur ou le réescompteur est tenu d'en aviser immédiatement le juge de paix par lettre recommandée avec accusé de réception, mesure des plus utiles car l'emprunteur a la faculté de se libérer avant l'échéance. En vue de faciliter la circulation des warrants agricoles, l'article 8 autorise les établissements publics de crédit à les recevoir comme effets de commerce et le texte n'exige que deux signatures comme pour les warrants commerciaux; la valeur représentative du warrant équivalant à la troisième signature.

L'emprunteur, tenu naturellement de payer à l'échéance, a la possibilité de se libérer même avant cette époque (art. 7). La libération par anticipation lui est facile, car il trouvera toujours au greffe l'indication du porteur actuel du warrant. Au cas où le créancier refuserait le paiement anticipé, l'emprunteur devra se conformer au droit commun et observer les règles de l'article 1259 du Code civil. Au vu d'une quittance de consignation régulière et suffisante, le juge de paix devra rendre une ordonnance de libération. L'article 7, par une mesure de faveur au profit de l'emprunteur, permet à ce dernier de bénéficier, en cas de remboursement anticipé, des intérêts qui restaient à courir jusqu'à l'échéance du warrant, déduction faite d'un délai de 10 jours. Si le débiteur n'a pas remboursé à l'échéance, le porteur du warrant, huit jours après avis recommandé

à l'emprunteur, peut, sans aucune formalité de justice, mais en observant la publicité prévue par les articles 617 et suivants du Code de procédure civile faire procéder par un officier ministériel à la vente publique aux enchères de la marchandise engagée.

La loi de 1898 a ainsi notamment simplifié la procédure d'exécution du gage ; l'autorisation de justice n'est plus nécessaire, comme en droit civil, pour vendre l'objet donné en gage. Enfin la faculté de procéder à la réalisation huit jours après une lettre d'avis est empruntée à la loi de 1858, qui avait déjà autorisé le porteur de warrant à faire vendre la marchandise warrantée huit jours après le protêt et sans aucune autorisation de justice. Le délai de huit jours, qui est accordé à l'emprunteur pour se procurer les moyens de se libérer, a pour point de départ la date fournie par l'accusé de réception, c'est-à-dire le jour où le débiteur devra être considéré comme nanti de l'avertissement, c'est là un délai franc suivant les règles du droit commun.

Sous l'empire de la loi de 1898, l'opinion dominante est qu'après l'expiration de ce délai, le créancier peut, s'il préfère, garder l'objet jusqu'à concurrence de la valeur de sa créance d'après une estimation faite par experts, conformément à l'article 2078. Telle est la solution qui paraît découler des expressions employées par le législateur de 1898 qui, lors de la discussion, a déclaré que les warrants agricoles

constituaient une matière essentiellement civile ; s'il y a eu des endossements successifs, le porteur du warrant, lors de l'échéance, dans le cas où il ne retirerait pas de la vente des produits agricoles, à défaut de paiement amiable, un prix suffisant pour couvrir sa créance, aurait le droit de recourir contre l'emprunteur et les endosseurs successifs, mais un délai très bref est fixé par l'article 12 : le porteur doit d'abord faire procéder à la vente dans le mois qui suit la date de l'avertissement prescrit par l'article 10 ; de plus, il serait déchu de son recours si, en cas d'insuffisance du produit de la vente, il n'exerçait pas son recours dans le délai d'un mois depuis la date de la vente des produits.

Lorsque le warrant est suivi de la vente des produits, le porteur du warrant peut se trouver en conflit avec d'autres créanciers munis d'un privilège ; l'article 11 lui confère alors la faculté d'opposer son droit à tous les créanciers et de se faire payer directement sur le prix de vente par préférence à tous autres, sans autre déduction que celle des sommes dues pour contributions directes et frais de vente. Le privilège dont il est question dans l'article 11 n'est autre que celui du créancier gagiste (art. 2102 § 2). En sorte que les seules créances préférables à celles du porteur du warrant sont les contributions foncières de l'année échue et de l'année courante (loi du 12 nov. 1808, art. 1) et les frais de justice, qui com-

prennent les frais de consignation, les droits d'enregistrement du warrant, les frais de vente et de l'ordonnance d'attribution ; quant au privilège du propriétaire du fonds, il n'y a pas à s'en préoccuper, car il n'existe plus dès lors qu'il n'a pas fait opposition à la constitution du warrant ; la disposition de l'article 2102 § 1 du Code civil, qui, en cas de concours, donne la préférence au bailleur sur le gagiste, n'est donc pas susceptible de s'appliquer.

Le législateur de 1898 ne s'est pas préoccupé d'un autre concours possible, entre le porteur du warrant et le privilège pour frais de semences et frais de récolte sur la moisson de l'année (art. 2102-1° al.4). Il semble que les expressions formelles de l'article 11 : « Le créancier sera payé par préférence à tous créanciers sans déduction autre que celle des contributions directes et des frais de vente » doivent sous l'empire de la loi de 1898, nécessairement conduire à cette conclusion que le privilège du prêteur passera avant celui existant en faveur des frais de semences et des frais de récoltes, (Hogrel, *Des Warrants agricoles*, Paris, 1898, p. 43). Il y a là assurément une solution mauvaise : le salaire des ouvriers qui auront effectué tous les travaux matériels concernant les récoltes sera exposé à être perdu en cas d'emprunt opéré par leur patron sur les récoltes que celui-ci n'aura recueillies que grâce à leur concours. Cependant, sous l'empire de la loi de 1898, on avait

essayé de justifier cette solution en objectant que « le gage des ouvriers était bien fragile, puisque la récolte était destinée à être vendue et qu'en définitive le warrantage leur aura peut-être profité s'il a procuré quelque bénéfice à leur débiteur. Il serait à craindre d'ailleurs qu'en entrant dans la voie qui consiste à privilégier les créanciers les plus intéressants on n'affaiblisse considérablement le crédit du cultivateur en rendant presque illusoire la garantie du prêteur ». (De Bastard, le *Warrantage des produits agricoles*, Thèse, Toulouse, 1900, p. 183.) Mais l'opinion générale protestait contre cette argumentation et l'on pensait avec raison que des motifs d'équité et d'humanité militaient en faveur de l'intérêt des ouvriers. On invoquait en outre l'article 548 du Code civil aux termes duquel les fruits produits par la chose n'appartiennent au propriétaire qu'à la charge de rembourser les frais de labour, travaux et semence faits par des tiers. (De Kérangal, *La crise agricole et la loi du 18 juillet 1898*, Thèse, Rennes, 1903, p. 184.) Quoiqu'il en soit, il paraissait difficile d'aller contre les termes précis de l'article 11.

Pour assurer l'exercice de son privilège dans la répartition des deniers produits par la vente, le porteur du warrant n'a qu'à observer une seule formalité: il doit présenter requête au juge de paix, et il obtient une ordonnance portant attribution des sommes à son profit. Au vu de cette ordonnance,

il sera payé du montant de sa créance par préférence aux autres créanciers. Une fois la vente opérée, la radiation de l'inscription est opérée par le greffier ; si le chiffre de la vente accuse un reliquat, celui-ci sera remis à l'emprunteur ; seulement la difficulté consiste, sous l'empire de la loi de 1898, à savoir quels seraient les droits du créancier, dans le cas où le débiteur aurait déjà vendu la récolte constituée en gage. L'article 13 décide, à cet égard, que tout agriculteur convaincu d'avoir détourné, dissipé ou volontairement détérioré, au préjudice de son créancier, le gage de celui-ci, sera poursuivi correctionnellement comme coupable d'abus de confiance et puni conformément aux articles 406 et 408 du Code pénal. Mais cette sanction pénale ne tranche pas la difficulté de savoir comment le créancier pourra obtenir satisfaction. Il est certain que, si l'acquéreur est de mauvaise foi (la mauvaise foi consistant pour lui dans la connaissance qu'il avait de la mise en gage des récoltes), il pourra être contraint à restituer les produits achetés ou à acquitter le montant de la créance. La mauvaise foi, en effet, vicie les conséquences de tous les contrats. Mais l'hypothèse la plus fréquente est celle où le tiers acquéreur est de bonne foi. Dans ces conditions, le créancier peut-il exercer son privilège ? L'opinion contraire avait prédominé ; la maxime « en fait de meubles possession vaut titre » (art. 2279) est un principe certain,

dont l'application concerne toutes les parties du droit ; or le tiers possesseur pourra toujours opposer victorieusement cette maxime aux créanciers. De sorte que le privilège du créancier devient, en pareil cas, singulièrement fragile, puisque l'exercice du droit de suite est impossible, et il n'obtiendra même pas une condamnation plus ou moins efficace obligeant l'acquéreur soit à restituer les récoltes warrantées, soit à en payer le prix de nouveau au créancier. (Cf. de Kérangal, p. 189.)

Au point de vue de la compétence, la loi de 1898 a attribué la connaissance de toutes les difficultés relatives à son fonctionnement au juge de paix. Il s'agissait, en effet, d'un instrument de crédit à mettre le plus possible à la portée des campagnes ; de plus, la procédure en justice de paix a le mérite d'être à la fois rapide, simple et peu coûteuse. Seulement, l'innovation principale en matière de procédure, c'est l'attribution au magistrat cantonal des fonctions de juge de référé en matière de warrants agricoles. Le législateur a prévu, en effet, que : « dans des cas nombreux, les rapports du créancier gagiste et de l'emprunteur dépositaire peuvent nécessiter le recours à la procédure des référés, qui pourvoie aux mesures d'urgence sans préjuger le fond des contestations ». (Rapport de M. Chastenot à la Chambre, sur l'art. 14. Séance du 3 déc. 1897, annexe n° 2869.)

Il se trouva quelques députés qui protestèrent contre la dérogation apportée par la disposition nouvelle de l'article 14 aux règles normales de la procédure, en vertu desquelles la connaissance des référés est du domaine exclusif des présidents des tribunaux civils. Mais le rapporteur répondit avec raison que le but de la disposition de l'article 14 était de simplifier la procédure et de réduire les frais, et que, par suite, elle ne pouvait être repoussée dans une loi ne visant qu'à l'économie.

Le juge de paix compétent est celui du domicile de l'emprunteur (Perrin. *Les warrants agricoles*, Paris, 1898, p. 51. — De Kérangal, p. 196). Rien de plus rationnel : le juge compétent pour les formalités nécessaires au warrant agricole est également le mieux qualifié pour statuer sur les difficultés auxquelles le warrant peut donner lieu.

Enfin, la loi de 1898 édicte des pénalités contre l'agriculteur qui aurait dissipé, détourné ou détérioré le gage au préjudice du créancier. Ce texte est à peu près la reproduction des articles 406 et 408 du Code pénal, avec cette particularité, toutefois, qu'il permet de punir des actes, tels que les détériorations volontaires, auxquels ne s'étendrait pas l'article 408. (Rapport précité de M. Chastenet, sur l'art. 13). Dans son rapport, M. Chastenet a également rappelé qu'en dehors des pénalités précitées, l'article 408 « pourra, le cas échéant, trouver son application,

lorsque les déclarations seront frauduleuses sur la qualité, la quantité et la valeur des marchandises. Vous n'avions qu'à nous référer à la jurisprudence et au droit commun en matière d'escroquerie ; il n'était pas nécessaire, pour cela, d'introduire dans la présente loi une disposition spéciale ou expansive ». Il semble ressortir des travaux législatifs que la vente des marchandises warrantées constitue bien le fait de dissipation ou de détournement prévu par la loi. Le ministre de l'Agriculture, M. Viger, déclara, en effet, que l'agriculteur ne pourrait, tant qu'il ne serait pas dégagé de son warrant, vendre les objets qui constituent le gage et au cas où il les vendrait quand même, il encourrait les sanctions pénales prévues par la loi. (Discussion à la Chambre, séance du 31 mars 1898, *J. off.*, du 1^{er} avril p. 1498 et s.) On avait protesté, au début, contre cette idée, nouvelle dans nos lois, d'assurer l'exécution d'un engagement civil par une contrainte pénale, mais on finit par reconnaître que, si d'une manière générale, le droit pénal n'avait pas à intervenir pour sanctionner les obligations civiles, les peines qu'il prononce pouvaient cependant être acceptées dans certains cas, à l'occasion de contrats où le crédit public est particulièrement en jeu ; sans cette menace de sanction pénale, le gage sans dessaisissement n'aurait aucune valeur pratique.

La loi de 1898, se préoccupant d'économiser les

frais le plus possible, contient des dispositions relatives au timbre et à l'enregistrement (art. 16). Ce texte dispense de la formalité les lettres adressées par l'emprunteur à son propriétaire et visées par le greffier, ainsi *que l'avis de réception* du propriétaire ; la mise en demeure adressée à l'emprunteur après l'échéance ainsi que les accusés de réception et la souche du registre institué par l'article 3 ; la copie des inscriptions d'emprunt, le certificat négatif, et le certificat de radiation. Il y a là une exception apportée à l'article 12-1°, n° 5, de la loi du 13 brumaire an VII, d'après lequel les greffiers doivent délivrer copie sur papier timbré de tous les actes qu'ils reçoivent. Quand au warrant lui-même, il demeure soumis au droit commun, c'est-à-dire est passible du droit de timbre de 0 fr. 05 0/0 (l'enregistrement au taux de 0 fr. 62 1/2 0/0 ne devenant obligatoire qu'autant qu'il sera mentionné dans un acte public ou produit en justice (art. 23 de la loi du 22 frimaire an VII) et non, comme l'exprime à tort l'article 16 *in fine* en cas de protêt, puisqu'à défaut d'échéance le débiteur ne reçoit qu'un simple avertissement de payer, article 12.

On voit que dans son mécanisme, la loi de 1898 est appliquée avant tout par les greffiers de justice de paix. Comme compensation de leur responsabilité, et des travaux supplémentaires qui leur sont ainsi imposés, l'article 15 dispose qu'un décret détermi-

nera les émoluments des greffiers pour l'envoi des lettres recommandées, l'achat et la tenue des registres, ainsi que pour la délivrance des certificats. Cette disposition a reçu son exécution dans les décrets des 11 août 1898 et 29 octobre 1898 ; le second ayant abrogé le premier, qui avait fixé des honoraires trouvés excessifs par beaucoup de personnes et notamment par certains syndicats agricoles (*Bulletin de la Soc. des Agriculteurs de France*, n° du 1^{er} octobre 1898).

Telles sont dans leur ensemble, les principales dispositions de la loi de 1898. Comment cette loi était-elle appréciée dans la pratique avant la réforme de 1906 ? Il faut reconnaître que son existence était à peu près inconnue des agriculteurs. M. Descotes constate que, « si la loi du 18 juillet 1898 n'est pas restée jusqu'ici lettre morte, elle n'a reçu d'application que dans 15 départements et pour des sommes peu importantes » (*Les Warrants et l'Agriculture française*, 1900, p. 30). Le 6 avril 1900 le ministre de l'Agriculture déclarait au sénat que 551 warrants avaient été seulement délivrés depuis la promulgation de la loi, pour une somme de 2.349.000 francs. En outre, les formalités imposées à l'excès nécessitaient des frais considérables. Dans la pratique, on protestait également contre le droit d'opposition du bailleur ; et on le considérait comme suffisamment armé avec la faculté d'opérer une saisie brandon. On

regrettait aussi l'exclusion prononcée par la loi contre les bestiaux comme éléments warrantables ; enfin il fallait prémunir plus sérieusement le créancier contre les dangers résultant pour lui d'une vente frauduleuse effectuée par l'emprunteur. Une réforme s'imposait donc ; elle a abouti à la loi du 30 avril 1906.

CHAPITRE II

Historique de la loi du 30 avril 1906

Dès le 21 juin 1901, une proposition de loi était présentée à la Chambre par M. Chastenet. M. Chastenet constatait que la loi du 18 juillet 1898 était loin d'avoir produit tous les effets qu'on attendait d'elle. En fait, les cultivateurs n'ont guère employé cet instrument de crédit, M. Chastenet attribue cet insuccès de la loi, non pas à la routine ou à l'ignorance des campagnes, mais au fait que le petit propriétaire n'a pas trouvé dans la warrant les avantages espérés. M. Chastenet estime que les causes de la défaveur de la loi sont au nombre de trois : 1^o elle nécessite au cultivateur trop d'initiative et de démarches et lui suscite trop d'embarras et de perte de temps ; 2^o les frais sont trop élevés pour celui qui n'emprunte qu'une faible somme ; on a calculé notamment qu'un emprunt de 1.000 francs pour trois mois revenait à plus de 7 0/0 ; un emprunt de 100 francs reviendrait à 20 0/0 ; la loi n'a donc pas une allure démocratique, puisque ce sont les petits

emprunts qui sont les plus utiles à réaliser au moyen du warrant.

3° L'un des principaux inconvénients du warrant agricole, c'est que, si la dispense de mise en possession du gage est avantageuse pour les débiteurs, elle constitue un danger pour le prêteur, qui peut toujours craindre l'éventualité d'une vente de denrées ou de leur enlèvement clandestin ; or les sanctions pénales édictées par la loi de 1898, pour empêcher des actes de ce genre, n'ont pas paru suffisantes aux tiers, pour leur inspirer confiance. Par suite, M. Chastenet estime, dans son rapport, que, si ces imperfections étaient atténuées, les warrants agricoles se répandraient plus facilement dans la pratique et les petits cultivateurs y trouveraient un élément de crédit immédiat. En conséquence, il proposait de compléter seulement la loi de 1898 conformément aux vœux de plusieurs associations agricoles, d'après lui, deux procédés s'imposaient ; 1° autoriser le dépôt des marchandises en dehors des bâtiments et des terres de l'exploitation, par exemple dans les bâtiments extérieurs, et 2° autoriser les syndicats agricoles à servir d'intermédiaires entre les cultivateurs et le prêteur tant pour la garde des produits que pour la délivrance des warrants et les formalités subséquentes. Ce serait dans des locaux dépendant du syndicat que le cultivateur obéré déposerait sa récolte ; le syndicat ne consentirait pas l'avance lui-même, mais

il remettrait le warrant à un banquier qui se chargerait de l'opération.

Par suite le cultivateur n'aurait à se préoccuper d'aucune formalité et le prêteur serait ainsi en possession d'une sûreté efficace pour la conservation de son gage.

M. Chastenay proposait, en même temps, de diminuer les frais occasionnés par la constitution des warrants et des actes ultérieurs ; c'est ainsi que, d'après l'expérience faite, pour un emprunt de 1.000 francs à trois mois suivi d'endossement et, plus tard, de remboursement, l'emprunteur, sous le régime de la loi de 1898, doit payer 17 fr. 40, dont 7 fr. 40 de droit de greffe et d'avis recommandé, c'est-à-dire à peu près autant que les intérêts à 4 o/o de la somme empruntée pour trois mois. Or, il serait possible de diminuer de moitié les droits de greffe pour les warrants inférieurs à 1000 francs. D'autre part les avis pourraient être envoyés comme papiers d'affaires recommandés (taxe : 0 fr. 15, ce qui économiserait 0 fr. 25 sur la forme actuelle (0 fr. 40 comme lettre recommandée).

Enfin, le paragraphe 3 de l'article 16 de la loi de 1898, qui prévoit par erreur la possibilité d'un protêt, devrait être purement et simplement supprimé.

A la même époque, le Gouvernement déposait un projet de loi tendant également à modifier la loi de 1898 (*Chambre, J. Off.*, annexe au procès-

verbal de la séance du 24 octobre 1901, n° 2683). Le ministre de l'Agriculture, M. Jean Dupuy, constatait, en effet, que l'instrument de crédit agricole mis depuis 1898 à la disposition des cultivateurs n'avait donné presque aucun résultat et il ramenait à trois griefs les critiques susceptibles d'être formulées contre l'œuvre première du législateur : 1° la loi de 1898 comporte trop de formalités, la nécessité de se transporter au greffe de la justice de paix, lequel est situé au chef-lieu de canton, soit pour donner avis au propriétaire de l'intention d'emprunter, soit pour dresser le warrant proprement dit, soit pour faire constater le remboursement de l'emprunt, constitue une perte de temps et des frais inutiles pour le cultivateur.

2° Ce déplacement engendre des lenteurs dans la procédure alors qu'il peut être indispensable au cultivateur d'emprunter à bref délai ; s'il doit temporiser, l'occasion qui se présente sera probablement perdue et alors le bénéfice que lui procurait la loi de 1898 sera inutile pour lui ; 3° Enfin le gouvernement, comme M. Chastenet remarquait que les frais des warrants constituaient une charge trop lourde pour les prêts de minime importance. Il lui semblait dès lors, que le meilleur moyen de remédier aux défauts signalés était de supprimer le recours obligatoire au greffier de la justice de paix. Les garanties qu'on attache à l'intervention de cet officier public,

sont en effet illusoires, attendu que le greffier n'est pas toujours en mesure de contrôler les allégations qui émanent des parties.

Quant aux sanctions, le gouvernement les trouvait suffisamment efficaces. Il acceptait d'ailleurs de remplacer par un papier d'affaires recommandé, la lettre recommandée ordinaire dans tous les cas prévus par la loi. D'autre part, contrairement à l'opinion qui pensait qu'un propriétaire de deux biens ne pouvait garder dans l'un les produits de l'autre, quand il avait emprunté sur ces produits, le gouvernement estimait qu'une pareille pratique était parfaitement licite ; il accordait en outre aux syndicats, la faculté de recevoir les dépôts ; enfin le délai accordé au propriétaire ou à l'usufruitier pour faire opposition aux prêts était ramené de douze à huit jours, l'emprunteur ayant d'ailleurs la faculté, non seulement, de rembourser la créance avant l'échéance, mais encore de vendre la marchandise warrantée à condition d'en affecter le produit à ce remboursement. Le ministre espérait qu'avec ces remaniements le fonctionnement des warrants agricoles rendrait de plus réels services.

Ces différentes réformes ne furent pas discutées pendant la législature de 1898 à 1902. Mais, bientôt après, M. Legrand proposait, de nouveau, de refondre la loi de 1898 (annexe du procès-verbal de la séance du Sénat du 16 janvier 1903, *J. off.*, annexe

n° 4 de 1903, session ordinaire). L'honorable sénateur résumait sous quatre chefs les principales critiques qu'il trouvait susceptibles de s'adresser à la loi : 1° la constitution des warrants est soumise à des formalités trop restrictives ; 2° les démarches occasionnées par la constitution du gage doivent être simplifiées ; 3° l'obligation, imposée au dernier tiers porteur de réaliser le gage à sa requête, sous peine de perdre son recours contre les précédents endosseurs, constitue un véritable obstacle à la création et à la circulation des warrants ; 4° enfin les frais sont trop élevés. M. Legrand insiste sur la nécessité d'autoriser les parties à confier la garde des produits warrantés à un tiers convenu, notamment aux syndicats agricoles, conformément au projet de loi de M. Dupuy et à la proposition de M. Chastenet. En outre, il lui paraissait singulier que, parmi les produits warrantés, ne figurent pas les pailles. Tandis que la paille non détachée du grain peut être warrantée avec lui, elle ne peut plus l'être lorsque, après le battage, le grain en est détaché. Cette anomalie n'a pas de sens. On ne comprendrait pas qu'un agriculteur qui a le droit de vendre les pailles sans le consentement du bailleur (sauf clause contraire du bail ou usage local interdisant cette faculté) n'ait pas le droit de les warranter.

Mais M. Legrand critique l'innovation projetée par le gouvernement et supprimant l'intervention du

greffier dans les formalités prescrites par la loi. Il lui paraît inadmissible que l'affirmation du seul emprunteur suffise à établir l'absence de warrants antérieurs. Accepter cette innovation équivaldrait à supprimer complètement le warrant agricole, car, si le prêteur n'a plus la garantie résultant de l'intervention d'un agent légal, dans l'accomplissement des formalités qui ont pour but d'assurer son privilège par rapport à tous autres créanciers et notamment au bailleur, il ne possédera plus aucune garantie et le crédit se transformera, de réel, en un véritable crédit personnel fondé uniquement sur la confiance dans l'honnêteté et la bonne foi du débiteur, ce qui restreindrait singulièrement l'application de la loi. M. Legrand estime qu'il vaut mieux laisser au crédit son caractère de réel, avec les garanties qui en découlent pour le prêteur.

En conséquence, les modifications suivantes étaient proposées par lui : dans l'article 1, les pailles seraient ajoutées à la liste des produits agricoles warrantables ; les parties auraient la faculté de convenir de la garde des produits confiés à un tiers désigné, lequel pourrait être un syndicat agricole ou une société coopérative agricole. Enfin les sociétés coopératives agricoles pourraient emprunter en leur nom propre, lorsque leurs statuts le leur permettent, en usant de la loi de 1898, sur les produits agricoles dont la propriété leur aurait été transférée.

Sur l'article 2, Legrand proposait de remplacer le greffier de la justice de paix, pour l'accomplissement des formalités, par le maire de la commune de la situation des biens d'où proviennent les produits warrantés ; ainsi seraient évités les déplacements et les pertes de temps inutiles. Le ministère des maires n'offrirait aucun inconvénient ; il n'en résulterait pas pour eux un surcroît de travail, car l'application de la loi de 1898 ne donne lieu qu'à des formules très simples et dont il serait aisément possible de libeller à l'avance la rédaction. Il n'y aurait, en outre, aucun inconvénient à mettre le maire au courant de la nécessité où l'on se trouve de recourir à un emprunt, car les emprunts, dans l'agriculture, sont considérés comme des actes normaux et n'impliquent nullement une gêne ou une insolvabilité de celui qui y a recours. Le lieu de la production de la récolte serait celui où l'on centraliserait tous les actes relatifs aux warrants ; le maire de cette commune aurait donc la compétence voulue pour conserver ceux-ci, en constater l'existence et délivrer les avis et certificats. D'autre part, si le prêteur a confiance dans la solvabilité de l'emprunteur, ou s'il reçoit l'assurance de ce dernier que rien n'est dû au propriétaire, il peut consentir à être primé par le privilège du bailleur ; dans ce cas, le consentement de ce dernier n'étant plus nécessaire il est inutile de l'aviser de la situation.

La proposition de M. Legrand fut examinée par une commission présidée par M. Forest. L'un des membres M. Fortier, déposa, le 19 février 1903, au Sénat, un rapport sommaire tendant à la prise en considération. (*J. off.*, Sénat, année 1903, session ordinaire, annexe n° 54.)

Le 16 juin 1903, M. Legrand, au nom de ladite commission présidée par M. Jules Brisson, déposait au Sénat un nouveau rapport (*J. off.*, Sénat, annexe à la séance du 16 juin 1903, année 1903, n° 179). M. Legrand constate que, jusque-là, on n'a pas envisagé d'une façon assez complète, les causes de l'insuccès et de l'insuffisance de la loi. Un premier grief à formuler contre elle, est l'inconvénient résultant de ce que le warrant est constitué valablement sous l'empire de la loi de 1898, bien que l'emprunteur conserve les produits donnés en gage dans les bâtiments ou sur les terres de son exploitation. Il n'existe aucun motif qui empêche de confier la garde des produits warrantés, soit aux syndicats agricoles, soit aux sociétés coopératives agricoles. D'autre part, l'addition des pailles à la nomenclature des produits susceptibles d'être warrantés s'impose, lorsqu'elles sont récoltées soit par un agriculteur cultivant sa propre terre, soit par un fermier investi du droit de les vendre sans le consentement du bailleur.

En définitive, les améliorations au système de la

loi de 1898, telles qu'elles résultaient des projets ou propositions précédents, sont en principe conservés. L'article 1 reçoit quatre modifications : 1° Addition des pailles à la liste des produits agricoles warrantables, lorsqu'elles appartiennent au propriétaire de la terre où elles ont été récoltés ou lorsque le bail n'oblige pas le preneur à les conserver ou à les consommer dans la ferme ; 2° l'emprunteur n'est pas astreint à conserver la garde des produits warrantés ; 3° le tiers-dépositaire des produits warrantés pourra être un syndicat agricole ou une société coopérative agricole. A raison de cette éventualité, le libellé du warrant devra indiquer le lieu où sont conservés les produits warrantés. Enfin, 4° les sociétés coopératives agricoles doivent emprunter en leur nom propre, lorsque leurs statuts ne s'y opposent pas, en donnant comme gage aux mêmes conditions que les agriculteurs, les objets compris dans la liste des produits agricoles warrantables. Les sociétés et les syndicats ont en outre, bien entendu, la faculté de contracter, comme mandataires de leurs membres, des emprunts sur warrants.

Sur l'article 2, l'innovation principale proposée par la commission sénatoriale consistait à remplacer le greffier de la justice de paix, pour l'accomplissement des formalités du warrant, par le receveur de l'enregistrement du canton de la situation des biens d'où proviennent les produits warrantés. La com-

mission avait préféré ce fonctionnaire au maire, que les agriculteurs obérés hésiteraient à prendre pour confident ; les avantages du choix du receveur de l'enregistrement résultaient de l'ouverture de son bureau à des heures déterminées et du fait que, par ses connaissances juridiques et techniques, il est à même de guider les parties dans l'application de la loi. D'autre part, son bureau est un excellent organe de publicité, comme la conservation des hypothèques pour les autres sûretés réelles. Puis il est indispensable que toutes les pièces relatives aux warrants, avis, oppositions, etc., soit centralisées dans un lieu unique et invariable ; le bureau de l'enregistrement répond à merveille à ces exigences. Etaient conservée la rectification consistant à porter à huit jours et non à douze le délai assigné au bailleur pour s'opposer au prêt.

Relativement à l'article 3, étant donné que les produits warrantés ne devront pas être déposés entre les mains de l'emprunteur lui-même, ce dernier sera tenu de rapporter au prêteur la justification que le dépositaire convenu et le bailleur des lieux où le dépôt est effectué ne pourront faire valoir, à l'encontre du bénéficiaire du warrant ou de ses ayants cause, aucun droit de rétention ou de privilège.

D'autre part, la Commission du Sénat avait pensé qu'il pourrait être utile aux parties de faire insérer dans le warrant les clauses et conditions particulières.

res convenues entre elles, notamment la possibilité de transformer les produits warrantés en un objet d'une autre nature : le blé en farine, le vin en alcool.

Sur l'article 12 de la loi de 1898, ainsi conçu : « Le porteur du warrant perd son recours contre ses endosseurs s'il n'a pas fait procéder à la vente dans le mois qui suit la date de l'avertissement ; il n'a de recours contre l'emprunteur et les endosseurs qu'après avoir exercé ses droits sur les produits warrantés. En cas d'insuffisance, le délai d'un mois lui est imparti, à dater du jour où la vente de la marchandise est réalisée, pour exercer son recours contre les endosseurs. » Une modification était proposée. Ce texte avait, en effet, soulevé des critiques, déjà formulées dans les propositions antérieures, en raison de ce qu'il obligeait le tiers-porteur, à peine de perdre son recours contre les endosseurs, à faire procéder lui-même, à sa requête, et dans le mois de l'avis prescrit par la loi, à la vente des produits warrantés. Il y avait là un obstacle certain à la transmission par endossement, et par conséquent à la création même du warrant. Il est très fréquent, en effet, que la personne qui se montrerait disposée à escompter, en raison de la solvabilité que présentent les endosseurs précédents, soit arrêtée par la perspective de faire procéder elle-même aux voies d'exécution, au cas où le souscripteur du warrant ne se libérerait pas à l'échéance.

Il en résulte que les grands établissements de crédit refusaient souvent d'accepter les warrants agricoles à l'escompte. En conséquence, pour donner plus de facilité à la création et à la circulation des warrants, le texte proposé par la commission applique aux warrants des règles inspirées de celles qui régissent les effets de commerce transmissibles par endossement : « Le porteur du warrant, s'il n'entend pas faire procéder à la vente de la marchandise engagée, est tenu, pour conserver le recours contre les endosseurs, de les avertir tous du non paiement dans les huit jours après l'échéance, par lettre recommandée adressée par l'intermédiaire du receveur compétent, qui en donne récépissé au tiers-porteur, et pour laquelle un avis de réception doit être demandé ; cet avertissement conserve le droit de recours de tout endosseur contre les endosseurs précédents ; le tiers-porteur perd son recours contre les endosseurs auxquels cet avertissement n'a pas été donné. En toute hypothèse, si le porteur du warrant a fait procéder à la vente conformément à l'article 10, il ne peut plus exercer son recours contre les endosseurs, ni même contre l'emprunteur, qu'après avoir fait valoir ses droits sur les produits warrantés. En cas d'insuffisance du prix pour le désintéresser, un délai d'un mois lui est imparti, à dater du jour où la vente de la marchandise est réalisée, pour exercer son recours contre les endosseurs. »

La commission espérait ainsi avoir transformé le warrant agricole, de manière à en faire un instrument de crédit plus commode et mieux adapté aux besoins du cultivateur. La proposition vint en discussion au Sénat le 25 juin 1903 (*J. O.*, du 26 juin 1903, p. 1116, col. 3, à 1125, col. 1). M. Fortier prit la parole pour présenter quelques observations sur les innovations contenues dans le rapport de M. Legrand. Il fit remarquer que l'addition de la paille à la liste des produits warrantables ne présentait aucune utilité sérieuse, en raison de ce qu'elle était un produit encombrant et d'un prix assez bas ; en outre M. Fortier critiqua l'innovation consistant à remplacer les greffiers de la justice de paix par les receveurs de l'enregistrement pour les formalités du warrant. Le bureau de l'enregistrement étant établi au chef-lieu de canton, la distance à parcourir, pour certains cultivateurs, est la même que pour se rendre chez le greffier de la justice de paix et, en conséquence, on n'aperçoit pas bien l'avantage qui pourrait en résulter pour l'agriculteur. Par contre, M. Fortier approuva la dispense, établie au profit de l'escompteur du warrant, d'exécuter lui-même le débiteur à l'échéance. Enfin, M. Fortier examina la disposition tendant à admettre les syndicats et les coopératives à emprunter sur warrants. En ce qui concerne les coopératives, aucune difficulté ne saurait s'élever. Mais il est loin d'en être ainsi pour les

syndicats. Le but même des syndicats est étranger aux opérations commerciales ; la loi du 21 mars 1884 ne les a pas institués pour faire du commerce ; « par conséquent, n'achetant ni ne vendant de marchandises, ils ne peuvent en avoir warranter ». On espère, ajoutait M. Fortier, que la négociation à la Banque de France sera facilitée par la circonstance que les produits auront été déposés dans des locaux appartenant à des syndicats ou à des coopératives agricoles. Il ne semble pas, au contraire, que l'adoption de cette mesure soit de nature à changer les habitudes de la Banque de France. Sans doute une société coopérative peut présenter une certaine surface, mais les syndicats agricoles ne peuvent fournir qu'une garantie morale, étant donné qu'ils n'ont pas de patrimoine et qu'ils ne peuvent augmenter notablement leurs ressources, puisque la loi de 1884 leur interdit de se livrer au commerce. Le faible capital provenant des cotisations de leurs membres, ne constitue pas une sûreté suffisante au regard des établissements de crédit. Pour M. Fortier, les warrants agricoles ne peuvent rendre le service, qu'on attend d'eux, que s'ils sont très étroitement assimilés aux warrants commerciaux, le porteur ayant le droit de faire constater par un protêt ou un autre acte analogue, le défaut de paiement à l'échéance.

Le rapporteur déclara que la commission s'était préoccupée également du warrantage des animaux et

qu'elle n'avait pas cru devoir les ajouter à la liste des produits warrantables, attendu qu'ils sont des immeubles par destination (art. 522 et 524), et que leur insertion au nombre des produits warrantables pourrait susciter des conflits entre les droits des créanciers hypothécaires et ceux du créancier gagiste. Mais le ministre de l'Agriculture (M. Mougeot), déclara que l'objection n'était pas suffisante pour écarter les animaux de la liste des produits warrantables. Il rappela que, de plus, le ministère de l'Agriculture cherchait à propager la formation des sociétés d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail ; il ne fallait pas entraver ce mouvement en excluant les animaux d'une réforme destinée à augmenter le crédit des cultivateurs. Si les animaux peuvent être warrantés, l'assurance en deviendra plus fréquente, et ainsi se répandra plus aisément une institution qui ne saurait donner que d'utiles résultats.

M. Calvet prit aussi la parole pour recommander les magasins des syndicats et des sociétés coopératives comme lieux de dépôt des produits warrantés, en raison du surcroît de garantie en résultant pour le prêteur, indépendamment de l'économie qu'y trouve l'emprunteur, puisque celui-ci n'a pas à supporter les tarifs de garde et les frais de déplacement dans les magasins généraux. Quant à l'objection résultant de ce que le syndicat n'est pas organisé pour être constitué gardien, notamment la marchandise dépo-

sée dans un magasin syndical n'étant garantie contre aucun risque, puisque l'assurance n'est pas obligatoire, M. Calvet répondit que les banques prendraient soin, avant d'accepter le warrant à l'escompte d'exiger la production d'une police d'assurance de l'entrepôt contre l'incendie. Au surplus, le rapporteur fit remarquer que la marchandise, laissée dans les locaux de l'emprunteur, court les mêmes risques que chez un tiers-dépositaire.

Sur le dernier paragraphe de l'article 1 (« l'emprunteur ou le dépositaire des produits warrantés sont responsables de la marchandise qui reste confiée à leurs soins et à leur garde... et cela sans indemnité »). M. Jules Godin demanda à quoi pouvait s'appliquer l'indemnité dont il s'agit, puisque le dépositaire est responsable à l'égard de l'emprunteur. Le rapporteur répondit que, par les expressions critiquées, la commission avait entendu refuser au dépositaire le droit d'opposer au gagiste une créance de salaire pour la garde des produits qui lui avaient été confiés.

M. Monis précisa la portée de la réforme projetée, et il démontra qu'il était nécessaire, dans l'hypothèse où le gage va passer des mains de l'emprunteur à celles d'un dépositaire qu'il se substitue, de stipuler qu'il n'y aura pas d'indemnité. Le crédit agricole serait en effet compromis, si le warrant devait entraîner avec lui des difficultés et engendrer des

conflits au moment de la réalisation du gage. Si les mots « sans indemnité » n'avaient pas été assurés dans le texte, le dépositaire serait en droit, lors de la réalisation du gage, de se prétendre créancier de fait et d'invoquer le droit de rétention sur les produits warrantés, de telle sorte que le créancier qui, au début, se croyait assuré d'un remboursement intégral, se verrait obligé, par la suite, de subir la préférence attribuée au gardien pour ses salaires de garde. A l'objection d'après laquelle aucun dépositaire ne consentirait à assumer une responsabilité qui ne serait compensée par aucune indemnité, M. Monis répondit en déclarant que le rôle des syndicats ou des sociétés coopératives agricoles était précisément de se charger de ces dépôts. Or, d'après les règles même de sa constitution, le syndicat agricole ne peut pas faire d'opérations avec bénéfice et il acceptera sans difficulté d'accomplir une opération qui rentre dans le cercle de ses attributions, puisque les syndicats agricoles ont avant tout pour but le développement de l'agriculture. Le warrant serait condamné à un insuccès certain, si l'emprunt comportait des risques et des frais trop élevés. Aussi faut-il qu'en aucun cas le warrant ne soit grevé d'une indemnité à raison de la garde.

Le surplus de la loi fut adopté au Sénat sans discussion sérieuse.

Le 3 juin 1904, un rapport supplémentaire fut

déposé au Sénat par M. Louis Legrand (Sénat 1904, annexe 147). En effet lors de la discussion du 25 juin 1903 devant le Sénat, des observations avaient été produites, que la commission Sénatoriale avait dû examiner et, par suite, des propositions modificatives semblaient devoir être apportées au texte du projet primitif. D'abord un amendement émané de M. Gillot avait pour objet d'ajouter à l'énumération des produits warrantables le bétail assuré ; mais après examen, il ne parut pas possible à la majorité de la commission d'admettre les animaux parmi les produits warrantables. Plusieurs arguments lui paraissaient militer en faveur de cette solution. D'abord, en 1898, la Chambre des députés et le Sénat avaient, à tour de rôle, refusé de comprendre les animaux dans les produits warrantables. C'était un précédent. En outre, il sembla à la commission qu'il y aurait des inconvénients graves à comprendre dans les objets warrantés des produits qui n'ont pas le caractère de récoltes. Les animaux n'ont pas une valeur stable comme celle des instruments aratoires et des récoltes (dont les variations de cours ne sont jamais considérables). La valeur des animaux, au contraire, est essentiellement variable. Comme leur état de santé est aléatoire, dépend de leur âge, des saisons, du surmenage que leur impose leur propriétaire, ou de leur alimentation, ils n'ont pas un cours normal et constant. D'ailleurs, à quoi bon autoriser

le warrant sur les animaux ? ceux-ci peuvent servir d'instrument de crédit par l'emploi de bien d'autres procédés. Leur propriétaire peut d'abord les acquérir à terme : il peut les donner en nantissement, les vendre à réméré, etc. En sorte que le warrant n'apparaît pas à leur égard comme présentant la même nécessité que pour les autres objets agricoles. Enfin, le but même de la législation sur les warrants est de faciliter la réalisation du gage. Ce résultat serait loin d'être atteint si la nouvelle loi s'appliquait aux animaux. Les animaux ont, en effet, un caractère immobilier ; ce sont des immeubles par destination, toutes les fois qu'ils appartiennent au propriétaire du fond lui-même, ayant été placés pour le service et l'exploitation de ce fond ; ou lorsqu'il ont été par lui loués au fermier ou au métayer pour l'agriculture. Dès lors, s'il y avait possibilité de les donner en gage, un conflit éclaterait immédiatement entre les droits privilégiés du créancier gagiste porteur du warrant et ceux des créanciers hypothécaires antérieurs ou postérieurs au warrant, notamment des créanciers ayant droit à une hypothèque légale ou à une hypothèque judiciaire.

On avait pensé qu'il était possible, toutefois, d'accepter le warrantage des animaux appartenant au fermier lui-même, mais cette facilité parut également inadmissible à la commission sénatoriale. Elle alléguait d'abord les difficultés éventuelles qui pour-

raient s'élever sur le point de savoir si les animaux appartenaient au fermier ou au bailleur, puis, là comme pour les assurances, rien ne serait plus facile que de substituer à l'objet du gage un autre animal de moindre valeur. Enfin, autoriser ce genre de warrant serait aller contre l'intérêt de l'agriculteur lui-même ; les animaux sont pour lui le capital fixe d'exploitation, et ils constituent la principale source de ses revenus et de ses récoltes. Il importe que le cultivateur ne soit pas tenté de se priver à la légère d'une ressource aussi indispensable. L'intérêt du propriétaire aussi milite en faveur de cette solution : il voit déjà des restrictions très considérables apportées à son droit par l'article 2 ; si on exclut de son privilège les animaux indépendamment des récoltes, il ne paraît pas excessif de dire que les intérêts des bailleurs seront sacrifiés. Le fermier sera appelé d'ailleurs à s'en ressentir en ce sens que le bailleur, dépouillé de toute sécurité, ne lui consentira plus aucune facilité pour le paiement de ses loyers.

Sur l'article 2, la commission décida de maintenir les greffiers de justice de paix comme fonctionnaires chargés de l'exécution des formalités du warrant. Le ministre des Finances qui, en effet, avait été consulté conformément au vœu exprimé par M. de Carné (Sénat. Séance du 25 juin 1903, p. 1123, col. 2), avait estimé qu'il n'y avait pas lieu de confier à certains de ses agents une mission nouvelle qui ne se

rattachait pas d'une manière étroite à leur service général, et qui de plus était de nature à leur occasionner une responsabilité inutile ; il n'y avait, d'ailleurs aucun espoir d'économie à fonder sur cette innovation, attendu que les salaires et droits à attribuer aux receveurs pour leur travail nouveau seraient au moins égaux à ceux perçus par les greffiers, et, en outre, la circonstance qu'au moins 200 cantons sont dépourvus de bureaux d'enregistrement était de nature à occasionner des lenteurs et des déplacements inutiles,

La commission espérait que les différents perfectionnements ainsi apportés à l'institution des warrants agricoles auraient pour résultat d'amener les agriculteurs à y recourir plus fréquemment. Elle ne voyait d'ailleurs aucun inconvénient au dépôt du warrant dans les magasins d'un syndicat.

La proposition ainsi remaniée par la commission revint au Sénat dans la séance du 21 juin 1904 (Sénat 22 juin 1904, p. 584, col. 1 à 588, col. 2). M. Gillot protesta de nouveau contre la décision consistant à exclure du warrant le bétail des cultivateurs ; il lui sembla anormal que le droit pour ceux-ci de vendre leurs animaux ne comportât pas comme corollaire celui de les donner en gage. Il invoqua les intérêts de régions d'élevage comme le Charollais, le Nivernais, où le bétail constitue la véritable récolte du pays. Il serait anormal que, dans ces régions, on

refusât aux agriculteurs des facilités qui leur seraient accordées dans les autres départements. Mais le rapporteur maintint les raisons économiques et juridiques qui avaient abouti à l'exclusion du bétail : « Il peut mourir, et votre précaution d'assurance rigoureusement ne peut protéger de la mortalité ; de plus il peut dépérir sans mourir, il peut perdre de sa valeur, maigrir, être malade, avoir été surmené ou mal nourri par celui-là même qui a été l'emprunteur. Dans tous ces cas, que donnez-vous comme garantie ? Un gage essentiellement variable, mobile, qu'on n'est pas sûr de retrouver dans sa valeur originale et intégrale... Non seulement, le prêteur n'aura pas entre les mains, au point de vue du gage réel, une garantie certaine, mais les escompteurs futurs pourront encore moins en vérifier la réalité. N'oubliez pas en effet que le warrant, dans la législation que nous faisons, est une valeur transmissible par endossement. Comment voulez-vous que le gage devienne une valeur escomptable ; alors que les tiers porteurs ne pourront jamais connaître l'état de l'animal donné en garantie du warrant ? J'ajoute que le bétail est essentiellement mobile, il est très facile à déplacer et très facile aussi à remplacer. » (*J. Off. Sénat*, 22 juin 1904, p. 185, col. 3). Le rapporteur ajouta que, la meilleure forme de crédit pour le fermier étant celui qu'il trouve auprès de son propriétaire et de ses fournisseurs quotidiens, il importait de ne pas lui

donner trop facilement le moyen de mettre en gage son bétail, qui est son instrument de travail par excellence ; ce serait détruire son crédit, aussi bien vis-à-vis du propriétaire que des fournisseurs, en un mot, il parut au Sénat que la nature du warrant agricole ne permettait pas de l'appliquer aux animaux, l'escompteur ne pouvant s'astreindre à suivre la valeur du bétail.

La proposition adoptée par le Sénat fut transmise à la Chambre des députés le 24 juin 1904. A la Chambre on avait manifesté déjà à plusieurs reprises, l'intention de modifier la loi de 1898, M. Chastenet avait déposé dès le 21 juin 1901, une proposition qu'il avait reprise le 24 juin 1902. (*J. off.*, Chambre, annexe à la séance du 24 juin 1902, n° 124.) M. Chastenet avait remarqué qu'une des imperfections de la loi de 1898 résultait de la dispense de mise en possession de gages, circonstance de nature à éveiller la méfiance des prêteurs, surtout à la campagne, et de leur faire redouter l'éventualité de la vente des denrées et de leur enlèvement clandestin. Il concluait qu'il était nécessaire d'autoriser le dépôt des marchandises dans des bâtiments extérieurs, comme ceux d'un syndicat, qui se chargerait en même temps des formalités requises pour la délivrance des warrants et pour toutes les suites de l'opération. Assurément, le syndicat agricole ne serait pas le prêteur de fonds, mais il se chargerait

de remettre le warrant au banquier qui lui serait indiqué par le déposant. L'intervention du syndicat aurait le double avantage de dispenser le cultivateur d'accomplir lui-même les formalités de la mise en gage et de supprimer les obstacles résultant, pour le créancier, de ce que la possession par le débiteur n'est pas une garantie suffisante.

Une autre proposition avait été déposée à la Chambre le 2 décembre 1903 par MM. Forest et Lamy. (*J. off.*, Chambre, annexe, 1902, n° 561.) Pour eux, le vice principal de la loi de 1898 se manifestait dans le cas où le cultivateur n'est pas propriétaire de son exploitation. Dans cette hypothèse, en effet, le cultivateur ne peut contracter le moindre emprunt sans s'être muni au préalable du consentement du propriétaire ; et il doit tout au moins, l'aviser de ses intentions, ce qui l'oblige à se rendre à la justice de paix, à deux reprises consécutives, avec un intervalle d'au moins douze jours, c'est ce qui résulte en effet de l'article 2 de la loi de 1898 ainsi conçu : « Le cultivateur, lorsqu'il ne sera pas propriétaire ou usufruitier de son exploitation, devra, avant tout emprunt, aviser le propriétaire du fonds loué de la nature, de la valeur et de la quantité des marchandises qui doivent servir de gage pour l'emprunt, ainsi que du montant des sommes à emprunter. » Ces dispositions paraissaient présenter l'inconvénient de constituer un obstacle pratique au warrantage, surtout lorsqu'il s'agit de faibles sommes ; en pareille hypothèse, le

propriétaire n'intervient guère, en fait, à la vente de récoltes ; il laisse le fermier libre d'opérer cette vente au moment le plus opportun ; dès lors, étant donnée cette coutume constante dans nos campagnes, pourquoi se préoccuper de mettre obstacle au warrantage des mêmes récoltes ? En outre, si le fermier ne doit rien au propriétaire, on ne voit pas pour quel motif il serait obligé d'attendre douze jours la réponse de son bailleur avant d'emprunter sur des produits qui sont entièrement sa propriété. La loi de 1898 paraît avoir exagéré, à ce point de vue, les garanties qui sont dues au propriétaire.

Les auteurs de la proposition désiraient porter remède à ce défaut de la loi de 1898 et supprimer les difficultés apportées au warrantage, tout en sauvegardant le privilège du propriétaire, en permettant au fermier de constituer au profit du propriétaire une sorte de warrant privilégié jusqu'à concurrence de la somme dont il serait débiteur vis-à-vis de ce dernier sur les produits susceptibles d'être warrantés. En même temps, MM. Forest et Lamy supprimaient le paragraphe 2 de l'article 2, c'est-à-dire l'obligation de l'avis préalable au propriétaire pour les warrants consentis par le fermier en faveur des tiers. Il appartiendrait, d'ailleurs, au propriétaire de prendre l'initiative de se faire consentir le warrant, destiné à le prémunir contre toute éventualité.

Le 28 juin 1904, M. Chaigne déposa un rapport qui avait pour objet de combiner et de concilier ensemble, dans la mesure du possible, les trois propositions de loi antérieures, savoir : celle adoptée par le Sénat le 21 juin 1904, 2° la proposition de loi de M. Chastenet du 24 juin 1902, 3° la proposition présentée par MM. Forest et Lamy le 2 décembre 1902. Au début de son rapport, M. Chaigne rappelle l'appréciation formulée sur la loi de 1898 par M. Monis qui déclarait que cette loi n'avait rien produit ; cependant c'est dans la Gironde précisément représentée au Sénat par M. Monis, que la loi de 1898 avait donné les meilleurs résultats. En effet, dans ce département, le greffier de paix de Lesparre avait délivré, le 10 mars 1904, 611 warrants ; celui de Pauillac 165 warrants le 15 février 1904 ; celui de Podensac 80 le 1^{er} janvier 1904 ; celui de Libourne 178 le 1^{er} mai. D'après une communication faite en avril 1900 au Congrès des Sociétés savantes par M. Pascaud, conseiller à la Cour d'appel de Chambéry, la loi avait été appliquée à cette époque dans 15 départements. D'après le rapport de M. Chaigne, page 2, le 25 août 1905, le warrant agricole n'était pas encore répandu dans toute la France, car, à cette époque, 64 départements seulement l'avaient utilisé pour une somme totale de 35.378.590 francs.

La commission de l'agriculture avait examiné successivement les diverses propositions antérieures et

ce fut M. Chaigne que cette société désigna pour déposer un rapport d'ensemble sur les modifications désirables. La commission de la Chambre fut unanime à estimer que la loi de 1898 entraînait trop de formalités, de lenteurs et de frais ; aussi supprima-t-elle l'article 2 de la loi de 1898, relatif à l'obligation pour le fermier d'avertir le propriétaire du fonds loué de la constitution en gage, ainsi que le délai de douze jours francs accordé à ce dernier pour s'opposer au warrantage. La commission remarqua avec raison que, le caractère de l'emprunt sur warrant étant d'être rapide, tout retard apporté à sa réalisation amenait le plus souvent la disparition de son utilité. La commission estima que les droits du propriétaire ont été suffisamment ménagés par le fait que le warrant ne s'appliquait qu'aux fruits pendants, et non encore détachés du sol ; de même rien ne lui parut plus propice à développer l'institution que la faculté pour les syndicats, comités et comités agricoles de servir d'intermédiaires entre les déposants et les tiers à l'effet d'accomplir les formalités prévues par la loi. La possibilité de remplacer la lettre recommandée par le simple pli d'affaires recommandé engendrait une économie de 0 fr. 25 par pli ; en outre, le droit de greffe était réduit de moitié pour les warrants ne dépassant pas mille francs de capital. De même la commission acceptait la disposition autorisant l'emprunteur à

déposer les objets warrantés dans les locaux d'un syndicat agricole. Mais elle excluait l'emploi de tiers choisis par les parties, par un double motif, l'un très acceptable : l'entente dolosive entre les prêteurs et les dépositeurs ; l'autre des plus contestables ; la crainte des accaparements (rapport de M. Chaigne, p. 10). Il est singulier de constater qu'un législateur au début du xx^e siècle se préoccupe encore de la possibilité des accaparements, à l'instar des civilisations antiques.

Sur d'autres points, il parut à la commission que l'énumération inscrite dans l'article 1 de la loi de 1898 était mauvaise en ce qu'elle négligeait des produits utiles à warranter, comme le tabac, les plants américains, le houblon, la paille et bien d'autres encore. A son avis, tous les produits agricoles ou industriels de l'exploitation doivent être warrantables par l'agriculteur, et il serait plus prudent pour le législateur d'indiquer la liste des objets qui ne peuvent être donnés en gage.

Mais une des innovations les plus importantes du projet de la commission consistait dans le warrantage du bétail. On avait opposé sans doute à cette possibilité l'antinomie existant entre les droits du prêteur sur gage, d'une part, et ceux du propriétaire ou du créancier hypothécaire ; mais la commission estima que le bétail n'entrait pas sérieusement en ligne de compte dans les transactions hypothécai-

res, car l'immeuble par destination est un gage incertain, il n'est immeuble que par fiction et il récupère sa qualité de meuble dès qu'il parvient aux mains d'un tiers acquéreur de bonne foi. (Art. 2279 C. civ.) Quant à l'objection résultant de l'instabilité de la valeur du bétail, qui peut être atteint par des maladies et des accidents de toutes sortes, le prêteur n'aura qu'à se prémunir contre ces éventualités en exigeant des sûretés accessoires, mais on ne rencontre pas là un argument suffisant pour exclure le bétail de la liste des produits warrantables. La commission fut impressionnée surtout par cette considération que le bétail est une des branches principales de la production agricole française, celle-ci pouvant se répartir, suivant les régions, en trois grandes catégories : céréales, vins, bétail : on ne s'expliquerait pas comment on priverait de l'avantage de la législation nouvelle des départements entiers, alors que d'autres plus heureux y trouveraient un bénéfice certain.

Sur l'article 3, la procédure du warrantage et la forme même du warrant furent complètement changées par la commission de la Chambre. D'après la loi de 1892, le warrant était détaché d'un registre à souche tenu par le greffier du juge de paix. La commission décida de faire du warrant un titre se suffisant à lui-même et présentant la forme des lettres de change et des billets à ordre ; seulement, au regard

des tiers, ce titre n'aura effet qu'après sa transcription sur le registre du greffier de paix. Le greffier compétent n'est plus, d'autre part, nécessairement celui du domicile de l'emprunteur, en raison des difficultés que peut entraîner cette précision sur le domicile (rien n'est plus délicat à déterminer que le domicile et il est arrivé, dans la pratique, que des agriculteurs de mauvaise foi aient constitué un double et triple warrantage sur la récolte). Pour conjurer plus efficacement un danger de ce genre, l'article 3 § 2, rédaction de la commission de la Chambre, enjoint au greffier de mentionner au dos du warrant le volume et le numéro de la transcription, ainsi que l'état des warants préexistants sur les mêmes produits warrantés. L'article 7 maintient au greffier de paix ses fonctions de conservateur des warants, en sorte que celui-ci accomplit, pour le gage agricole, les fonctions du conservateur des hypothèques pour le surplus du crédit réel.

La commission ne crut pas pas pouvoir accepter l'innovation proposée par M. Dupuy, ministre de l'Agriculture le 24 octobre 1901, qui supprimait le greffier ; avec le projet de la commission l'intervention du greffier n'est plus obligatoire, mais, en fait, le prêteur y aura toujours recours s'il veut procurer à son créancier une sécurité véritable. On avait cherché dans les propositions antérieures à remplacer le greffier de paix, d'abord par le maire, ensuite

par le receveur d'enregistrement. Il parut à la commission que le maire et le receveur d'enregistrement devaient être également écartés, car ils ne sont pas originaires du canton, tandis que le greffier, le plus souvent, est du pays, connaît la plupart des agriculteurs de la région et s'intéresse à leurs affaires. La commission fut vivement frappée des résultats atteints dans la Gironde, par le warrantage, c'est ainsi que dans le seul canton de Lesparre le nombre des warrants avait, au 10 mars 1904, atteint 611 pour un chiffre de prêts dépassant 3 millions et demi. La progression dans ce canton avait été toujours croissante, surtout sur les vins en fûts : en 1898, le greffier avait délivré 26 warrants s'élevant à 56.809 francs ; en 1899, 70 pour 607.480 francs ; en 1900, 76 pour 620.000 francs ; en 1901, 70 pour 618.400 francs ; en 1902, 138 pour 677.000 francs ; en 1903, 218 pour 1.178.350 francs (rapport de M. Chaigne, p. 14 et s.).

Consulté par la commission sur les motifs de l'extension de la loi de 1898 dans sa région, le greffier de la justice de paix de Lesparre, M. Pouget, répondit que le développement des warrants était motivé par la gêne dans laquelle s'étaient trouvés beaucoup de propriétaires après le phylloxera, en raison des frais de reconstitution de leurs vignobles. Le greffier procéda à une grande publicité, à ses frais, pour porter le texte de la loi à la connaissance des intéressés,

Pour vaincre les hésitations de ceux qui pouvaient être empêchés de se transporter au greffe, il leur envoya sur papier libre des modèles de procuration pour warrants et ainsi s'augmenta le chiffre des prêts sur gages dans le canton. L'honorable greffier affirme que les résultats ci-après s'en sont suivis : diminution notable de l'expropriation, diminution des poursuites en paiement contre les propriétaires : en outre la mévente des vins était conjurée, attendu que les agriculteurs disposant désormais d'un crédit ne se montraient plus aussi pressés de vendre leur vin dès la récolte, et, de là, un relèvement des cours. Sans les warrants, le vin serait tombé à un prix dérisoire et la crise agricole aurait durement sévi dans la Gironde.

Sur l'article 14, le recours du dernier porteur du warrant est conservé par le simple avis de non-paiement dans les cinq jours de l'échéance, par la constatation du gage dans les huit jours ou par la vente dans le mois (le porteur du warrant perd son recours contre les endosseurs, s'il n'a pas donné avis du non-paiement dans les cinq jours de l'échéance, ou si, à défaut d'avis du non-paiement, il n'a pas fait procéder à la vente dans le mois).

Enfin l'article 18 dispense des formalités de timbre et d'enregistrement, les lettres prévues aux articles 6, 11, 12 et 14, leurs accusés de réception, le registre sur lequel les warrants sont transcrits, la

copie des inscriptions d'emprunt, le certificat négatif, et le récépissé de radiation mentionné aux articles 7 et 8 de la loi. Le warrant est passible du droit de timbre des effets de commerce, 0,05 0/0, l'enregistrement ne devient obligatoire qu'en cas de vente et le droit à percevoir sur le prix de vente est, comme pour les marchandises neuves, de 0,10 0/0.

Le projet examiné par la commission de la Chambre vint en discussion devant la Chambre le 13 novembre 1905 (*J. off.*, Chambre, 1905). Mais, ce jour-là, la Chambre, qui avait à examiner en même temps le projet de loi concernant le recrutement de la magistrature, ne prit aucune résolution importante. L'examen de la proposition de loi fut recommencé le 21 novembre 1905 (*J. off.*, 1905, Chambre, p. 3.361, col. 2 à 3.364 col. 2). M. Jean Cruppi donna connaissance à la Chambre de l'avis que celle-ci avait demandé à la commission de la réforme judiciaire, à raison de certaines difficultés juridiques soulevées par le rapport présenté par M. Chaigne. M. Cruppi rappela qu'une autre proposition déposée par M. Chastenet et Cazeaux-Cazalet tendait à instituer un privilège agricole portant même sur le bétail, en cas de prêt consenti à un agriculteur, et il signala la contradiction qu'il y avait entre cette proposition, conférant, pour la sécurité des prêts consentis aux agriculteurs, un privilège spécial sur

les immeubles, et la proposition de M. Chaigne, tendant à rendre warrantables les animaux domestiques. M. Cruppi rappela en outre les principes juridiques : le bétail placé sur le fonds par le propriétaire est assurément immeuble par destination ; mais le bétail placé sur le fonds par toute autre personne, par exemple par le fermier, est nécessairement mobilier. Cette distinction est de nature à créer dans la pratique des difficultés, et peut aussi donner lieu à des troubles ou tout au moins à des confusions qui seraient de nature à nuire au Crédit rural.

Il importe donc de distinguer avec soin le bétail immobilier du bétail mobilier, et de comprendre seulement le bétail mobilier dans l'application de la loi de 1898. En conséquence de cette observation, la commission d'agriculture accepta d'insérer dans l'article 1, après les mots « et sur les animaux domestiques lui appartenant », ceux-ci : « et qui ne sont pas immeubles par destination ». Dès lors, tomberait seul sous l'empire de la loi le bétail qui n'est pas immeuble par destination ; le but poursuivi étant d'exclure du warrantage les immeubles par destination, en vue d'éviter tout conflit avec les créanciers hypothécaires. De sorte que la rédaction de l'article 1 était finalement la suivante : » Article 1. — Tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels de son exploitation, y compris le sel marin et sur les animaux lui appartenant

et qui ne sont pas immeubles par destination, soit en se conservant la garde dans des bâtiments ou sur les terres de cette exploitation, soit en en confiant le dépôt au syndicat, comices et sociétés agricoles dont il est adhérent. L'emprunt peut également être contracté par les sociétés coopératives agricoles sur les produits dont elles sont devenues propriétaires. Le produit warranté reste, jusqu'au remboursement des sommes avancées, le gage du porteur du warrant. L'emprunteur ou le dépositaire des produits warrantés est responsable de la marchandise qui reste confiée à ces soins et à sa garde, et cela sans aucune indemnité à la charge du prêteur ». L'article 1 ainsi modifié ne contient pas une énumération des produits warrantables ; de cette manière la loi échappe, au moins, au défaut souvent remarqué de laisser en dehors d'elle des objets qu'il eût été utile de prévoir. C'est ainsi que la loi de 1898 avait eu le défaut d'oublier les sucres, les tabacs, les cépages américains, le houblon et une foule d'autres produits très utiles à warranter.

Sur l'article 2, une innovation radicale, puisqu'elle ne tendait rien moins qu'à la suppression de ce texte, fut proposée par M. de Castelnau. D'après l'article 2 « le cultivateur qui n'est ni propriétaire ni usufruitier de son exploitation peut, jusqu'à concurrence de la somme dont il est débiteur vis-à-vis du propriétaire ou de l'usufruitier, constituer un warrant

au profit de ceux-ci sur le detail et les produits de son exploitation même avant que ces derniers soient récoltés ou emmagasinés ». Cette disposition avait pour but de concilier le mécanisme du warrant avec le droit privilégié du propriétaire de l'immeuble sur la récolte et les produits objets du warrantage. En effet, d'après ce texte, le propriétaire désireux de conserver son privilège sur la récolte et les produits de son sol, n'a qu'à obtenir de son fermier un warrant même sur les produits qui ne sont pas encore récoltés et emmagasinés. Mais M. Leonce de Castelnau, déclara que ce texte était anti-juridique. En effet le propriétaire tient du Code civil (art. 2102) un privilège qui existe pour lui de plein droit et au sujet duquel le système de la loi nouvelle equivaut à exiger des conditions spéciales de conservation : l'obtention d'un warrant de la part de son fermier et la transcription de ce warrant sur les registres du greffe de la justice de paix. Mais, dès lors, on peut se heurter à un refus du fermier ou à un warrantage anticipé au profit d'un tiers : il est inacceptable, déclara M. de Castelnau, qu'une semblable modification soit apportée par voie incidente à l'article 2102 § 1. Le principe d'après lequel le privilège n'a pas besoin d'être inscrit pour produire son effet doit être respecté par la loi sur les warrants agricoles. D'autre part, la possibilité pour le propriétaire d'user lui-même du warrant, rend indispensable la nécessité

de l'avertir au moment où le gage sera réalisé ; notamment, à cette époque, le porteur du warrant aurait à prévenir le propriétaire comme les divers endosseurs et le bailleur serait ainsi mis à même de sauvegarder ses légitimes intérêts. Donc, d'après M. de Castelnau, ou bien l'article 2 était incomplet et alors une addition s'imposait, ou bien ce texte était superflu et dangereux et il convenait de le supprimer.

Mais le rapporteur répondit que la commission avait tenu, avant tout, à simplifier les formalités de la loi de 1898, tout en respectant les droits du propriétaire et de l'usufruitier, et que le moyen le plus ingénieux de tout concilier était de consentir au propriétaire et à l'usufruitier un warrant spécial appelé privilégié. En d'autres termes, pour conserver au propriétaire son privilège non seulement sur les immeubles par destination et les récoltes pendantes, mais encore sur les meubles, il suffit que le fermier soit obligé de lui consentir le warrant demandé dès que la dette sera établie et échue. S'il y a des termes échus qui sont encore dus, si l'année courante n'a pas été payée, le fermier sera tenu de consentir un warrant spécial et ainsi le propriétaire et l'usufruitier ne courront plus aucun danger. Aussi le texte de l'article 2, d'après la commission de la Chambre, était conçu de la manière suivante : « Le cultivateur qui n'est ni propriétaire ni usufruitier de son exploitation doit sur leur demande, jusqu'à concurrence

dont il est leur débiteur pour les termes échus ou pour l'année courante, constituer un warrant au profit du propriétaire ou de l'usufruitier sur le bétail et le produit de son exploitation, même avant que ces derniers soient récoltés ou emmagasinés. » Sans doute, il aurait été plus clair de décider que le fermier ne pourra consentir aucun warrant sans l'assentiment du propriétaire, mais la commission avait estimé trop longs et trop compliqués les avis avec accusé de réception et les transports auprès du greffier de la justice de paix. Il convient de ne pas retomber dans des formalités inutiles : le propriétaire conserve une garantie suffisante, dès qu'il obtient la perspective d'un warrant privilégié pour se couvrir de son droit privilégié, lorsqu'il sera le créancier de son fermier pour des termes échus, ou que l'année courante ne lui aura pas été payée.

Mais M. Chastenet remarqua que le propriétaire se trouverait encore désarmé, au cas où le cultivateur qui est tenu de constituer un warrant à son profit, refuserait de le faire, et qu'aucun moyen de contrainte ne pourrait triompher de la résistance passive du fermier. D'autre part, au cas où le propriétaire négligerait de prendre un warrant, il serait censé par là avoir renoncé à son privilège légal ; mais, comme cette pensée n'est pas clairement exprimée par le texte, les propriétaires seront exposés à d'amères déceptions et rien ne prouve que les tribunaux s'engagent dans

la voie qui leur est indiquée et consentent à dépouiller de son droit un homme qui, d'après le Code civil, n'avait aucune formalité à accomplir pour le conserver. M. Chastenet insista donc pour que la pensée du rapporteur de la Commission fut précisée par un texte. Ces observations parurent justes et le renvoi de l'article 2 à la Commission fut prononcée.

Sur l'article 3, qui conservait au greffier de la justice de paix la mission d'accomplir les formalités nécessaires pour l'établissement du warrant, Ballande demanda que les formalités dont il s'agit fussent remplies, pour les vins, eaux-de-vie et autres produits soumis à la Régie, par le receveur-buraliste. La Régie suit en effet d'une façon usuelle les produits dont il s'agit, d'autre part les receveurs buralistes sont plus nombreux que les greffiers de justice de paix et une facilité nouvelle serait offerte aux intéressés, puisque le fonctionnaire chargé de recevoir la déclaration du warrant serait précisément celui qui contrôle le produit warranté et devant lequel doivent se présenter le vendeur et l'acheteur pour faire circuler la marchandise. Mais le rapporteur combattit l'amendement de M. Ballande par le motif que la loi projetée visait avant tout la simplicité et que mauvaise serait la disposition tendant à obliger le prêteur à faire des démarches différentes suivant la nature des objets mis en gage. Il sembla d'ailleurs, que le vœu de M. Ballande recevait suf-

fisamment satisfaction dans le paragraphe 4 de l'article 9 aux termes duquel, « dans le cas où le gage du warrant serait l'un des objets donnant lieu à un titre de mouvement à délivrer par la Régie des contributions indirectes (vins, eau-de-vie; cidre, etc.), le warrant pourrait être notifié au receveur-buraliste de la situation de ces objets par pli d'affaires recommandé ; il ne devra délivrer le titre de mouvement que sur présentation d'une autorisation donnée par le premier escompteur du warrant ». De cette manière est suffisamment évitée la complication résultant de ce que deux agents différents pourraient être chargés de la même nature d'opération. En outre les receveurs-buralistes, ne paraissent pas présenter la compétence requise, en raison de leur mode de recrutement, pour les opérations souvent délicates que comporte le service des warrants.

Les articles 4 et 6 furent acceptés sans discussion ; l'article 5 relatif à l'assurance du produit warranté fut réservé et renvoyé à la commission en raison de sa liaison avec l'article 2.

Ensuite fut abordée la discussion de l'article 7 : « le greffier délivrera à tout prêteur qui le requerra, avec l'autorisation de l'emprunteur, un état des warrants inscrits au nom de ce dernier, ou un certificat établissant qu'il n'existe pas d'inscription. Cet état ne remontera pas à une époque antérieure à trois années ». Ce texte implique nécessairement que le

warrant agricole n'est pas soumis à la publicité ; il convient en effet, aussi bien pour l'agriculteur que pour le commerçant, que le secret des affaires soit respecté, sinon les sources mêmes du crédit pourraient être compromises. Cependant M. Ballande présenta sur ce texte un amendement ainsi conçu : « Les greffiers sont tenus de délivrer à tout prêteur qui le requiert, avec l'autorisation de l'emprunteur, ou à tout acheteur justifiant cette qualité, sans que cette autorisation soit nécessaire, copie des inscriptions d'emprunt faites par l'emprunteur ou certificat établissant qu'il n'en existe aucune. Lorsqu'il aura été délivré par le greffe d'une justice de paix un certificat de non warrant sur un produit pour cause de vente, aucune inscription de warrant ne pourra plus être enregistrée par le greffe de cette justice de paix pour le produit vendu. » (*J. off.*, 21 nov. 1895. Ch. p. 3372, col. 1.) Le motif de l'amendement était la pratique, couramment adoptée, dans la Gironde, d'après laquelle les vins vendus sont laissés aux mains du propriétaire, même après qu'ils ont été payés. De là les difficultés si des porteurs de warrants viennent ensuite opposer leur droit de suite à l'acheteur des vins antérieurement warrantés. Sans doute, la commission avait déclaré que le droit de suite ne pouvait pas être invoqué par le créancier. Mais, dans l'espèce, il s'agit de vins qui ne sont pas individualisés, et dont la propriété ne saurait, dès

lors, être transmise à l'acquéreur le jour même de la vente. Or, il peut arriver que les vins ne soient pas warrantés au moment où le paiement a lieu, mais que des warrants soient pris dès le lendemain ; ou encore, le propriétaire malhonnête livre la marchandise à son acheteur sans que le prêteur du warrant ait été prévenu ; le prêteur perd son gage, puisque le droit de suite n'existe plus, par conséquent l'intérêt du crédit même commande que l'acheteur puisse savoir à quoi s'en tenir sur l'existence d'un warrant antérieur. Par le second paragraphe de son amendement, M. Ballande se proposait d'éviter que le détenteur du produit put créer des warrants qui viendraient à l'encontre du droit de l'acquéreur, surtout quand celui-ci aura déjà payé la marchandise. Mais on répondit que, si l'amendement était voté, la propriété pourrait être dans certaines circonstances à la merci du commerce ; le propriétaire serait obligé de révéler qu'il a emprunté sur warrant ; il serait désigné dans le pays comme ayant des embarras d'argent ; ce serait mettre des obstacles à son crédit alors qu'il aurait le plus besoin de confiance. Mais M. Ballande insista : « il arrive constamment, déclara-t-il, que les négociants en vins achètent au lendemain des vendanges, une récolte qui est payée trois mois après ; mais au moment du paiement ils ne l'enlèvent pas, ils la laissent chez le propriétaire pendant plusieurs mois, une année et même plus, il est possible, d'après

les termes mêmes de l'article 9, que la marchandise soit empêchée de sortir de chez le propriétaire pour aller ailleurs que chez l'acheteur ; c'est très bien, mais si en attendant, elle est warrantée, alors qu'elle a été achetée et payée » ? (*J. off.*, Cham. p. 3.375, col. 1.) M. Ballande insista pour que des cas semblables, équivalent à de véritables escroqueries ne puissent se produire.

Le rapporteur répondit qu'il fallait avant tout éviter la publicité autour des constitutions de gage. En effet, l'agriculteur dont tous les voisins connaîtraient la situation pécuniaire trouverait difficilement à emprunter, même sur le gage le plus avantageux. D'ailleurs la vente d'un produit warranté constitue un délit, un abus de confiance réprimés par les articles 406 et 408 du Code pénal. Cette sanction est assurément de nature à éviter toute fraude de ce genre. M. Chastenet insista pour démontrer que, le warrant consistant essentiellement à commettre le débiteur à la garde de l'objet remis en gage à son créancier, le fait par l'emprunteur de détourner le gage tombait sous le coup du Code pénal, dont la répression sévère était la meilleure garantie du fonctionnement régulier du warrant. Toute disposition de loi, ajouta M. Paul Coutant, qui obligerait l'acheteur à exiger du greffier de la justice de paix une copie des inscriptions faites par l'emprunteur aboutirait à mettre les vigneron entre les mains des acheteurs.

Dès lors que l'acheteur est à même de connaître la situation plus ou moins obérée du vendeur, celui-ci est placé du même coup dans l'impossibilité de défendre son prix, et la situation des parties n'est plus égale dans le contrat. Il deviendrait de pratique courante dans le commerce de rechercher si tel propriétaire qui offre son vin n'est pas sous l'empire d'une nécessité plus ou moins impérieuse qui le contraindrait à se débarrasser promptement de sa récolte. D'après les renseignements fournis par le greffier, les commerçants acheteurs seraient édifiés sur la situation pécuniaire de leur vendeur qu'ils pourraient exploiter à leur gré. Une telle pratique serait singulièrement mauvaise dans des années où sévit plus que jamais la crise agricole. En réalité, l'amendement de M. Ballande, qui tend à défendre les intérêts du monde agricole, aurait abouti purement et simplement à protéger surtout les négociants et les courtiers de commerce, et à favoriser la spéculation commerciale.

Par contre, la Chambre adopta un amendement de M. Coutant portant que, pour les vins et eaux-de-vie, l'état des warrants inscrits au nom de l'emprunteur ne remontera pas à une époque antérieure à cinq années. Dans la séance du 27 nov. 1905 (*J. off.*, Ch. 28 nov. p. 3517, col. 3 à 3528 col. 2), la discussion reprit sur les articles 2 et 5, qui avaient été réservés. La commission proposa pour l'arti-

cle 2 la nouvelle rédaction suivante : « Le cultivateur, lorsqu'il ne sera pas propriétaire ou usufruitier de son exploitation devra, avant tout emprunt, sauf ce qui sera dit ci-après, aviser le propriétaire du fonds loué de la nature, de la valeur et de la quantité des marchandises qui doivent servir de gage pour l'emprunt ainsi que du montant des sommes à emprunter. Cet avis pourra aussi être donné par l'intermédiaire du greffier de paix du canton de la situation des objets warrantés ; si l'emprunteur est une société coopérative agricole, la compétence appartiendra au greffier du canton au siège légal de cette société. La lettre d'avis sera remise au greffier, qui devra la viser et l'enregistrer et l'envoyer sous forme de pli d'affaires recommandé avec accusé de réception. Le propriétaire, l'usufruitier ou le mandataire légal désigné pourront, dans le cas où des termes échus leur seraient dus, dans un délai de huit jours francs à partir de la date de l'accusé de réception, s'opposer au prêt sur lesdits produits par une autre lettre envoyée également sous pli d'affaires recommandé, dans le cas du deuxième paragraphe du présent article, au cultivateur lui-même, et, dans le cas prévu au paragraphe 3, au greffier du juge de paix. Toutefois, si le prêteur y consent, et sous la condition que l'emprunteur devra conserver la garde des produits warrantés dans les bâtiments ou sur les terres de l'exploitation, aucun avis ne sera donné au

propriétaire ou à l'usufruitier, et le consentement donné sera mentionné dans les clauses particulières du warrant, mais, en ce cas, le privilège du bailleur subsistera dans les termes de droit. Le bailleur pourra renoncer à son privilège jusqu'à concurrence de la somme à emprunter en apposant sa signature sur le warrant. »

La nouvelle rédaction reproduisait donc en définitive l'ancien article 2 de la loi de 1898 tout en modifiant les formalités et en abrégeant les délais. Il en résulte que le cultivateur non propriétaire et usufruitier ne peut warranter les récoltes et les produits de son exploitation qu'avec le consentement du bailleur, et que le consentement de celui-ci s'induit de la signature par lui apposée sur le warrant. Dans un seul cas, l'emprunteur aura la possibilité de se passer de l'assentiment du bailleur : il en sera ainsi lorsque le prêteur y consentira et que d'ailleurs les objets warrantés ne seront pas déplacés de la ferme ou du magasin dans lesquels ils se trouvent. Au cas où le propriétaire ne donnerait aucune réponse dans les huit jours, son silence serait considéré comme équivalant à consentement.

M. Forest présenta un amendement tendant à reconstituer au bénéfice et à la demande du propriétaire ou de l'usufruitier un warrant privilégié sur le bétail et sur le produit de l'exploitation. M. Forest fit remarquer que, sauf réduction de douze à huit

jours du délai prévu par la loi de 1898 article 2, les autres formalités étaient maintenues. Quant à la faculté, si le prêteur y consent et que les objets warrantés ne soient pas déplacés de la ferme, de se passer de l'autorisation du propriétaire ou de l'usufruitier, elle est en réalité destructive du warrant. Le warrant n'offre aucune valeur sérieuse pour le prêteur quand le privilège du propriétaire subsiste ; il serait donc plus pratique de se passer de l'autorisation du propriétaire tout en lui conservant ses sûretés. La nécessité d'obtenir son consentement n'est pas une garantie sérieuse, parce que le fermier malhonnête peut toujours vendre et livrer sa récolte avant que son bailleur ait le temps d'opérer une saisie. Pour rendre l'avis du propriétaire véritablement efficace, il faudrait au préalable, interdire au fermier d'aliéner ses produits sans le consentement de son bailleur. Il est excessif qu'un fermier ne puisse emprunter que huit jours après en avoir donné avis. Le moyen le plus sûr pour le propriétaire est donc de se munir d'un warrant privilégié ; de cette manière, le fermier possèdera la pleine disposition de la récolte et le prix qu'il en retirera en cas de vente, sera employé, en premier lieu, à désintéresser le propriétaire détenteur du warrant. Il est impossible, d'ailleurs, que le fermier puisse warranter à un tiers avant que le propriétaire ait pris les précautions voulues, puisque le propriétaire seul a le droit d'exi-

ger un warrant sur les récoltes non coupées, ou les fruits non détachés. Le warrant ne peut s'étendre dans la pratique que si l'on supprime la nécessité d'autorisation tout en respectant les droits de l'usufruitier ou du propriétaire ; de cette manière, on éviterait de revenir par une voie détournée à la loi de 1898. Le warrant privilégié constituerait même une supériorité sur la législation actuelle, en ce sens que le bailleur, assuré de recouvrir facilement sa créance cesserait de recourir aux voies d'exécution telles que la saisie brandon ou la saisie d'exécution.

Cependant, l'amendement de M. Forest ne fut pas adopté. On remarqua (M. le Moigne, notamment, *J. off.*, Ch. 28 nov. 1905, p. 3519, col. 1 et s.), que le privilège du propriétaire était utile à maintenir dans l'intérêt même du fermier, attendu que, si le bailleur en était destitué, il ne manquerait pas de prendre des mesures plus dures qui engendreraient des difficultés réelles pour les cultivateurs, dont la plupart seraient incapables de fournir toutes les garanties exigées. Avec l'article 2, nouvelle rédaction de la commission, le bailleur est suffisamment garanti, puisqu'il sait que le fermier ne pourra pas engager les récoltes qu'il détient encore avant que le propriétaire en ait été informé ; il lui appartiendra ensuite, suivant les circonstances, de consentir à l'abandon de son privilège en contresignant le warrant consenti par le fermier. L'amendement de M. Forest

conduirait, au contraire, les propriétaires à imposer toujours à leurs fermiers, la prestation d'un warrant préliminaire.

Sur l'article 9, le dernier paragraphe qui autorisait les receveurs-buralistes à intervenir dans les formalités du warrant, lorsque le gage serait l'un des objets donnant lieu à un titre de mouvement à délivrer par la régie des contributions indirectes (vins, eaux-de-vie, cidres, etc.), fut supprimé, à la requête du directeur général des Contributions indirectes, par le motif que les receveurs-buralistes sont des agents purement passifs qui n'ont pas les connaissances voulues pour résoudre les difficultés suscitées par les warrants. Sur l'article 12, ainsi conçu : « A défaut de paiement à l'échéance, le porteur du warrant en donnera avis par lettre recommandée au dernier endosseur. avec accusé de réception ; et en présence de l'emprunteur dûment convoqué, par lettre recommandée avec accusé de réception, il fera procéder à la constatation du gage dans les huit jours où à la vente publique dudit gage par un officier public ou ministériel dans le mois qui suivra le non-paiement. — La procédure suivie pour la vente sera celle de la loi du 30 mars 1896 (sur la vente des objets abandonnés dans les hôtels). Les articles 622 à 625 du Code de procédure civile sont applicables aux ventes prévues par la présente loi. — Pour les tabacs warrantés, la vente publique

est remplacée par une opposition entre les mains du directeur de l'entrepôt où ils doivent être livrés et ce, par simple pli recommandé avec accusé de réception, » M. de Castelnau proposa d'ajouter, après les mots « loi du 31 mars 1896 », ceux-ci : « avec obligation pour l'officier public commis par le juge, de se conformer aux prescriptions de l'article 4 de ladite loi vis-à-vis du bailleur dans le cas du paragraphe 4 de l'article 2... » (Le reste sans changement), M. de Castelnau justifia son amendement de la manière suivante : En vertu du paragraphe 4 de l'article 2 de la loi nouvelle, le cultivateur, qui n'est ni propriétaire, ni usufruitier peut constituer warrant sur le produit du sol sans consulter le bailleur, dans le cas où le prêteur y consent et où l'emprunteur conserve, dans sa ferme, la garde des marchandises warrantées. Le bailleur conserve alors le privilège de l'article 2.102 numéro 1. Il est donc nécessaire qu'il soit prévenu, lors de la réalisation du warrant, pour pouvoir former sa demande à fin de privilège (C. pr. art. 660 et 661). Or, à la différence de la saisie ordinaire, le bailleur n'est pas prévenu de la prochaine réalisation du gage agricole ; il serait donc utile de recourir à une publicité telle que celle de la loi de 1896, qui est des plus simples, puisqu'elle peut même avoir lieu sur la place publique à son de trompe, indépendamment de tout autre avis par affiche. La loi de 1896, relative à la vente des objets

abandonnés par un voyageur dans un hôtel en gage de sa dette à l'hôtelier, dispose, article 4, que, huit jours avant la vente, l'officier public commis pour y procéder doit prévenir par lettre recommandée le propriétaire de l'objet des lieu, jour et heure de l'opération, rien n'est plus raisonnable que de permettre à l'officier public, commis par le juge de prévenir le bailleur huit jours avant la vente par lettre recommandée. Le bailleur n'aurait en effet aucun moyen de faire valoir son privilège, et il se trouverait forclos sans avoir pu recourir à aucune condition de conservation ; du moment que le privilège du bailleur est maintenu dans la loi, déclara M. de Castelnau, il est logique et nécessaire d'organiser la publicité de la vente, en le prévenant huit jours à l'avance, comme aux termes de l'article 4 de la loi de 1896. La commission accepta l'amendement de M. de Castelnau, qui fut également voté par la Chambre et inséré dans l'alinéa 2 de l'article 12. Comme conséquence, l'article 13 fut motivé et rédigé de la manière suivante : « Le porteur du warrant est payé directement de sa créance sur le prix de vente, par privilège et de préférence à tout autre créancier que le propriétaire ou l'usufruitier de l'exploitation ayant fait sa demande à fin de privilège dans le cas du paragraphe 4 de l'article 2, et sans autres déductions que celles des contributions directes et indirectes et des

frais de vente, et sans autres formalités qu'une ordonnance du juge de paix. »

L'article 14 fut adopté sans observation, mais l'article 15 donna lieu à des difficultés. L'article 15, d'après la rédaction de la commission, était ainsi conçu : « Tout emprunteur convaincu d'avoir fait une fausse déclaration, ou d'avoir constitué un warrant sur des produits déjà warrantés sans avis préalable donné au prêteur, ou d'avoir détourné, dissipé, ou volontairement détérioré, au préjudice de son créancier le gage de celui-ci, sera poursuivi correctionnellement sous inculpation d'abus de confiances et frappé des peines prévues aux articles 406 et 408 du Code pénal ». M. Perroche rappela que l'article 15 était le résultat d'une fusion de l'ancien article 13 du projet de loi voté par le Sénat et d'une proposition de M. Dupuy sur le warrantage des produits agricoles. D'après l'article 13 ancien, le seul délit prévu était le détournement, la dissipation et la détérioration volontaire, qui constituent l'abus de confiance sanctionné et puni par l'article 408 du Code pénal. Quant à la fausse déclaration que la commission avait ajoutée au texte du Sénat, elle ne constituait plus un abus de confiance, mais elle présentait tous les caractères d'une escroquerie. Dès lors, il n'était plus possible d'appliquer indistinctement les pénalités des articles 408 et 406 du Code pénal à deux types de nature juridique bien

distincte. En un mot, M. Perroche proposa de rédiger l'article 15 de manière à commencer par la seconde partie (tout emprunteur qui aura dissipé, détourné... sera puni de...) et d'ajouter ensuite : « dans le cas de fausse déclaration, l'article 405 serait applicable ». Finalement l'article 15 fut conservé tel quel, par le motif que la garantie du prêteur était tout entière dans les articles 406 et 408 du Code pénal. On ajouta simplement au texte une disposition d'après laquelle tout emprunteur ou dépositaire convaincu d'avoir détourné, dissipé ou volontairement détérioré les produits déjà warrantés serait poursuivi correctionnellement, sous inculpation d'escroquerie ou d'abus de confiance. Le rapporteur fit observer, en effet, que les mots *fausse déclaration* se réfèrent au texte entier de la loi sur les warrants agricoles, et que cette fausse déclaration peut fort bien ne pas présenter tous les caractères du délit d'escroquerie. Elle peut constituer parfois un abus de confiance ou un détournement et tel est le motif pour lequel on lui applique les peines prévues aux articles 406 et 408 du Code pénal.

Quant aux articles 16 à 20, ils furent adoptés sans autre modification qu'une interversion dans l'ordre des paragraphes de l'article 17.

La proposition de loi adoptée par la Chambre le 27 novembre 1905 fut transmise au Sénat le 1^{er} décembre de la même année. Devant la haute Assem-

blée, un nouveau rapport fut présenté sur la proposition de M. Louis Legrand. Le rapporteur fut d'avis sur l'article 1, d'adopter la formule de la Chambre, d'après laquelle, au lieu d'énumérer limitativement les produits sur lesquels tout agriculteur peut emprunter, on lui donne ce pouvoir sur tous les produits agricoles ou industriels de son exploitation qui ne sont pas immeubles par destination. Mais la commission du Sénat rétablit, à la fin du paragraphe 1 de l'article 1 la possibilité pour l'emprunteur de confier le dépôt des produits warrantés non seulement à des syndicats ou des sociétés agricoles, mais encore à des tiers convenus entre les parties. L'éventualité et l'étendue du danger d'accaparement ne parurent pas, avec raison, à la commission du Sénat constituer un danger réel ; en tous cas il existerait aussi bien lorsque les dépositaires des objets sont des collectivités agricoles. (Cf. *J. off.*, annexe, n° 97 à la séance du Sénat du 8 mars 1906.)

Sur l'article 3, la commission proposa de substituer à la rédaction de la Chambre des députés « si l'emprunteur est illettré, le warrant est passé à l'ordre du premier escompteur, sous la signature du greffier ou de deux témoins » la rédaction suivante, « si l'emprunteur ne peut signer, le warrant est signé pour lui, en sa présence dûment constatée par le greffier. » La signature du greffier constitue, en

effet, une garantie supérieure à celle que pourraient procurer les signatures de témoins quelconques.

Le Sénat examina de nouveau la proposition dans la séance du 29 mars 1906 (*J. off.*, du 30 mars, Sénat, p. 299, col. 1 à 304, col. 1.) Le rapporteur résuma rapidement les modifications émanant de la Chambre où, après renvoi par la Chambre, de la commission du Sénat, qui avaient été apportées au texte primitif les 25 juin 1903 et 21 juin 1904. La Chambre introduit les animaux parmi les produits susceptibles d'être warrantés ; elle y a ajouté également les tabacs et les huîtres ; sur ces divers points, la commission du Sénat s'est conformée purement et simplement à la décision de la Chambre.

La commission admit également, avec la Chambre, que l'emprunteur et le prêteur seraient admis à se passer de l'intermédiaire du greffier dans le cas où tel serait leur plaisir (art. 4). Toutefois la commission du Sénat crut bon de spécifier que, si l'emprunteur et le prêteur n'avaient pas recours à l'intermédiaire du greffier, le warrant ne serait point opposable aux tiers. Toutefois, il ne serait pas totalement dépourvu de valeur et le créancier conserverait notamment les avantages suivants, il pourrait d'abord bénéficier des avantages spéciaux établis au profit des warrants ; il aurait le droit, en cas d'exécution forcée, de recourir à la procédure simplifiée organisée par la loi, il aurait aussi la garantie des pénalités

édictées, en cas de fraudes commises par l'agriculteur ; enfin la transcription du warrant lui permettrait de produire ses effets complets.

Une autre modification, apportée par la Chambre des députés, qui est d'une grande importance, résultait de ce que le greffier, en délivrant l'état des warrants transcrits, ne pourrait pas remonter au delà de cinq années ; cette règle équivalant à dire que l'inscription des warrants n'aura de valeur que pendant une durée maxima de cinq ans à l'expiration de laquelle elle sera périmée et rayée d'office ; sauf la faculté, pour le porteur du warrant, de renouveler l'inscription avant l'expiration des cinq ans ; au cas où il ne la renouvellerait que postérieurement, son droit ne vaudrait qu'à partir de la date de la nouvelle inscription.

Parmi les autres modifications importantes, le rapporteur au Sénat signala celle concernant les tabacs qui peuvent être warrantés ; mais, comme il est impossible de vendre le produit warranté puisqu'un seul acquéreur est possible : l'Etat, le créancier est investi du droit de former opposition entre les mains d'un comptable désigné. Enfin la Chambre a étendu les pénalités à l'hypothèse où l'agriculteur ferait une fausse déclaration, et spécialement au cas où il n'aviserait pas un second prêteur de la circonstance qu'un warrant a déjà été consenti au profit de précédent prêteur. Le Sénat passa ensuite à la discus-

sion des articles et la loi dans son ensemble fut votée par le Sénat le 29 mars 1906.

Si l'on compare le texte de la loi définitivement votée par le Sénat et adoptée par la Chambre, avec le texte de l'ancienne loi de 1898, on constate les différences suivantes, qu'un rapprochement matériel permet de mieux saisir :

*Texte de la loi
du 18 juillet 1898*

Article premier. — Tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels provenant de son exploitation et énumérés ci-dessus, et en en conservant la garde de ceux-ci dans les bâtiments ou sur les terres de cette exploitation. Les produits sur lesquels un warrant peut être créé sont les suivants : céréales en gerbes ou battues, fourrages secs, plantes officinales séchées ; légumes secs, fruits séchés ou féculés, matières textiles, animales ou végétales, graines oléagineuses, graines semencées ; vins, cidres, eaux-de-vie et alcools de nature diverse ; cocons secs et cocons ayant servi au grainage ; bois exploités, résines et écorces à tan ; fromages, miels et cires ; huile végétale, sel marin ; le produit agricole warranté reste, jusqu'au remboursement des sommes avancées, le gage du porteur du warrant. Le cultivateur est res-

*Texte de la loi
du 30 avril 1906*

Article premier. — Tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles ou industriels de son exploitation qui ne sont pas immeubles par destination, y compris le sel marin, et les animaux lui appartenant, soit en en conservant la garde dans les bâtiments ou sur les terres de cette exploitation, soit en en confiant le dépôt aux syndicats, comices et sociétés agricoles dont il est adhérent, ou à des tiers convenus entre les parties. L'emprunt peut également être contracté par les sociétés coopératives agricoles sur les produits dont ils sont devenus propriétaires, lorsque les statuts ne s'y opposent pas. Le produit warranté reste, jusqu'au remboursement des sommes avancées, le gage du porteur du warrant. L'emprunteur ou le dépositaire des produits warrantés est le responsable de la marchandise qui reste confiée à ses

ponsable de la marchandise qui reste confiée à ses soins et à sa garde et cela sans indemnité.

Art. 2. — Le cultivateur, lorsqu'il ne sera pas propriétaire ou usufruitier de son exploitation, devra, avant tout emprunt, aviser le propriétaire du fonds loué de la nature, de la valeur et de la quantité des marchandises qui doivent servir de gage pour l'emprunt, ainsi que du montant des sommes à emprunter. Cet avis devra être donné au propriétaire, à l'usufruitier ou à leur mandataire légal, désigné par l'intermédiaire du greffier du juge de paix du canton du domicile de l'emprunteur. La lettre d'avis sera remise au greffier, qui devra la viser, l'enregistrer et l'envoyer sous forme de lettre recommandée comportant accusé de réception. Le propriétaire, l'usufruitier ou le mandataire légal, désigné pourront, dans le cas où des termes échus leur seraient dus, dans un délai de douze jours francs à partir de la lettre recommandée, s'opposer au prêt sur lesdits produits, par une autre lettre adressée au juge de paix et également recommandée.

soins et à sa garde et cela sans aucune indemnité opposable aux bénéficiaires du warrant.

Art. 2. — Le cultivateur, lorsqu'il ne sera pas propriétaire ou usufruitier de son exploitation, devra, avant tout emprunt, sauf ce qui sera établi ci-après, aviser le propriétaire du fonds loué de la nature de la valeur et de la quantité des marchandises qui doivent servir de gage pour l'emprunt, ainsi que du montant des sommes empruntées ; cet avis devra être donné au propriétaire, à l'usufruitier ou à leur mandataire légal désigné par l'intermédiaire du greffier de paix du canton de la situation des objets warrantés ; si l'emprunteur est une société coopérative agricole, la compétence appartiendra au greffier du canton du siège légal de cette société, la lettre d'avis sera remise au greffier qui devra la viser, l'enregistrer et l'envoyer sous forme de pli d'affaires recommandé avec accusé de réception. Le propriétaire, l'usufruitier ou le mandataire légal désigné pourront, dans le cas où des termes échus leur seraient dus, dans un délai de huit jours francs, à partir de la date de l'accusé de réception, s'opposer au prêt sur lesdits produits par une autre lettre envoyée également sous pli d'affaires recommandé au greffier du juge de paix. Toutefois, si le prêteur y consent,

et sous la condition que l'emprunteur devra conserver la garde des produits warrantés dans les bâtiments ou sur les terres de l'exploitation, aucun avis ne sera donné au propriétaire ou usufruitier, et le consentement donné sera mentionné dans les clauses particulières du warrant, mais, dans ce cas, le privilège du bailleur subsistera dans les termes de droit. Le bailleur pourra renoncer à son privilège jusqu'à concurrence de la dette contractée en apposant sa signature sur le warrant.

Art. 3. — Le greffier de la justice de paix inscrira sur les deux parties d'un registre à souche établi spécialement à cet effet et d'après la déclaration de l'emprunteur, la nature, la quantité et la valeur des produits qui devront servir de gage à son emprunt, ainsi que le montant des sommes empruntées. Dans le cas où l'emprunteur ne sera pas propriétaire ou usufruitier de l'exploitation, le greffier du juge de paix devra, en outre des indications ci-dessus, mentionner la date de l'envoi de l'avis au propriétaire ou usufruitier ainsi que la non-opposition de leur part après douze jours francs à partir de l'envoi de la lettre recommandée. La feuille détachée de ce registre devient le warrant, qui permettra au cultivateur de réaliser son emprunt.

Art. 3. — Pour établir la pièce dénommée warrant, le greffier de la justice de paix du canton où se trouvent les objets à warranter, inscrira, d'après les déclarations de l'emprunteur, la nature, la quantité, la valeur et le lieu de situation des produits, gage de l'emprunt, le montant des sommes empruntées, ainsi que les clauses et conditions particulières relatives au warrant, arrêtées entre les parties. Il transcrira sur un registre spécial le warrant ainsi rédigé et, sur le warrant, il mentionnera le volume et le numéro de la transcription avec la mention des warrants préexistants sur les mêmes produits. Si l'emprunteur ne sait signer, le warrant est signé pour lui en sa présence dûment constatée par le greffier. Lorsque les produits warrantés ne restent pas entre les mains de

l'emprunteur lui-même, le dépositaire et le bailleur des lieux, où est effectué le dépôt ne peuvent faire valoir aucun droit de rétention ou de privilège à l'encontre du bénéficiaire du warrant ou de ses ayants cause. L'acceptation de la garde des produits engagés sera constatée par récépissé signé du dépositaire des produits et, s'il y a lieu, du bailleur des locaux où ils sont en dépôt, porté sur le warrant lui-même ou donné séparément pour l'accompagner. Dans le cas où l'emprunteur ne sera point le propriétaire, ou l'usufruitier de l'exploitation, le greffier devra, en outre des indications qui suivent, mentionner la date de l'envoi de l'avis au propriétaire ou usufruitier ainsi que la non-opposition de leur part après huit jours francs à partir de la date de l'accusé de réception de la lettre recommandée comme il est dit ci-dessus.

Art. 4. — Le warrant doit indiquer si le produit warranté est assuré ou non et, en cas d'assurance, le nom et l'adresse de l'assureur. Les porteurs de warrants ont, sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistres les mêmes droits et privilèges que sur la marchandise assurée.

Art. 4. — Le warrant agricole peut également être établi entre les parties sans l'observation des formalités ci-dessus prescrites. Mais, en ce cas, d'une part, il n'est opposable aux tiers qu'après sa transcription au greffe de la justice de paix conformément à l'article 3 qui précède, et, d'autre part, il ne prime les privilèges soit du bailleur, soit du dépositaire des produits warrantés et du propriétaire des locaux où est effectué le dépôt, que si les

avis et consentements prévus par les articles précédents ont été donnés.

Art. 5. — Le warrant indiquera si le produit warranté est assuré ou non, et en cas d'assurance, le nom et l'adresse de l'assureur. Faculté est donnée aux prêteurs de continuer ladite assurance jusqu'à la réalisation du produit warranté. Les porteurs de warrants ont, pour les indemnités d'assurances dues en cas de sinistre, les mêmes droits et privilèges que sur les produits assurés.

Art. 5. — Les greffiers sont tenus de délivrer à tout prêteur qui le requiert, avec le consentement de l'emprunteur, copie des inscriptions d'emprunt faites par l'emprunteur ou certificat établissant qu'il n'en existe aucune.

Art. 6. — Le greffier délivrera à tout prêteur qui le requerra, avec l'autorisation de l'emprunteur, un état des warrants inscrits au nom de ce dernier, ou un certificat établissant qu'il n'existe pas d'inscription. Cet état ne remontera pas à une époque antérieure à cinq années.

Art. 6. — L'emprunteur qui aura remboursé son warrant le fera constater au greffe de la justice de paix ; le remboursement sera inscrit sur le registre à souche prévu à l'article 3, et il lui sera donné un récépissé de la radiation de son inscription.

Art. 7. — La radiation de l'inscription sera opérée sur la justification soit du remboursement de la créance garantie par le warrant, soit d'une mainlevée régulière. L'emprunteur qui aura remboursé son warrant fera constater le remboursement au greffe de la justice de paix ; mention du remboursement ou de la mainlevée sera faite sur le registre prévu à l'article 3 ; certificat lui sera donné de la radiation, l'inscription sera rayée d'office après cinq ans si elle n'a pas été renouvelée avant l'expiration de ce délai. Si

Art. 7. — L'emprunteur peut, même avant l'échéance, rembourser la créance garantie par le warrant. Si le créancier refuse ses offres, le débiteur peut, pour se libérer, consigner la somme offerte en observant les formalités prescrites par l'article 1259 du Code civil. Sur le vu d'une quittance de consignation régulière et suffisante, le juge de paix rendra une ordonnance aux termes de laquelle le gage sera transporté sur la somme consignée. En cas de remboursement anticipé d'un warrant agricole, l'emprunteur bénéficie des intérêts qui restent à courir jusqu'à l'échéance du warrant, déduction faite d'un délai de dix jours.

Art. 8. — Les établissements publics de crédit peuvent recevoir les warrants

elle est inscrite à nouveau après la radiation d'office, elle ne vaudra à l'égard des tiers que du jour de la nouvelle date.

Art. 8. — L'emprunteur conserve le droit de vendre les produits warrantés à l'amiable et avant le paiement de la créance, même sans le concours du prêteur, mais la tradition à l'acquéreur ne peut être opérée que lorsque le créancier a été désintéressé. L'emprunteur peut, même avant l'échéance, rembourser la créance garantie par le warrant; si le porteur du warrant refuse les offres du débiteur, celui-ci peut, pour se libérer, consigner la somme offerte, en observant les formalités prescrites par l'article 1.259. Les offres sont faites au dernier ayant droit connu par les avis donnés au greffier, en conformité de l'article 10 qui suit; sur le vu d'une quittance de consignation régulière et suffisante, le juge de paix du canton, où le warrant est inscrit rendra une ordonnance aux termes de laquelle le gage sera porté sur la somme consignée. En cas de remboursement anticipé d'un warrant agricole, l'emprunteur bénéficie des intérêts qui restent à courir jusqu'à l'échéance du warrant, déduction faite d'un délai de dix jours.

Art. 9. — Même disposition.

comme effets de commerce avec dispense d'une des signatures exigées par leurs statuts.

Art. 9. — L'escompteur ou réescompteur d'un warrant sera tenu d'en donner avis immédiat au greffier du juge de paix par lettre recommandée avec accusé de réception.

Art. 10. — Le warrant est transmissible par voie d'endossement, l'endossement est daté et signé ; il énonce les noms, professions, domiciles des parties. Tous ceux qui ont signé ou endossé un warrant sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur. L'escompteur ou le réescompteur d'un warrant seront tenus d'aviser dans les huit jours le greffier du juge de paix par pli recommandé avec accusé de réception ou verbalement contre récépissé donné. L'emprunteur pourra, par une mention spéciale inscrite au warrant, dispenser l'escompteur et les réescompteurs de donner cet avis ; mais, dans ces cas, il n'y a pas lieu à l'application des dispositions des deux derniers paragraphes de l'article 8.

Art. 10. — A défaut de paiement à l'échéance, et après avis préalable transmis par lettre recommandée à l'emprunteur, pour laquelle un avis de réception doit être demandé, le porteur du warrant, huit jours après l'avertissement et sans aucune autre formalité de justice, mais avec les formes de publicité prévues par les articles 617 et suivants du Code de procédure, peut faire procéder par un officiel ministériel à la vente publique aux enchères de la marchandise engagée.

Art. 11. — Le porteur du warrant doit réclamer à l'emprunteur le paiement de sa créance échue, et, à défaut de ce paiement, constater et réitérer sa réclamation par lettre recommandée, adressée au débiteur et pour laquelle un avis de réception sera demandé. S'il n'est pas payé dans les cinq jours de l'envoi de cette lettre, le porteur du warrant est tenu, à peine de perdre ses droits contre les endosseurs, de dénoncer le défaut de paiement quinze jours francs au plus tard après

l'échéance, par avertissement, pour chacun des endosseurs, remis au greffier de paix compétent, qui lui en donne récépissé ; le greffier fait connaître cet avertissement dans la huitaine qui le suit aux endosseurs par lettre recommandée pour laquelle un avis de réception doit être demandé. En cas de refus de paiement le porteur du warrant peut, quinze jours après la lettre recommandée adressée à l'emprunteur comme il est prescrit ci-dessus, faire procéder par un officier public ou ministériel à la vente des objets engagés, il y est procédé en vertu d'une ordonnance de juge de paix rendue sur requête fixant les jours, lieu et heure de la vente ; elle sera annoncée huit jours au moins à l'avance par affiches apposées dans les lieux indiqués par le juge de paix, qui pourra même l'autoriser sans affiche, après une ou plusieurs annonces à son de trompe ou de caisse. Le juge de paix pourra, en tous les cas, en autoriser l'annonce par la voie des journaux. La publicité donnée sera constatée par une mention insérée au procès-verbal de vente. L'officier public chargé de procéder préviendra par lettre recommandée le débiteur et les endosseurs, huit jours à l'avance, des lieu, jour et heure de la vente. Les articles 622 et 625 du Code de procédure sont applicables aux ventes prévues par la présente loi ; pour

Art. 11. — Le créancier est payé directement de sa créance sur le prix de vente par privilège et préférence à tous créanciers sans autres déductions que celles des contributions directes et les frais de vente, et sans autre formalité qu'une ordonnance du juge de paix.

Art. 12. — Le porteur du warrant perd son recours contre les endosseurs s'il n'a pas fait procéder à la vente dans le mois qui suit la date de l'avertissement ; il n'a de recours contre l'emprunteur et les endosseurs qu'après avoir exercé ses droits sur les produits warrantés ; en cas d'insuffisance, un délai d'un mois lui est imparti à dater du jour où la vente de la marchandise est réalisée pour exercer son recours contre les endosseurs.

Art 13. — Tout agriculteur convaincu d'avoir détourné, dissipé, ou volontairement détérioré au préjudice de son

les tabacs warrantés, la vente publique est remplacée par une opposition entre les mains du comptable chargé d'en effectuer le paiement, lors de la livraison au magasin de la régie où ils doivent être livrés. Et ce par simple pli recommandé avec accusé de réception. Ce magasin sera désigné dès la création du warrant et dans son libellé même.

Art. 12. — Le porteur du warrant est payé directement de sa créance sur le prix de vente, par privilège et par préférence à tous créanciers, sauf l'exception prévue par l'avant-dernier paragraphe de l'article 2, et sans autre déduction que celle des contributions directes et des frais de vente et sans autre formalité qu'une ordonnance du juge de paix.

Art. 13. — Si le porteur du warrant fait procéder à la vente conformément à l'article 11 ci-dessus, il ne peut plus exercer son recours contre les endosseurs et même contre l'emprunteur qu'après avoir fait valoir ses droits sur le prix des produits warrantés. En cas d'insuffisance du prix pour le désintéresser, un délai d'un mois lui est imparti à dater du jour où la vente de la marchandise est réalisée pour exercer son recours contre les endosseurs.

Art. 14. — Tout emprunteur convaincu d'avoir fait une fausse déclaration ou d'avoir constitué un warrant

créancier le gage de celui-ci sera poursuivi correctionnellement comme coupable d'abus de confiance et puni conformément aux articles 406 et 408 du Code pénal, sans préjudice de l'application de l'article 463.

Art. 14. — Lorsque, pour l'exécution de la présente loi, il y a lieu à référé, ce référé sera porté devant le juge de paix.

Art. 15. — Un décret déterminera les émoluments à allouer au greffier de justice de paix pour l'envoi des lettres recommandées, l'achat et la tenue des registres, ainsi pour que la délivrance des certificats. Il établira s'il y a lieu toutes les mesures nécessaires pour l'exécution de la présente loi.

Art. 16. — Sont dispensés de formalité du timbre et de

sur des produits déjà warrantés sans avis préalable donné au nouveau prêteur, tout emprunteur ou dépositaire convaincu d'avoir détourné, dissipé, ou volontairement détérioré, au préjudice de son créancier, le gage de celui-ci, sera poursuivi correctionnellement sous inculpation d'escroquerie, selon les cas, et frappé des peines prévues aux articles 405 et 408 du Code pénal.

Art. 15. — Lorsque, pour l'exécution de la présente loi, il y aura lieu à référé, ce référé sera porté devant le juge de paix de la situation des objets warrantés.

Art. 16. Les tarifs établis et les mesures ordonnées antérieurement pour l'exécution de la loi du 18 juillet 1898, resteront en vigueur jusqu'à ce qu'il ait été ordonné autrement par décret nouveau. Le montant des droits du greffier à prévoir audit décret devra être inférieur d'un tiers au total des droits prévus par le décret du 29 octobre 1898 pour les warrants ne dépassant pas 1.000 francs en capital, à moins que l'emprunteur ne demande la délivrance simultanée de plusieurs warrants dont le total serait supérieur à cette somme. Les avis prescrits par la présente loi seront envoyés en la forme et avec la taxe des papiers d'affaires recommandés.

Art. 17. — Sont dispensés de la formalité du timbre et

L'enregistrement : les lettres prévues aux articles 2, 9 et 10 et leurs accusés de réception, la souche du registre institué par l'article 3, la copie des inscriptions d'emprunt, le certificat négatif et le récépissé de radiation mentionnés aux articles 5 et 6 de la présente loi. La feuille détachée du registre à souche et qui deviendra le warrant au moyen duquel le cultivateur réalisera son emprunt, restera soumise au droit commun, c'est-à-dire qu'elle deviendra passible du droit de timbre des effets de commerce (0 fr. 05 0/0) au moment de sa transformation en warrant et de sa remise comme telle au prêteur. L'enregistrement (0 fr. 50 0/0) ne deviendra obligatoire que dans le cas de protêt.

Art. 17. — La présente loi sera applicable à l'Algérie.

de l'enregistrement les lettres et accusés de réception, les renonciations, acceptations et consentements prévus aux articles 2, 3, 10 et 11 ; le registre sur lequel les warrants sont inscrits, la copie des inscriptions d'emprunt ; le certificat négatif et le certificat de radiation mentionnés aux articles 6 et 7. Le warrant est passible du droit de timbre des effets de commerce (0 fr. 05 0/0.) L'enregistrement (0 fr. 50 0/0), ne deviendra obligatoire qu'en cas de vente opérée en vertu de l'article 11. Le droit à percevoir sur le prix de la dite vente sera de 0 fr. 10 0/0 comme pour les marchandises neuves.

Art. 18. — Le bénéfice de la présente loi s'appliquera aux ostréiculteurs.

Art. 19. — La présente loi est applicable à l'Algérie. L'article 463 du Code pénal est applicable à la présente loi. La loi du 18 juillet 1898 est abrogée.

CHAPITRE III

Etude de la loi du 30 Avril 1906

La loi du 30 avril 1906 a été l'objet d'un long travail législatif. On s'est aperçu que le développement de l'agriculture subit profondément l'influence des règles établies par la législation civile qui ménage au législateur une action puissante sur les intérêts économiques du pays. Suivant la remarque de Massigli « les règles établies par la législation civile, peuvent faire que la terre entre dans le courant des échanges et circule aisément, au lieu de demeurer immobile entre des mains impuissantes ou inhabiles à exploiter toutes ses ressources ; elles peuvent attirer vers les placements immobiliers les capitaux qui affluent vers le commerce et l'industrie et aider la propriété rurale à se procurer à un taux modéré des capitaux considérables dont les transformations de l'agriculture et la lutte internationale de la production exigent qu'elle ait la disposition ; et le moyen d'ob-

tenir ces résultats est avant tout de donner la sécurité aux acquéreurs et aux prêteurs sur hypothèques ». (*Rapport général sur l'institution des livres fonciers et leur fonctionnement*, 1905, Introduction, page 9, n° 1.)

La loi du 30 avril 1906 s'est attachée à mieux organiser le warrantage des produits agricoles ; elle s'est inspirée de l'idée que, pour bien vendre, l'agriculteur doit tenir compte de la qualité des produits et de l'état du marché, et ne pas mettre un empressement trop marqué à se défaire de ses récoltes ; le fait d'apporter sur le marché la plupart des denrées peu après la récolte, n'aboutit qu'à un résultat : celui de procurer au commerce des bénéfices faciles ; il est indispensable que le cultivateur, s'il ne possède pas des ressources suffisantes pour faire ses avances aux cultures sans vendre les récoltes, puisse faire appel au crédit pour commencer ses travaux et choisir le moment opportun en vue de mieux placer ses denrées. Comme on l'a écrit très justement, l'utilité du warrant agricole s'impose : « Voici un cultivateur qui vient à peine de terminer la moisson et aurait avantage à acheter des animaux ; mais ses caisses sont vides et faute de crédit, il n'y pourra songer qu'après avoir battu son grain, et à la condition d'en hâter la vente ; du retard apporté dans l'achat du bétail, de la hâte mise à vendre le blé, vont résulter des pertes. Qu'il obtienne

un warrant gagé sur sa récolte de céréales, et il pourra, en le négociant, trouver des capitaux, acheter de suite le bétail, différer la vente de ses grains en temps suffisant pour lui permettre d'en tirer le meilleur prix. » (*Economie rurale*, pages 414 et 415.)

En présence de l'urgence qu'il y avait à aboutir, la Chambre comprit qu'il n'y aurait eu que des inconvénients à ajourner le vote de la loi ; et sur le rapport de M. Chaigne (annexe à la séance du 6 avril 1906) elle adopta sans difficulté la loi le 13 du même mois. Cette loi a été ensuite promulguée le 20 avril 1906. Nous étudierons dans autant de paragraphes distincts :

1° Les formalités requises soit quant au fond, soit quant à la forme, pour la constitution du warrant ;

2° La question de savoir qui peut emprunter sur warrant ;

3° Les produits warrantables ;

4° Les règles relatives, à défaut de paiement d'échéance, à la vente des produits warrantés.

SECTION I

Règles requises pour la constitution des warrants agricoles

Il faut distinguer les règles de fond et les règles de forme.

§ 1. — Au point de vue du fond, la loi du 30 avril 1906 déroge au droit commun du gage en ce sens qu'elle n'exige pas nécessairement la dépossession de l'acquéreur pour la constitution du warrant agricole. De droit commun la dépossession de l'emprunteur est nécessaire : l'article 2076 n'admet, en effet, de privilège en matière de gage qu'autant que l'objet se trouve en possession du créancier ou d'un tiers. D'après la loi de 1906, l'emprunteur sur warrant est libre soit de se dessaisir des produits engagés, soit de les déposer entre les mains d'un tiers. Cette faveur accordée à l'agriculture est accompagnée de mesures de précaution au profit du créancier, de manière à éviter que le débiteur ne détourne trop facilement la sûreté qui lui a été concédée, notamment le débiteur qui a détourné, dissipé ou volontairement détourné au préjudice de son créancier le gage de celui-ci, sera poursuivi correctionnellement sous inculpation d'escroquerie ou d'abus de confiance (art. 14).

Indépendamment de cette sanction pénale, l'article 1 dispose que l'emprunteur est responsable de la marchandise, qui reste confiée à ses soins et à sa garde et cela sans indemnité. Le propriétaire est donc constitué par le fait de la dation en gage dépositaire des produits warrantés. M. Chastenet a dit, à cet égard, qu'il fallait analyser l'opération comme une sorte de tradition *brevi manu* des

objets warrantés au prêteur, accompagnée d'une seconde tradition avec constitution de dépôt entre les mains de l'emprunteur, de sorte que le cultivateur est transformé en simple dépositaire. C'est toutefois un dépôt un peu singulier, attendu qu'il s'applique à des objets dont le dépositaire a la propriété. Ce dépôt est d'autant plus anormal qu'on impose au dépositaire l'obligation de restituer, alors qu'il conserve le droit de vendre les produits warrantés, même sans le concours du prêteur. Il est vrai que la tradition à l'acquéreur ne peut être opérée que lorsque le créancier a été désintéressé (art. 8). Il est impossible de chercher une explication juridique de cette particularité, en réalité c'est dans l'intérêt de l'emprunteur que cette dérogation aux règles générales du gage a été consentie. On a cherché à dire que si le dépôt pouvait s'appliquer ici, c'est qu'il est régulier quand il est accompli par une personne qui sans avoir le droit de propriété sur la chose déposée, possède sur elle un droit réel démembrement. (Le créancier possède en effet une sûreté réelle qui lui permettra de poursuivre la réalisation de l'objet de gage à défaut de paiement à l'échéance. Cf. Rouher. *Les Warrants agricoles*. Thèse, Paris, 1907, p. 119.) En réalité, il y a là une pure subtilité, c'est l'intérêt de l'agriculteur seul qui est susceptible d'expliquer la possibilité pour lui de garder l'objet du gage. Le dessaisissement des objets qui peuvent être warran-

tés lui causerait le plus grand sacrifice ; il serait placé dans l'impossibilité de continuer son exploitation, dans ces conditions, il n'aurait plus la pleine jouissance de ses facultés de travail, son exploitation serait paralysée et il deviendrait très difficile pour lui de faire honneur à ses engagements ; la nécessité commandait donc ici de ne pas appliquer strictement le principe ordinaire de la dépossession du débiteur gagiste.

Mais, s'il bénéficie d'une condition particulière à ce point de vue, le débiteur n'en est pas moins astreint à une responsabilité qui est formellement indiquée par l'article 1, dernier paragraphe ; il ne peut réclamer aucune indemnité à raison de la garde qui lui incombe ; sa responsabilité est donc celle qui est déterminée au titre du dépôt (C. civ.), par les articles 1927 et suivants. C'est à l'emprunteur de supporter les dépenses de conservation du gage et les frais de toutes sortes qui sont occasionnés par le dépôt. De droit commun, le dépositaire possède un droit de rétention et un privilège sur l'objet du dépôt pour les frais faits pour sa conservation. Les mêmes sûretés existent au profit des magasins généraux (loi de 1858, art. 8). Mais la loi de 1898 déclare que le dépositaire ne peut faire valoir aucun droit de rétention ou de privilège à l'encontre du warrant ou de ses ayants cause (art. 3, § 4). Cette disposition paraît un peu excessive en ce qui concerne la situation des

tiers dépositaires ; un sénateur, M. Fessard, l'a observé très justement : « Si la marchandise qui forme la garantie du créancier est soumise à des conditions telles que sa conservation ne soit pas assurée, je me demande ce que vaudra le warrant... il faudra aller à la découverte des dépositaires. » (*J. off.*, Sénat. Séance du 30 mars 1906, p. 302.) Mais le rapporteur répondit qu'il appartenait au dépositaire d'imposer ses conditions au moment où on lui offre le dépôt ; il ne l'acceptera que s'il le veut ; il n'y sera pas forcé ; mais, après qu' « il l'aura accepté, il en supportera les obligations et les conséquences ». Par voie de conséquence, si le récépissé contenant l'acceptation par le dépositaire de la garde des produits engagés n'est pas représenté conformément à l'article 3, celui-ci doit être présumé n'avoir accepté le dépôt que dans les termes de droit commun, c'est-à-dire avec le droit de rétention et les privilèges qui y sont attachés. (Cf. Hans, « Les Warrants agricoles d'après les lois de 1906 et de 1898. » *La Réforme Sociale*, 1907, p. 217.)

Indépendamment de la responsabilité qui incombe au dépositaire, celui-ci est atteint par des sanctions pénales en cas de fraude ; c'est ce qui résulte de la deuxième partie de l'article 14 ; toutefois on peut se demander si la peine prononcée, celle de l'abus de confiance, est bien la répression qui convient à la situation. Comme le fait remarquer M. Planiol,

« l'abus de confiance est un délit qui est commis aux dépens d'un propriétaire par quelqu'un qui est simple possesseur ou détenteur de la chose à titre de dépôt, de mandat de gage, etc., si l'article 408 nomme à côté du propriétaire comme victime possible du délit, un simple possesseur ou détenteur, c'est qu'on a voulu prévoir le cas où le dépositaire infidèle aurait reçu la chose de quelqu'un qui n'en est pas propriétaire, qui dispose de son bien au préjudice de son créancier, ce n'est pas lui faire l'application pure et simple de l'article 408, c'est créer un nouveau cas d'abus de confiance à côté de ceux qui existent. » (*Traité de droit civil*, t. II, n° 2714, note 1.)

La qualification donnée par la loi de 1906 au délit dont il s'agit entraîne une conséquence ; du moment que le fait par le débiteur dépositaire de détourner les objets du gage équivaut à un abus de confiance, le créancier n'aurait pas le droit d'agir en revendication des objets détournés contre un tiers acquéreur des objets ; l'article 2279 alinéa 2, n'autorise en effet la revendication qu'en cas de perte ou de vol ; sa disposition ne saurait être généralisée à l'abus de confiance (Cf. Rouher, p. 125).

Ce n'est pas seulement le débiteur qui peut conserver la garde des objets donnés en gage. Le législateur a redouté que, si le dépôt n'avait pu avoir lieu en toute hypothèse que chez l'emprunteur, la réforme

de 1906 n'obtint pas un succès plus marqué que celui de sa devancière ; comme on l'a très bien dit, tant que la dépossession de l'emprunteur n'a pas lieu, on n'est pas en présence d'une véritable sûreté réelle, le gage sans dépossession rentre plutôt dans la catégorie du crédit personnel ; et, le principal motif qui porte le créancier à accorder des délais au débiteur, c'est la confiance qu'il a dans ses aptitudes au travail, dans son observation de la parole donnée. Le warrant agricole n'est assimilable à une sûreté réelle que si l'objet du gage est déposé aux mains d'un tiers ; dans cette hypothèse, la sûreté du créancier est augmentée, puisque le tiers dépositaire est responsable de la marchandise. La loi de 1906 a considéré qu'il y aurait un progrès certain à autoriser le dépôt du gage aux mains de tiers ; on peut être étonné que le législateur n'ait pas songé aux magasins généraux créés par la loi du 28 février 1858 ; mais, avec un peu de réflexion, on s'aperçoit que des impossibilités de droit et de fait s'opposaient à cette pratique : d'abord la loi de 1858 n'est pas faite pour les agriculteurs, rien dans son texte ne touche l'agriculture, elle avait pour but avant tout de donner des facilités au commerce et de fournir des locaux aux négociants dont les magasins ne suffiraient pas à contenir les marchandises. Mais son emploi est limité aux matières premières, marchandises et objets fabriqués, déposés par des négociants et des indus-

triels (Thaller, *Traité de Droit commercial*, n° 1574 ; Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit commercial*, 2^e éd., t. 3, n° 339). L'esprit restrictif de la loi de 1858 constitue donc un premier obstacle à son utilisation par des agriculteurs ; en outre les magasins généraux sont situés dans les villes, et aménagés surtout en vue des besoins du commerce et de l'industrie ; à ce double point de vue ils ne sauraient convenir aux cultivateurs, qui ne peuvent être astreints à un déplacement long et coûteux, et dont les récoltes réclament pour leur conservation des soins que les magasins généraux ne sont pas toujours en mesure de leur fournir.

La faculté pour l'emprunteur de déposer le gage dans les locaux de syndicats de coopératives ou autres sociétés agricoles est des plus précieuses pour l'agriculture. La loi a, en effet, autorisé le dépôt à des tiers convenus entre les parties, parmi lesquels les collectivités précitées (art. 1 de la loi de 1906). Ce procédé sera commodément employé par les agriculteurs ; en effet, les locaux, greniers, ou chais des sociétés agricoles se trouvent en général à proximité du lieu de production et le dépôt des produits à ces sociétés ne sera pas pour le warranteur une gêne bien considérable. Le législateur a eu, d'ailleurs, en vue le désir de faciliter l'extension de ces établissements et, en leur confiant un rôle nouveau,

il augmente ainsi les chances qu'ils ont de se répandre.

Le tiers dépositaire n'a pas plus que le débiteur lui-même la faculté d'invoquer un droit de rétention ou un privilège à l'encontre du bénéficiaire du warrant. Il serait en effet impossible d'assurer la circulation du warrant si un privilège pouvait lui être opposé par le dépositaire. Le warrant doit réunir les mêmes facilités de circulation que l'effet de commerce, sinon il ne sera accepté à l'escompte par aucun établissement de crédit. Le dépositaire est responsable dans les termes où l'est l'emprunteur et il est exposé aux mêmes sanctions (art. 14) ; il va sans dire, d'ailleurs que, les syndicats coopératifs et autres sociétés agricoles ne peuvent être forcés de recevoir les objets qui sont affectés à la garantie du warrant ; la loi les engage à accepter cette combinaison, mais elle ne leur impose point là une obligation.

§ 2. — *Condition de forme.* — L'une des principales critiques adressées à la loi de 1898 était d'entraîner des formalités trop compliquées, soit quant à la constitution, soit en ce qui touche la réalisation du warrant. Autrefois l'emprunteur devait prendre jour avec le bailleur de fonds pour se rendre avec lui au greffe de la justice de paix établi au chef-lieu de canton, et y faire la déclaration nécessaire ; ce n'était qu'à l'expiration d'un délai de quinzaine, destiné à permettre l'opposition du propriétaire, que le war-

rant était délivré à l'agriculteur. Il y avait là une source de lenteurs contre lesquelles on avait vivement protesté. Des idées de réforme très radicales avaient été exprimées au cours des travaux préparatoires ; nous avons rappelé notamment que le projet de M. Dupuy écartait complètement l'intervention du greffier, mais M. Legrand avait fort justement représenté au Sénat que le défaut d'intervention d'un agent légal dans l'accomplissement des formalités relatives au warrantage aurait pour résultat de détourner les créanciers de consentir à ce mode de crédit. Aussi a-t-on préféré maintenir le rôle primitivement assigné au greffier. On s'est convaincu qu'il était l'agent le plus qualifié pour transmettre les avis et oppositions et pour procurer aux intéressés tous les renseignements utiles.

Le greffier compétent est celui de la justice de paix du canton de la situation des objets warrantés. C'est l'adaptation à l'agriculture de la règle adoptée en matière de nantissement de fonds de commerce (art. 2075, § 2). C'est là une différence avec la loi de 1898, qui désignait comme compétent le greffier de la justice de paix du canton où l'emprunteur était domicilié. Cette modification a eu pour objet d'éviter des fraudes de la part de l'emprunteur, qui pourrait plus aisément engager plusieurs fois la même récolte s'il procédait aux formalités devant un officier public qui n'est pas au courant de sa situation

(Cf. Pascaud. « Le warrantage des produits agricoles » *Rev. Pol. et Parl.*, n° de septembre 1899).

Mais il faut remarquer que l'intervention du greffier n'est pas obligatoire : en effet, d'après l'article 4, le warrant agricole peut être établi entre les parties sans l'observation de formalités ci-dessus. Il n'en était pas ainsi sous l'empire de la loi de 1898 : les parties devaient toujours recourir au ministère du greffier. Le législateur de 1906 a eu raison de permettre aux parties d'économiser l'emploi de l'officier public, lorsqu'elles ne redoutent entre elles aucune difficulté ; c'est aux parties à apprécier les conséquences de leurs conventions et le législateur n'a pas à prendre leur défense à leur place du moment qu'elles sont majeures et capables. D'ailleurs, même avant la loi de 1898, le warrantage privé existait dans certaines régions. (Il avait été organisé notamment par la coopérative agricole de l'Ouest, pour le blé et par le syndicat de la Drôme pour les cocons ; Rouher, p. 185 et 187.)

Ce warrant constitué entre les parties, produit entre elles tous les effets du warrant ordinaire, notamment il bénéficie des avantages spéciaux accordés par l'article 17 ; il est protégé par les pénalités édictées par l'article 14 contre le débiteur qui détourne le gage de sa destination ; enfin il est toujours réalisable au moyen de la procédure simplifiée organisée par l'article 11 ; mais, vis-à-vis des tiers, le warrant ne produit par lui-même aucun effet, les tiers sont

réputés l'ignorer et ils ont le droit de le considérer comme non avenu ; par suite, en cas de réalisation du gage, le porteur du warrant doit subir, dans cette hypothèse, le concours des autres créanciers du débiteur. Mais le warrant ainsi constitué peut être complété par la transcription et il produit désormais dans l'avenir les mêmes effets qu'un warrant passé dès le début devant le greffier. On a signalé avec raison les inconvénients qui peuvent résulter de cette pratique : un créancier de l'agriculteur peut être lésé par un warrant resté occulte dès le début, et dont l'existence est ultérieurement révélée par une transcription. Le rapporteur au Sénat, M. Legrand, s'est efforcé de justifier la loi à cet égard, mais son explication est très faible ; il a soutenu que les récoltes, même non warrantées, ne représentent jamais pour le créancier du cultivateur qu'un gage très fragile, à raison de la facilité avec laquelle une vente le fait disparaître. En réalité, le créancier contracte parce qu'il connaît le patrimoine de son débiteur, et, s'il savait que certains éléments de ce patrimoine sont déjà affectés à un tiers par une garantie restée occulte, il est vraisemblable qu'il n'accorderait pas le même crédit. Les créanciers vont se trouver primés par une sûreté occulte, alors que la publicité de ce privilège qui leur est opposable les eût empêchés de traiter avec le débiteur. En réalité, étant donné que le warrant, primitivement occulte, reçoit dès sa

transcription des effets absolus, il en résulte qu'il prime à partir de cette époque, à la fois le privilège du bailleur qui n'a pas protesté sur l'avis qui lui a été transmis, et aussi les créanciers chirographaires de l'emprunteur. La conséquence possible sera pour l'agriculteur une diminution de crédit, car les créanciers auront toujours à redouter de voir apparaître un warrant non publié au début ; il serait surtout fâcheux que cette pratique ait pour conséquence de mettre obstacle aux prêts que les sociétés de crédit mutuel agricole consentent facilement aux cultivateurs sans aucun warrantage. Peut-être la loi n'a-t-elle pas suffisamment tenu compte de la portée éventuelle de sa décision.

Mais normalement, le warrant aura été rendu public dès le début. Toutefois, avant que l'emprunt avec gage soit possible, il est nécessaire, aux termes de l'article 2, de concilier la facilité qui est ainsi donnée aux agriculteurs, avec la sauvegarde des droits du bailleur. Ici deux idées contraires entrent en conflit : Si les droits du propriétaire sont intégralement maintenus, il vont peser trop lourdement sur le crédit du cultivateur. Si au contraire ils sont sacrifiés, les intérêts du propriétaire sont alors injustement méconnus et en outre, le fermier lui-même est appelé à en souffrir, car le bailleur se montrera désormais intraitable au sujet du paiement des fermages et n'accordera pas le moindre délai. Enfin un troisième

danger apparaît : Tout essai de conciliation de ces deux intérêts contradictoires risque de se heurter aux inconvénients d'une procédure lente et compliquée, de nature à entraver d'une manière irrémédiable le développement de l'institution.

Sous l'empire de la loi de 1898, le législateur s'était attaché avant tout à maintenir les droits du propriétaire : le fermier désireux de donner en gage ses récoltes, devait obtenir au préalable, moyennant des formalités assez longues et coûteuses, le consentement du propriétaire, créancier de ses loyers. En cas de consentement donné, celui-ci renonçait par là même à son privilège sur les récoltes et le prêteur était désormais délivré de toute inquiétude. Mais, à défaut de consentement par le bailleur, le warrantage était impossible. On avait proposé, au cours de la discussion, d'établir un titre nouveau destiné à sauvegarder les créances du propriétaire. On sait que celles-ci comprennent, aux termes de la loi du 19 février 1889, en tant que privilégiées, les fermages des deux dernières années échues, de l'année courante et d'une année à partir de l'année courante, ainsi que tout ce qui concerne l'exécution du bail et les dommages-intérêts qui pourront être accordés par les tribunaux. En ce qui touche les créances précitées, le privilège du bailleur : 1° sur tout ce qui garnit la ferme ; 2° sur ce qui sert à son exploitation (instruments et animaux), et sur les

fruits de la récolte de l'année, donne au bailleur le droit de s'opposer par une saisie-gagerie au déplacement de ces objets, et même de les revendiquer à l'encontre de tiers de bonne foi dans les quarante jours de leur enlèvement, s'ils ont été enlevés sans son consentement (art. 2102). Il est évident qu'une semblable sûreté maintenue par le propriétaire rend tout warrantage impossible ; d'autre part, le fait par le fermier de constituer sur les récoltes un gage opposable à son bailleur est de nature à préjudicier gravement à celui-ci en cas de termes échus. Le titre imaginé par MM. Forest et Lamy dans le but de garantir le propriétaire était un warrant privilégié sur le bétail et les produits, même avant que ces derniers soient récoltés et emmagasinés, au profit du propriétaire ; ce warrant aurait toujours primé les warrants ordinaires. Mais un semblable procédé aurait conduit les propriétaires à exiger toujours le warrant privilégié au grand détriment de son crédit ; d'autre part, à quoi bon attribuer au propriétaire par une convention, une sûreté qu'il tient déjà de la loi ? Dès lors, l'article 2 dispose que : aujourd'hui comme sous la loi de 1898, le cultivateur qui n'est ni propriétaire ni usufruitier ne pourra warranter les produits et récoltes de son exploitation qu'avec le consentement de son propriétaire bailleur, qui peut renoncer à son privilège jusqu'à concurrence de la dette contractée en apposant sa signature sur le warrant (art. 2, dernier al.).

Mais le propriétaire ou l'usufruitier peuvent faire opposition au warrant, à la condition qu'ils soient créanciers de termes échus et non payés ; en l'absence de termes échus et encore dus, le fermier est libre de warranter à son gré les produits de l'exploitation, alors même qu'il serait débiteur de son propriétaire pour d'autres causes que le fermage. Mais les créanciers autres que le propriétaire, notamment les fournisseurs de semences et d'engrais, ou les ouvriers engagés par le fermier, ne peuvent former opposition à la constitution du warrant, puisque la loi ne s'est pas préoccupée de sauvegarder leurs droits.

Huit jours sont accordés au bailleur qui reçoit avis du projet de warrant pour y former opposition. (Il ne serait pas admis à former opposition pour des fermages non échus, quelles que soient les craintes qu'il conçoit au sujet de ces derniers.) Le délai de huitaine court de la date de l'accusé de la réception du pli d'affaire recommandé. Ce délai est franc, c'est-à-dire qu'il ne comprend ni le jour de la date de l'accusé de réception, ni le jour où le propriétaire notifie son opposition. L'avis mentionné par l'article 2 doit contenir l'indication de la nature, de la valeur et de la quantité des marchandises qui doivent servir pour l'emprunt et du montant des sommes empruntées. Cet avis est remis au greffier du juge de paix du canton de la situation des objets

warrantés, ou du siège légal de la société coopérative agricole, si l'emprunt est fait par une société de ce genre ; le motif de l'avis, c'est qu'il a pour but de respecter le privilège que le bailleur tient de la loi ; il faut, de plus, que le prêteur et les porteurs successifs du warrant possèdent la certitude que l'avis a été reçu dans les termes et dans le délai ci-dessus.

A l'expiration du délai de huit jours, sans opposition de la part du propriétaire, ou sur la déclaration qu'il entend ne pas faire opposition au warrant, le warrant pourra être délivré à l'emprunteur. Celui-ci l'endossera au nom du prêteur et en recevra le montant. A partir de cette date, le warrant peut circuler comme un effet de commerce et être escompté et réescompté. Si le propriétaire déclare s'opposer au prêt, l'emprunteur demeure libre de le contracter avec l'assentiment du prêteur, mais alors le privilège du propriétaire doit être respecté. L'opposition sera mentionnée sur le registre du greffier. L'opposition n'empêche pas, bien entendu, les deux parties de réaliser le prêt ; seulement le privilège du propriétaire devra toujours être respecté par les créanciers.

Enfin, contrairement à la loi du 10 juillet 1898, la loi de 1906 ne rend pas obligatoire l'avis au propriétaire, mais à la condition que le prêteur consente à accepter la préférence des droits du proprié-

taire, et que l'emprunteur conserve la garde des produits warrantés dans les bâtiments ou sur les terres de l'exploitation (art. 2, alinéa 4). Mais les effets du warrant subsistent à l'égard de toutes autres personnes que le bailleur ; notamment le prêteur serait préféré à tous les autres créanciers du débiteur.

Ce n'est pas seulement au point de vue du montant de la créance privilégiée du bailleur que la loi de 1906 présente des difficultés ; le warrantage des pailles et du bétail a été autorisé par l'article 1 de la loi. Tel est le sens des expressions employées par l'article 1, 1^{er} paragraphe, d'après lequel tout agriculteur peut emprunter sur les produits agricoles et industriels de son exploitation qui ne sont pas immeubles par destination, y compris le sel marin et les animaux lui appartenant. Par là se trouve permis le warrantage des pailles et du bétail qui n'avait pas été admis en 1898. Mais il arrive souvent qu'une clause du bail ou que des usages locaux obligent le preneur à conserver les pailles ou à les consommer dans la ferme ; cette clause a pour effet de les immobiliser, car ils sont affectés par là à l'exploitation du fonds ; dès lors, le warrantage en est interdit. De même, il est fréquent que le fermier sortant soit obligé de laisser au fermier entrant les pailles et les engrais de l'année pour lui faciliter les travaux de l'année suivante. La même obligation est fréquem-

ment stipulée à l'égard des avoines, fourrages et semences ; il en résulte que ces objets sont immobilisés, même quand ils proviennent du fermier (Cass. 30 août 1882. S. 84, 1383) et, dès lors, ils ne peuvent être warrantés. De même, en cas de bail à cheptel accompagnant un bail à ferme ou à métairie, les animaux donnés à cheptel au fermier ou au métayer sont immeubles par destination, tant qu'ils demeurent attachés au fonds par l'effet de la convention (art. 522). Le cheptel ne transportant pas au vendeur la propriété du bétail fourni par le bailleur (art. 1805, 1820, 1822), ce bétail n'est pas susceptible d'être warranté, d'abord parce qu'il n'est pas la propriété de l'agriculteur, et ensuite parce qu'il est immobilisé. Par conséquent les droits du propriétaire seront maintenus par le bétail dont il s'agit.

Après avoir assez examiné les précautions préalables dont l'observation est imposée en vue de sauvegarder les droits du propriétaire, il faut étudier maintenant la manière dont est constituée le warrant. Le warrant n'est plus constitué aujourd'hui sur un registre à souche, comme l'exigeait la loi de 1898 ; il est établi sur une feuille indépendante, c'est-à-dire soit sur un imprimé dont il reste seulement à compléter les blancs, soit sur une simple feuille de papier blanc. Le tout en conformité du modèle n° 1 de la circulaire ministérielle du 25 juillet 1906 ; le greffier y mentionne, d'après les déclarations de l'emprun-

teur, la nature, la quantité, la valeur et le lieu des situations des produits qui forment le gage de l'emprunt, le montant des sommes empruntées ainsi que les clauses et conditions particulières au warrant arrêtées entre les parties (art. 3, alinéa 1), par exemple l'autorisation de transformer le blé en farine, le vin en alcool, le dépôt des produits warrantés chez des tiers ; le greffier indique aussi si le produit warranté est assuré ou non, et en cas d'assurance, le nom et l'adresse de l'assureur (art. 5 alinéa 1). Il porte sur le warrant le numéro d'ordre du volume où la transcription a eu lieu et le numéro d'ordre de la transcription ainsi que la mention des warrants précédents. Si l'emprunteur n'est pas propriétaire ou usufruitier, le greffier mentionne également la date de l'envoi de la lettre d'avis du cultivateur, ainsi que la non-opposition de la part du propriétaire ou de l'usufruitier : le greffier mentionne aussi l'acceptation de la garde des produits par le dépositaire et, le cas échéant, le consentement du bailleur des locaux.

Toutes ces formalités sont prescrites par les articles 3, 4 et 5 ; elles ont pour but d'assurer que le warrant fasse par lui-même la preuve de sa constitution régulière et de l'accomplissement de toutes les conditions prescrites par la loi : on peut dire, à cet égard, que le mode d'établissement du warrant a été complètement modifié par la loi de 1906. Au verso du warrant, le greffier inscrit la mention du trans-

fert du warrant à l'ordre du prêteur et l'emprunteur signe ce premier endossement. Si l'emprunteur ne sait signer, la loi décide qu'en ce cas il sera suppléé à la signature de l'emprunteur par celle du greffier, qui affirmera la présence et l'identité de l'emprunteur et la demande qui lui aura été adressée à cet effet par ce dernier. On avait proposé, dans les travaux préparatoires, à ce sujet, de permettre à l'emprunteur illettré de remplacer la signature de son nom, par l'apposition d'une croix ; c'est à bon droit qu'on a abandonné un mode aussi rudimentaire de la preuve de la volonté, et qu'aucune disposition de loi actuellement existante ne reconnaît comme légal.

La circulaire du ministre de la Justice du 25 juillet 1906 prescrit au greffier de ne pas se dessaisir du warrant qu'il a établi avant de le transcrire sur un registre qui est distinct de celui où sont notés les avis aux propriétaires et les oppositions dont la disposition doit être conforme à un modèle annexé à la circulaire. Ce registre doit porter la date de chaque transcription, en raison des radiations qui seront effectuées de plein droit à l'expiration du délai de cinq ans prévu par l'article 6.

Toutes les mentions que le greffier inscrit sur le warrant sont conformes aux déclarations de l'emprunteur et, par conséquent, n'engagent que la responsabilité de ce dernier. En cas de déclaration frauduleuse, il s'exposerait à la pénalité prononcée

par l'article 406 du Code pénal dont l'article 14 de la loi de 1906 fait l'application à notre hypothèse. Il s'agit du délit d'escroquerie. En raison de la disposition expresse du paragraphe 2 de l'article 19 de la loi de 1906, l'article 463 du Code pénal avec les circonstances atténuantes, est applicable à ce délit.

On ne saurait méconnaître l'analogie que présente la fraude prévue par l'article 14 de la loi de 1906 avec le délit simplement civil de stellionat (art. 2059 et 2136). La sanction est plus grave pour les fraudes en matière de warrant, car le créancier ne possédant pas les mêmes garanties qu'en droit commun, la répression de la fraude s'imposait ici avec une rigueur toute particulière. Quant au greffier, il n'encourt aucune responsabilité personnelle, sauf le cas où il aurait été complice des manœuvres de l'emprunteur ; le greffier accomplit, en d'autres termes, une mission passive : il est seulement chargé de recevoir les déclarations qui lui sont faites. Ce rôle a été parfaitement défini par M. Chastenet : « Le greffier n'est qu'un intermédiaire, il entérine les déclarations à lui faites et transmet les avis comme le ferait un notaire. Cela est d'ailleurs conforme au système général de notre législation, d'après laquelle les autorités qui ont à recevoir des déclarations et à délivrer des certificats destinés à prouver l'accomplissement de certaines formalités indispensables

pour l'usage d'un droit privatif par des particuliers n'ont jamais à se faire juges des mérites d'une déclaration, ni à se livrer à aucun contrôle au fond ; ils ont seulement à vérifier la forme extérieure de la déclaration. »

Le ministère du greffier n'est pas obligatoire sous le régime de la loi de 1906 ; les parties ont, nous l'avons vu, la faculté d'établir elles-mêmes le warrant, mais dans ce cas, le warrant produit des effets moindres que ceux du précédent. En effet, le vœu de la loi est évidemment la publicité du gage et cette publicité n'existe pas au cas où le warrant est constitué entre les parties intéressées seulement. Dès lors, il est facile de comprendre que le warrant créé *inter partes* ne soit opposable au tiers qu'après transcription au greffe de la justice de paix conformément à l'article 3, et, dans ce cas, le greffier devra veiller à ce que le warrant contienne toutes les mentions prévues aux articles 3 § 1 et 5 § 1. D'autre part, il ne primera les privilèges soit du bailleur, soit du dépositaire des produits warrantés et du propriétaire des locaux où est effectué le dépôt, que si les avis ou consentements prévus aux articles 2 et 3 § 5 ont été donnés. (Art. 4, § 2.) Si donc le créancier le demande, le greffier adressera au propriétaire ou usufruitier l'avis prévu par l'article 2 et portera ultérieurement sur le warrant, qui devra lui être représenté à cet effet, la date de l'envoi de l'avis et

mention de la non-opposition. Une fois ces formalités accomplies, le warrant engendrera la préférence de même que s'il avait été constitué dès le début par le ministère du greffier.

A l'instar de la loi de 1898, la loi de 1906 décide que le greffier ne peut délivrer un état des warrants inscrits, qu'avec l'autorisation de l'emprunteur ; c'est là une différence avec la publicité en matière d'hypothèque, où les registres sont publics et peuvent être consultés par toute personne, moyennant le paiement des salaires légaux. Ici, au contraire, d'après l'article 6, le greffier ne peut délivrer au prêteur qui le requiert qu'avec l'autorisation de l'emprunteur, l'état des warrants inscrits au nom de ce dernier ou un certificat négatif d'inscription.

Si l'on avait autorisé indistinctement toute personne à se renseigner à cet égard, le crédit de l'agriculteur aurait été facilement détruit. Il aurait été loisible en effet à un tiers désireux de se renseigner sur la situation l'agriculteur, de se rendre au greffe pour se procurer les informations de nature à lui révéler la situation pécuniaire de l'agriculteur. Or on sait combien, à la campagne surtout, il importe que de mauvais bruits ne circulent pas sur le compte d'une personne ; sinon, la confiance du public s'éloigne d'elle peu à peu, son crédit est insensiblement ruiné, et il lui devient impossible de réagir contre la mauvaise fortune. Si le greffier, oublieux de son devoir à ce point

de vue, délivrait un état des warrants sans l'autorisation de l'emprunteur, il se rendrait passible des peines prononcées par l'article 378 du Code pénal en cas de révélation du secret professionnel, car les greffiers figurent au nombre des personnes qui s'exposent au cas de manquement à leur devoir à l'application de ce texte. (Muteau, *Du secret professionnel*, p. 151.)

Le warrant, une fois constitué, circule avec la facilité spéciale que possèdent les effets de commerce. Il est transmissible par voie d'endossement ; l'endossement est daté et signé, il énonce les nom, prénoms et domicile des parties (art. 9 et 10). Tous ceux qui ont signé ou endossé un warrant sont tenus à la garantie solidaire envers le porteur. C'est l'application des règles des titres à ordre à une obligation de nature purement civile. L'escompteur ou les réescompteurs d'un warrant devront aviser, dans un délai de huit jours, le greffier du juge de paix du lieu où le warrant aura été inscrit. Ces avis seront donnés par pli recommandé avec accusé de réception, ou verbalement contre récépissé de l'avis. (Art. 10 § 3.) Le greffier devra en faire mention immédiate sur le registre des avis aux propriétaires. Cette prescription est des plus utiles : en effet, l'emprunteur a, d'après l'article 8 alinéa 2, la faculté de se libérer par anticipation avant l'échéance. Il est donc indispensable que le cultivateur connaisse le nom du porteur pour user, le cas

échéant, de cette faculté de remboursement anticipé. L'emprunteur peut, du reste, par une mention spéciale inscrite au warrant, accorder dispense de cet avis à l'escompteur. Mais alors, il ne peut ni se libérer à l'avance, ni bénéficier, le cas échéant, des intérêts que pourrait lui valoir une libération anticipée. Article 8 alinéas 2 et 3.

On a déclaré que cette faculté de dispense d'avis accordée à l'escompteur ou au réescompteur offrait un des caractères les plus pratiques. M. Barber, vice-président de la Caisse régionale de Crédit mutuel agricole du Midi, déclare qu'on usera souvent de ce procédé, attendu que l'avis à donner au greffier par les escompteurs est une source de complications. « Qu'il me suffise, dit-il, de remarquer que la caisse régionale de Montpellier, malgré la réserve que son capital limité et les circonstances difficiles que nous traversons lui imposent, a reçu de ses caisses locales affiliées environ 700 warrants pour un semestre ; elle ne les a pris que comme garantie morale appuyant des valeurs à deux signatures ; mais, si elle les acceptait comme warrants, voilà 700 avis à donner aux divers greffiers de paix de nos trois départements et autant d'accusés de réception dont la rentrée serait à surveiller. Un tel travail est absolument incompatible avec la nécessité des organisations sommaires et économiques des sociétés de crédit agricole, ainsi qu'avec les habitudes des banques

en matière d'opération d'escompte. » (Avis rapporté par M. Edouard Payen. *l'Economiste français*, 15 août 1903, p. 229.)

La possibilité pour le warrant d'être transmis par voie d'endossement engendre au profit du porteur du titre tous les droits qui appartenaient au prêteur premier endosseur ; d'autre part, le porteur peut s'adresser pour se faire payer, indistinctement à l'un quelconque des divers endosseurs antérieurs y compris l'emprunteur.

En vue de favoriser la circulation des warrants, l'article 9 stipule que ce titre peut, comme un effet de commerce, être reçu par les établissements publics de crédit et notamment par la Banque de France. Ces établissements sont, par une faveur spéciale pour le warrant, dispensés d'exiger l'une des trois signatures qui sont exigées pour les autres effets. (Il est vrai que la sûreté résultant de la marchandise équivaut à la garantie résultant d'une troisième signature.) La loi de 1906 a cru devoir prendre une disposition formelle à cet égard, car il paraît que certains établissements de crédit, parmi lesquels la Banque de France, hésitaient à accepter les warrants à l'escompte antérieurement à 1906 pour éviter de procéder à des mesures d'exécution. Dans ces conditions, l'utilité du warrant comme moyen de crédit était singulièrement restreinte. Il importait de permettre aux agriculteurs de profiter des conditions

plus avantageuses du crédit accordé par nos grands établissements, plutôt que de recourir à des intermédiaires ou à des banques secondaires qui se seraient montrés plus exigeants. Mais, dans la pratique, ce sont surtout les sociétés de crédit agricole qui escompteront les warrants. D'après les renseignements recueillis par M. Rouher, la caisse rurale d'Ay, fondée le 2 janvier 1903 et qui se rattache à la Caisse régionale de Reims, a délivré du 1^{er} octobre 1903 au 31 décembre 1904, pour 68.120 francs de warrants, répartis en 58 opérations différentes. Elle prête à 3 o/o et la Caisse régionale lui prête à 2 o/o. Depuis 1900 le canton d'Ay a enregistré plus de 400 warrants. (*Les Warrants agricoles*, p. 204.)

On sait que ces caisses de crédit agricole locales, fondées par la loi du 5 novembre 1894, sont destinées à entrer directement en rapport avec l'emprunteur. Elles ont pour objet de faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole et effectuées par les syndicats ou par les membres de ces syndicats. Elles admettent à l'escompte les warrants agricoles et se procurent les fonds nécessaires soit avec leur capital social, soit surtout avec les dépôts qui leur sont confiés, soit avec l'emprunt à des particuliers ou aux caisses d'épargne. La loi du 20 juillet 1895 autorise les caisses d'épargne ordinaires à consacrer le cinquième de leur capital et la totalité de leurs revenus à des prêts aux

sociétés de crédit agricole. Enfin les caisses rurales bénéficient indirectement des avances gratuites que l'Etat accorde aux caisses régionales, elles peuvent en effet obtenir de celles-ci des avances pour fonds de roulement. C'est à l'occasion du renouvellement du privilège de la Banque de France, en 1897, que l'Etat a trouvé l'occasion de procurer des fonds aux caisses de crédit rural : en effet, d'après la loi du 17 novembre 1897, une avance perpétuelle de 40 millions ainsi qu'une redevance annuelle qui ne peut descendre au-dessous de 2 millions doit être mise à la disposition du crédit agricole, et les caisses régionales de crédit agricole ont été créées par la loi du 31 mars 1899 pour mettre des fonds à la disposition des caisses locales. Ces caisses fonctionnent avec une certaine activité, car la commission de répartition des avances aux caisses régionales réunie le 9 février 1907, a constaté que les effets escomptés par les caisses régionales dans le cours de l'année 1906, dépassent la somme de 62 millions contre 44 millions en 1905 (Cf. Rouher, p. 208).

SECTION II

Des personnes qui peuvent emprunter sur warrant

C'est essentiellement pour l'agriculteur que le droit d'emprunter sur warrant a été institué (art. 1, al. 1).

Ces expressions comprennent aussi bien le propriétaire usufruitier cultivant ses propres terres, que le fermier tenant à bail les terres d'autrui et aussi le métayer pour la partie des produits dont il devient propriétaire exclusif. Si l'agriculteur qui veut emprunter est en même temps commerçant et si son commerce s'exerce dans des locaux séparés de ceux concernant l'exploitation agricole, il est soumis, pour chaque établissement, aux règles spéciales qui le concernent. Quant aux agriculteurs qui manipulent et transforment leurs produits, ils ont certainement le droit de les warranter, car la loi, qui a pour but d'empêcher l'avilissement des cours, les concerne sans aucun doute. Ce sont seulement les commerçants qui sont exclus du bénéfice de la loi ; ils ont d'ailleurs la faculté de recourir à une législation spécialement faite pour eux, la loi du 22 mai 1858, ainsi que le décret du 12 mars 1859 sur les magasins généraux et les opérations de warrantage. Le critérium permettant de distinguer les agriculteurs des commerçants résultera, dans la pratique, de ce que le bénéfice de la loi de 1906 ne pourra être invoqué que par les personnes qui ne sont pas assujetties à la patente pour la vente et la manipulation des récoltes et fruits provenant des terrains qui leur appartiennent ou par eux exploités et pour le bétail qu'ils y élèvent. (Loi du 15 juillet 1880, art. 17.) D'ailleurs le warrant agricole constitue un titre

ayant le caractère d'un acte civil : ce caractère n'est pas changé par les facilités d'escompte et d'endossement qui lui sont accordées pour la circulation.

Le warrant agricole formant un acte essentiellement civil, les opérations réalisées à l'aide de ce titre présentent le même caractère, par suite l'emprunt sur warrant à un taux usuraire engendrerait à l'encontre du créancier les peines de l'usure, si celui-ci se livrait habituellement à des opérations de ce genre (Tribunal correctionnel de Narbonne, 18 juillet 1902. *Gaz. des Trib.*, du 6 décembre 1902 et art. de M. Cahuet, *Rev. de Droit agricole*, 1903, 1^{re} partie, p. 12).

La loi de 1906 a accordé à deux nouvelles catégories, les ostréiculteurs et les exploitants de marais salants, la faculté de warranter leurs produits.

Ce ne sont pas seulement les particuliers, ce sont aussi les sociétés coopératives agricoles qui ont la faculté d'emprunter sur warrant avec les produits dont elles sont devenues propriétaires (art. 1, col. 2); il est utile de citer à cet égard les expressions employées par M. Chaigne dans son rapport à la Chambre du 18 juillet 1904, où il est dit que la loi considère comme une appropriation suffisante, la possession par ces sociétés de denrées à elles remises par leurs adhérents et sur lesquelles ceux-ci n'ont conservé qu'un droit dans la répartition du prix provenant des ventes faites à des tiers. Dans la prati-

que, les sociétés usent surtout de deux procédés pour la vente en commun des produits de leurs adhérents : quelquefois, elles mettent en commun les produits obtenus par leurs membres et elles les vendent en répartissant le prix obtenu proportionnellement aux apports de chacun. L'agriculteur reçoit immédiatement un acompte important à titre d'avance sur le prix ultérieur. Dès lors, la société est devenue immédiatement propriétaire des marchandises, qu'elle se réserve de vendre à l'époque la plus opportune et elle se trouve dans les conditions voulues pour utiliser le warrant ; il en serait de même toutes les fois que l'association se procurerait les marchandises de ses membres à un prix déterminé, en vue de les revendre et de répartir à la fin de chaque exercice, l'excédent des recettes sur les dépenses. Mais il en serait différemment et le recours au warrant par la coopérative serait impossible si celle-ci se bornait à centraliser les expéditions de chacun de ses membres, le prix de vente étant touché par chacun de ceux-ci soit directement, soit par l'intermédiaire de l'association. Celle-ci, n'ayant eu à aucun moment la propriété des produits, ne saurait être admise à les warranter. (Cf. de Rocquigny. *Les syndicats agricoles et leur œuvre.*)

SECTION III

Les produits warrantables

La loi de 1898 avait donné la liste des produits sur lesquels le warrant agricole pouvait être établi : céréales, fourrages, légumes, matières textiles, graines, vins, cidres, eaux-de-vie, alcool, cocons, bois, résines, écorces à tan, fromages, miels, cidre, huile et sel marin.

La loi actuelle procède autrement : elle se sert d'une formule générale et admet l'agriculteur à emprunter sur les « produits agricoles ou industriels de son exploitation » qui ne sont pas immeubles par destination, y compris le sel marin et les animaux lui appartenant. La seule condition pour que les marchandises puissent être warrantées, c'est qu'elles présentent un caractère agricole ce qui exclue les marchandises que le cultivateur aurait acquises d'un tiers et qui ne proviendraient pas de son exploitation. L'expression *produits agricoles* se réfère à tous les produits que l'agriculteur retire de son exploitation sans travail industriel, par exemple les pailles dont le fermier peut légitimement disposer sauf usage contraire aux clauses prohibitives insérées dans le bail.

Les produits industriels que la loi admet au war-

rantage sont ceux que l'agriculteur retire de son exploitation, soit au moyen de transformations industrielles qu'il fait subir à ses produits agricoles, par exemple, l'eau-de-vie, le sucre, le beurre, soit par un travail uniquement industriel comme les phosphates, les pierres, le charbon, les produits minéraux y compris le sel marin. Le sel marin a, en effet, été maintenu parmi les produits warrantables, car le législateur n'a pas voulu se désintéresser du sort d'un grand nombre d'agriculteurs qui exploitent des marais salants. D'ailleurs, dans ce genre d'exploitation, il règne une concurrence excessive et la vileté des prix ne permet guère de réaliser des bénéfices. la loi s'applique également aux ostréiculteurs article 18 ; l'ostréiculture comprend la production et l'élevage des huitres. L'ostréiculture française subit également une crise prolongée et souffre de l'abaissement des prix ; la possibilité, pour cette branche de la production agricole, de bénéficier de la loi de 1906 est évidemment de nature à faciliter son crédit. (Senné-Desjardins. *L'Ostréiculture en France*, p. 125 et 126.)

La loi de 1906 a réalisé une amélioration certaine en étendant le warrantage au bétail, ce qui s'applique à tous les animaux de l'exploitation. La loi de 1898 ne les avait pas compris dans son énumération, parce qu'elle les considérait comme indispensables à l'exploitation de la ferme et à la garantie du paie-

ment du fermage, et aussi comme trop exposés à des variations de prix. Le législateur de 1906 a remarqué, avec raison, que les cultivateurs pouvaient trouver dans ces bestiaux un puissant élément de crédit, surtout dans les régions comme le Cantal ou les Alpes, où les troupeaux atteignent une grande valeur.

L'innovation de la loi de 1906 a été approuvée par les praticiens : « L'extension du warrantage au bétail est une amélioration de premier ordre. Tous les spécialistes savent, en effet, que les prêts sur le bétail existent aujourd'hui, mais ils sont faits exclusivement par des marchands de bestiaux et à très gros intérêts, quoique, dans tous les cas, ceux-ci puissent avoir une garantie sur le bétail vendu et que souvent ils se la réservent. Avec la nouvelle disposition, les avances pourront être faites par les sociétés de crédit, les cultivateurs choisiront eux-mêmes leurs bestiaux, ils créeront une étable de valeur et prospéreront au lieu de végéter en restant soumis au régime des échanges que leur vendeur leur impose si souvent ; à cette amélioration, les propriétaires aussi trouveront leur compte. » (Nicolle, « La loi sur les warrants agricoles » *Journal d'Agriculture pratique* du 12 juillet 1906). Contre le warrantage du bétail, on avait objecté que, les bestiaux étant souvent immeubles par destination, les droits des propriétaires ou des créanciers hypothécaires pourraient

se trouver lésés, mais on n'a pas tenu compte de cette objection par le motif que les immeubles par destination, le bétail spécialement, n'entrent pas sérieusement en ligne de compte dans les transactions hypothécaires. D'ailleurs, le législateur a formellement exclu du warrantage les immeubles par destination. Il résulte, en effet, de l'article 1, alinéa 1, que l'agriculteur ne peut emprunter que sur les produits de son exploitation qui ne sont pas des immeubles par destination. Cette catégorie de biens comprend certaines choses meubles en elles-mêmes, mais qui sont immeubles à raison de ce qu'elles sont attachées comme accessoires à un fonds, et susceptibles d'être hypothéquées avec lui; soit, au terme de l'article 524, les animaux attachés à la culture, les ustensiles aratoires, les semences, les ruches à miel, les pressoirs, chaudières ou alambics, les pailles et engrais, enfin les objets attachés au fonds à perpétuelle demeure tels que les objets scellés. (Planiol. *Traité de Droit civil*, t. I, n° 820.) Tous les instruments de culture d'un propriétaire cultivant ses terres, ainsi que son bétail, sont donc des immeubles par destination, mais l'attirail de culture et le bétail du fermier, conservent au contraire une nature mobilière; il est d'ailleurs, sans difficulté, d'après les termes de la discussion, au cours des travaux préparatoires, que les animaux d'embouche, c'est-à-dire placés sur un domaine riche en herbages

pour y être engraisés et ensuite vendus, sont meubles. (Aubry et Rau, *Cours de Droit civil français*, 5^e éd. t. II, § 164, p. 17). Dès lors, ils peuvent être warrantés (séance du 20 nov. 1905, *J. off.* du 21 nov., p. 3.362, col. 3). Mais, si un warrant est constitué sur des biens appartenant à la catégorie des immeubles par destination, il semble bien résulter du but même de la loi, qui a été d'éviter un conflit entre des créanciers hypothécaires et des créanciers porteurs de warrants, qu'un semblable titre serait entaché de nullité absolue comme contraire à l'ordre public.

SECTION IV

Des règles relatives à la vente des produits warrantés

Sous l'empire de la législation de 1898, le droit pour l'emprunteur de vendre les produits warrantés et non encore libérés avait été contesté : « Les conséquences juridiques d'une aliénation la transformeraient en un véritable détournement. » (Magnin, *Annales de Droit commercial*, 1899, p. 173.) Mais c'était là une fausse conception. Ce qui est dangereux pour le créancier bénéficiaire du warrant, ce n'est pas la vente par elle-même, c'est la livraison, qui peut avoir pour résultat de soustraire le gage à

l'exercice de son droit et de constituer, par suite, un véritable abus de confiance. Aussi la loi de 1906 a-t-elle décidé avec raison que l'emprunteur peut vendre avant le paiement de la créance et sans le concours du prêteur ; le but de la loi a été, en effet, de permettre aux producteurs de vendre leurs récoltes aux moments le plus propice, mais l'emprunteur ne peut opérer la tradition que lorsque le créancier est désintéressé.

Si l'emprunteur, contrairement aux prescriptions de la loi, livrait à l'acheteur les produits warrantés avant d'avoir remboursé son créancier, il deviendrait assurément passible des pénalités prévues à l'article 14 et, en même temps, de dommages-intérêts dans les termes du droit commun, mais quelle serait la situation faite à l'acquéreur ? Si, en dépit de la loi, la marchandise lui a été livrée et qu'il soit de bonne foi, il ne peut plus désormais être dépossédé, car il est en mesure d'opposer victorieusement aux revendications du porteur du warrant la maxime « en fait de meubles possession vaut titre ». S'il n'a pas encore payé son prix, ce prix est subrogé réellement aux produits warrantés et il doit être payé au porteur du warrant pour rendre son privilège. (Thaller. *Traité de Droit commercial*, 3^e éd., n° 103.) Enfin, si l'acquéreur n'a pas reçu la livraison des marchandises warrantées, son droit est inopposable aux créanciers bénéficiaires du warrant.

Donc, même de bonne foi, il ne pourrait réclamer la livraison avec offre de payer son prix à qui de droit, ou de le consigner.

Mais pourrait-il user de la faculté reconnue à l'emprunteur par l'article 8, d'opérer le remboursement, par anticipation de la somme due par le vendeur en offrant la consignation du montant du warrant. Cela semble très douteux. Sans doute, l'acquéreur de marchandises consignées dans un magasin général est admis à retirer ses marchandises en consignnant la somme due au magasin général ; mais, malgré l'analogie des deux institutions, il ne paraît pas que cette faculté doive être étendue au warrant agricole proprement dit, car la loi de 1906, dérogeant au droit commun, est à interpréter strictement, d'autant plus que le remboursement anticipé bénéficie des intérêts restant à courir jusqu'à l'échéance, déduction faite d'un délai de dix jours.

La loi de 1906 n'a pas prévu seulement la vente anticipée par l'emprunteur : elle s'occupe également de la vente à défaut de paiement à l'échéance, au cas où il serait impossible à l'emprunteur de faire honneur à ses engagements. En pareil cas, l'article 11 prescrit au porteur du warrant et au greffier certaines formalités qui ont pour but d'avertir le porteur négligent et les endosseurs. Le porteur doit d'abord réclamer à l'emprunteur le paiement. A défaut de satisfaction, il réitère sa première déclaration par

lettre recommandée avec avis de réception. A partir de l'envoi de cette lettre recommandée, cinq jours sont accordés au débiteur pour qu'il puisse se mettre en règle, c'est là en réalité une prolongation du délai de remboursement qui est accordé au débiteur ; donc les règles touchant le protêt et la diligence du porteur de l'effet de commerce sont ici sans application ; des règles spéciales sont imposées par la loi. Pour conserver son recours contre les endosseurs, le porteur du warrant doit remettre au greffier dans la quinzaine de l'échéance un avertissement pour chacun des endosseurs, dont il connaît les noms par suite des endossements sur le warrant qu'il a en main. Cet avertissement est, dans la huitaine suivante adressé à chacun des endosseurs par le greffier au moyen d'une lettre recommandée avec avis de réception. Les frais de protêt sont ainsi évités.

La différence avec la loi de 1898 consistait en ce que cette dernière obligeait le dernier porteur à réaliser lui-même le gage et à faire procéder à la vente des produits warrantés dans le mois de l'avis prescrit par la loi à peine de perdre son recours contre les endosseurs. Cette obligation a été supprimée en 1906. La loi nouvelle laisse au porteur le choix d'exercer de suite son recours contre les endosseurs, ou, s'il le préfère, de poursuivre lui-même la vente du gage, auquel cas il n'y a plus de recours possible

(art. 10 et 11). Le recours contre les endosseurs ne présente donc plus en matière de warrants agricoles un caractère subsidiaire comme dans les warrants commerciaux.

Enfin on a trouvé que les formalités de la loi de 1898 relativement à la réalisation du gage étaient trop compliquées et la loi de 1906 a emprunté la procédure de la vente à celle imaginée par la loi antérieure du 31 mars 1896 sur l'aliénation des objets abandonnés ou laissés en gage par les voyageurs aux aubergistes ou hôteliers : la vente a lieu aux enchères par officier public ou ministériel quinze jours après l'avis à l'emprunteur (au lieu de huit) et sur ordonnance du juge de paix ; elle est annoncée au moins huit jours à l'avance (au lieu d'un jour) par affiches apposées dans les lieux indiqués par le juge de paix, qui pourra, du reste, l'autoriser sans affiches après une ou plusieurs annonces à son de trompe ou de caisse.

Enfin, une fois le gage réalisé, l'attribution des sommes à distribuer s'opère d'après les règles tracées par l'article 12. Le prix de vente des objets warrantés est affecté spécialement, déclare ce texte, au paiement du montant de la créance. Le porteur n'a donc qu'à se présenter chez l'officier public qui a procédé à la vente pour être payé directement par privilège de préférence à tout créancier, sans autre déduction que celle des contributions directes et des

frais de vente ; sans autre formalité qu'une ordonnance du juge de paix. Les porteurs des warrants ont, sur les indemnités d'assurances dues en cas de sinistre, les mêmes droits et privilèges que sur les produits assurés. (On sait en effet qu'aux termes de l'article 5, le prêteur et l'emprunteur peuvent ensemble ou séparément faire assurer les produits warrantés.)

Bien entendu, s'il existe des fermages échus, le privilège du bailleur subsiste et les fermages échus et encore dus au jour du warrant sont nécessairement payés par préférence au porteur de ce titre, sorte que l'ordre à suivre dans la distribution sera le suivant :

1° Le montant des frais de justice, y compris les frais de la vente et le coût de l'enregistrement du warrant ;

2° Le montant des contributions directes pour l'année échue et l'année courante (loi du 12 nov. 1808, art. 1) ;

3° Le montant des fermages, au cas où il prime le warrant ; celui-ci prime tous autres privilèges, notamment les frais de semence et des récoltes de l'année (art. 2102), le privilège de l'administration des contributions indirectes sur les meubles et effets mobiliers de ses redevables. (Circul. de l'ad. des contr. ind., du 12 mai 1906.) Si, après toutes les attributions ci-dessus, il reste un excédent, l'officier

public chargé de la vente le versera à l'emprunteur ou à son défaut à la Caisse des consignations.

Nous n'insistons pas sur les émoluments des greffiers, dont la loi s'occupe dans l'article 16 et qui ont été fixés par décret du 7 septembre 1906.

CONCLUSION

Sous l'empire de la loi de 1898, l'institution des warrants agricoles n'avait donné que très peu de résultats. En dehors du canton de Lesparre la plupart des agriculteurs ne se montrèrent pas très désireux de profiter des avantages qui leur étaient ainsi offerts. Le ministre de l'Agriculture avait, d'ailleurs, reconnu, dans la séance du 25 juin 1903, au Sénat, que la loi de 1898 avait été inopérante. L'échec relatif de cette loi tenait incontestablement aux défauts qu'elle présentait.

A cet égard, la loi de 1906 a réalisé un progrès notable. L'amélioration principale est le retour, rendu désormais possible par l'article 1, à la condition essentielle de tout nantissement mobilier, savoir la dépossession du débiteur. Il est certain que, sans déplacement, il ne saurait y avoir de véritable gage ; une garantie qui ne repose pas sur la dépossession de l'emprunteur ne forme pas une véritable sûreté réelle. Le gage sans déplacement était une orientation législative mauvaise en soi ; la loi de

1898 présentait, par ce côté, un certain aspect archaïque qui semblait une réminiscence des temps primitifs où le manquement à la parole donnée au créancier se traduisait par des sanctions pénales et non par l'exécution du patrimoine en vertu de sûretés constituées sur lui. Favorable encore au crédit est l'organisation du régime de publicité institué par la loi de 1906 et qui rappelle, par certains traits fondamentaux, la publicité des hypothèques, puisque, comme en matière hypothécaire, c'est la transcription qui donnera rang aux warrants successifs gagés sur la même marchandise, et, pour conserver leur rang aux warrants transcrits, elle doit être périodiquement renouvelée, le délai de prescription étant ici de cinq ans (art. 7); par conséquent, la loi de 1906 a doté l'agriculture d'un instrument de crédit supérieur dans son mécanisme, à celui qu'avait organisé le législateur de 1898.

Cependant les résultats que l'avenir permettra de constater seront-ils meilleurs ? Il est permis d'en douter. En dépit des perfections apportées aux warrants agricoles, il est à redouter que cette institution soit fatalement vouée à l'insuccès. La classe paysanne accèdera toujours difficilement aux emprunts qui ne sont pas d'une dissimulation facile. Les cultivateurs disposent d'ailleurs d'une ressource plus facile à mettre en œuvre : les caisses de crédit agricole constituent aujourd'hui le premier auxiliaire

auquel s'adressera l'agriculteur gêné dans ses affaires. La caisse lui consent, en effet., les prêts qui lui sont nécessaires pour ses semences, ses achats de machines aratoires ou de fumures, etc., et cela sans aucune garantie. Ces caisses sont donc destinées à empêcher le warrant de prendre jamais une extension considérable. La seule utilité importante du warrant sera peut-être de permettre plus facilement la généralisation du crédit aux agriculteurs dont les produits, comme les vins, sont faciles à conserver et constituent une sécurité plus grande pour les créanciers. Mais la plupart du temps, comme on l'a fort bien remarqué, ou bien l'agriculteur sera dans une situation aisée, alors, s'il traverse une période passagère de gêne, il trouvera facilement à emprunter et la loi de 1906 n'est pas faite pour lui, ou bien, au contraire, il aura peu à peu épuisé tous les éléments de crédit dont il disposait ; il ne peut plus offrir en gage à ses créanciers que ses moissons ou les objets les plus indispensables à la marche de son exploitation et alors les prêteurs, ayant conscience de sa situation obérée et peu confiants dans un avenir meilleur, lui refuseront tout crédit et s'éloigneront de lui, de sorte que la loi, faite en apparence pour les malheureux, n'atteindra guère le but humanitaire qu'elle s'était proposé. Il y a là des raisons psychologiques en face desquelles toute œuvre législative demeure fatalement impuissante.

TABLE DES MATIÈRES

	Page
INTRODUCTION	5
CHAPITRE I. — La loi du 18 juillet 1898.	23
CHAPITRE II. — Historique de la loi du 30 avril 1906.	48
CHAPITRE III. — Etude de la loi du 30 avril 1906.	116
<i>Section I.</i> — Règles relatives à la constitution des warrants agricoles.	118
<i>Section II.</i> — Des personnes admises à emprunter sur warrants.	146
<i>Section III.</i> — Les produits warrantables.	150
<i>Section IV.</i> — Règles relatifs à la vente des pro- duits warrantés.	154
CONCLUSION	161

Vu par le Président de la thèse

PERREAU

Vu : le Doyen,
Ch. LYON-CAEN

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris

LIARD

Imprimerie BONVALOT-JOUBE, 15, Rue Racine, Paris.

